



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Limousin

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2016 - 31/12/2016
Version	2016.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	22/06/2017

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP074
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Limousin
Période de programmation	2014 - 2020
Version	1.5
Numéro de la décision	C(2015)8353
Date de la décision	24/11/2015
Autorité de gestion	Région Limousin
Organisme de coordination	Mission de coordination des organismes payeurs (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	9
1.a) Données financières	9
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	9
1.b1) Tableau récapitulatif	9
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire.....	14
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	30
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	31
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	32
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	32
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	32
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	33
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	35
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	36
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).....	36
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	37
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	38
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	38
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	41
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	42
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	42
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	42
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	43
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission].....	43
5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	46
5.a) Critères non respectés des conditions ex ante générales.....	46

5.b) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables	47
5.c) Critères non respectés des conditions ex ante liées aux priorités	48
5.d) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante liées aux priorités applicables.....	49
5.e) Informations supplémentaires (facultatives) pour compléter celles figurant dans le tableau «Actions menées»	50
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	51
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME	52
7.a) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?.....	52
7.a1) Liste des mesures contribuant au DP.....	52
7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	52
7.a3) Méthodes appliquées.....	53
7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	54
7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	54
7.a6) Réponse à la question d'évaluation	54
7.a7) Conclusions et recommandations	57
7.b) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?.....	57
7.b1) Liste des mesures contribuant au DP.....	58
7.b2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	58
7.b3) Méthodes appliquées	58
7.b4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	59
7.b5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	59
7.b6) Réponse à la question d'évaluation.....	59
7.b7) Conclusions et recommandations	61
7.c) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?.....	61
7.d) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?.....	61
7.d1) Liste des mesures contribuant au DP.....	62
7.d2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	62
7.d3) Méthodes appliquées	63
7.d4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	66
7.d5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	68
7.d6) Réponse à la question d'évaluation.....	68

7.d7) Conclusions et recommandations	72
7.e) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?	74
7.e1) Liste des mesures contribuant au DP	75
7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	75
7.e3) Méthodes appliquées	76
7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	78
7.e5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	80
7.e6) Réponse à la question d'évaluation	80
7.e7) Conclusions et recommandations	83
7.f) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?	84
7.f1) Liste des mesures contribuant au DP	85
7.f2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	85
7.f3) Méthodes appliquées	86
7.f4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	87
7.f5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	88
7.f6) Réponse à la question d'évaluation	88
7.f7) Conclusions et recommandations	92
7.g) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?	92
7.h) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?	92
7.h1) Liste des mesures contribuant au DP	93
7.h2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	93
7.h3) Méthodes appliquées	94
7.h4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	95
7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	97
7.h6) Réponse à la question d'évaluation	97
7.h7) Conclusions et recommandations	102
7.i) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?	102
7.i1) Liste des mesures contribuant au DP	103
7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	103

7.i3) Méthodes appliquées	103
7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	104
7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	105
7.i6) Réponse à la question d'évaluation.....	106
7.i7) Conclusions et recommandations	108
7.j) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?.....	109
7.j1) Liste des mesures contribuant au DP.....	110
7.j2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	110
7.j3) Méthodes appliquées	110
7.j4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	112
7.j5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	113
7.j6) Réponse à la question d'évaluation.....	114
7.j7) Conclusions et recommandations	115
7.k) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?.....	115
7.k1) Liste des mesures contribuant au DP.....	116
7.k2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	116
7.k3) Méthodes appliquées	117
7.k4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	118
7.k5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	119
7.k6) Réponse à la question d'évaluation.....	119
7.k7) Conclusions et recommandations	120
7.l) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?	121
7.l1) Liste des mesures contribuant au DP.....	122
7.l2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	122
7.l3) Méthodes appliquées	122
7.l4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	123
7.l5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	124
7.l6) Réponse à la question d'évaluation.....	124
7.l7) Conclusions et recommandations	125
7.m) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?.....	125
7.m1) Liste des mesures contribuant au DP.....	126
7.m2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	126
7.m3) Méthodes appliquées	126

7.m4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	127
7.m5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	128
7.m6) Réponse à la question d'évaluation.....	128
7.m7) Conclusions et recommandations	129
7.n) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?.....	130
7.n1) Liste des mesures contribuant au DP.....	131
7.n2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	131
7.n3) Méthodes appliquées	131
7.n4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	133
7.n5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	133
7.n6) Réponse à la question d'évaluation.....	134
7.n7) Conclusions et recommandations	135
7.o) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?	136
7.o1) Liste des mesures contribuant au DP.....	137
7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	137
7.o3) Méthodes appliquées	137
7.o4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	139
7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	140
7.o6) Réponse à la question d'évaluation.....	140
7.o7) Conclusions et recommandations	142
7.p) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?.....	143
7.p1) Liste des mesures contribuant au DP.....	144
7.p2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	144
7.p3) Méthodes appliquées	144
7.p4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	145
7.p5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	146
7.p6) Réponse à la question d'évaluation.....	146
7.p7) Conclusions et recommandations	150
7.q) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?	150
7.q1) Liste des mesures contribuant au DP.....	151
7.q2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	151
7.q3) Méthodes appliquées	152
7.q4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	153
7.q5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	154
7.q6) Réponse à la question d'évaluation.....	155

7.q7) Conclusions et recommandations	159
7.r) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?	160
7.r1) Liste des mesures contribuant au DP	161
7.r2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	161
7.r3) Méthodes appliquées	161
7.r4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	162
7.r5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation.....	162
7.r6) Réponse à la question d'évaluation	162
7.r7) Conclusions et recommandations.....	165
7.s) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?	165
7.s1) Synergies du programme et effet transversal.....	166
7.s2) Méthodes appliquées.....	166
7.s3) Résultats quantitatifs basés sur le calcul des contributions secondaires des opérations aux domaines prioritaires.....	167
7.s4) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	167
7.s5) Réponse à la question d'évaluation	167
7.s6) Conclusions et recommandations.....	171
7.t) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?.....	171
7.u) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?.....	172
7.v) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	172
7.w) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	172
7.x) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	172
7.y) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	172
7.z) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	172
7.aa) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	172
7.bb) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	172
7.cc) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	172
7.dd) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	172

7.ee) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	173
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013.....	174
8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]	174
8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]	174
8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme	174
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	176
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013].....	177
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES	178
Annexe II	179
Annexe III	187
Documents	190

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2016					1,40
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2016					133,00
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2016					0,00
	2014-2015					
Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2016					105,00
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	8,18
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	80 000,00	2,00	0,00	0,00	4 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	36 740 164,34	57,40	2 101 061,46	3,28	64 012 794,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	796 800,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	36 820 164,34	53,51	2 101 061,46	3,05	68 809 594,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	8,13
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	3 067 200,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	14 223 054,12	32,84	3 300 228,63	7,62	43 312 628,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	14 223 054,12	30,67	3 300 228,63	7,12	46 379 828,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2016	1,80	39,57			4,55
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)		2014-2016					9,00
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	139 555,84	2,28	96 102,87	1,57	6 131 913,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 255 363,28	11,76	0,00	0,00	10 678 427,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 394 919,12	7,92	96 102,87	0,55	17 606 683,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2016					2,89
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2016			0,61	11,03	5,53
		2014-2015			0,61	11,03	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2016			0,37	7,04	5,25
		2014-2015			26,54	505,17	
Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)		2014-2016					30,00
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	101 903,61	8,46	4 419,22	0,37	1 204 450,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 229 103,35	8,30	0,00	0,00	14 815 691,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	18 488 111,99	49,19	19 114 557,22	50,86	37 586 204,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	17 373 904,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	127 713 206,47	26,93	127 713 206,47	26,93	474 217 507,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	147 532 325,42	27,01	146 832 182,91	26,88	546 237 010,00

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2016			887 524,53	20,46	4 338 399,00
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	19,23	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	423 231,85	21,68	185 892,15	9,52	1 952 279,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	423 231,85	21,68	185 892,15	9,52	1 952 279,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2016					16 400 000,00
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	4 920 000,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160 000,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2016					4,38
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	718 869,34	14,92	159 594,46	3,31	4 816 724,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 212 500,00	21,84	287 500,00	5,18	5 552 306,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	20 506 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 931 369,34	6,23	447 094,46	1,44	30 988 900,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2016					39,00
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 500,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	11 781 010,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 378 510,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2016					24,00
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2016					87,44
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2016			71,96	99,98	71,98
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	24 713 810,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	117 432,74	0,28	0,00	0,00	41 521 250,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	117 432,74	0,17	0,00	0,00	67 507 060,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

Dans un premier rapport consacré à la période 2014-2015 et rendu en 2016, l'AG a mis en avant les avancées dans le lancement du Programme de Développement Rural Limousin (PDRL) mais également les premières difficultés de mise en œuvre.

Dès 2014, des aides ont pu être engagées sur la base de la réglementation 2007-2013 au titre de l'année de transition. Celle-ci s'est déroulée de manière normale, les règles et outils de gestion utilisés étant les mêmes qu'en 2007-2013. Dans les tableaux quantitatifs en annexe de ce rapport, consacrés à la déclaration des opérations achevées, l'intégralité de ces opérations correspond à des dossiers engagés en 2014.

L'année 2015, consacrée à la finalisation des discussions avec la Commission sur le programme, a permis de stabiliser des dispositifs d'aide. L'autorité de gestion a lancé par anticipation un certain nombre de dispositifs, élargissant le champ des dispositifs mis en œuvre durant l'année 2014. Malgré l'adoption tardive du PDRL le 24 novembre 2015, la continuité dans le soutien accordé au titre du FEADER a par conséquent été assurée.

Toutefois, des premières difficultés de mise en œuvre ont été observées ; parmi elles l'instrumentation des outils informatiques qui a fortement impacté tant les lancements de nouveaux dispositifs que la collecte des données pour le suivi des dispositifs déjà lancés. Pour 2016, l'enjeu était donc de lever ces difficultés et d'accélérer la mise en œuvre des dispositifs.

En outre, la fusion des anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes a impliqué une réorganisation des services des anciennes institutions et l'harmonisation des politiques régionales (obligation légale) intervenant en contrepartie du FEADER. Cette fusion a conduit la Région Nouvelle-Aquitaine à proposer deux importantes vagues de modifications, la première en 2016 et la seconde début 2017.

Le RAMO 2017, qui couvre les trois premières années de la programmation 2014-2020, comprend en plus des éléments de suivi déclarés chaque année, une partie consacrée à l'évaluation intermédiaire. En effet, comme l'exigent les règles européennes relatives aux rapports de mise en œuvre, il répond dans sa section 7 aux questions évaluatives et détaille ainsi les informations étayées dans les autres sections de ce rapport.

En cela, il constitue un point d'étape important pour la suite de la mise en œuvre du programme.

Malgré les retards de la programmation 2014-2020 liés principalement aux difficultés d'instrumentation des dispositifs, la mise en œuvre des dispositifs du PDR Limousin a continué de manière progressive sur le territoire et permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDRL de 200,3 M€ (cf. SFC Table A – mis à jour par rapport à la déclaration bisannuelle de janvier 2017) répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
- 24 % sur la priorité 2 dont 17 % sur le domaine prioritaire 2A et 7 % sur le domaine prioritaire 2B,
- 1 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
- 74 % sur la priorité 4,

- 1 % sur la priorité 5,

Le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Limousin de 163,6 M€ répartie comme suit au sein des domaines prioritaires et des mesures :

- 9.5 % sur la priorité 2 dont 5.5 % sur le domaine prioritaire 2A et 4 % sur le domaine prioritaire 2B,
- 0,1 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
- 89,9 % sur la priorité 4,
- 0,5 % sur la priorité 5

1. Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 et 2016

En annexe de ce rapport un tableau détaille les dispositifs d'aide déjà lancés par année et par domaine prioritaire.

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales

- **Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 1 et 16 activées dans le cadre du domaine prioritaire 1A (TO 1.2; 2.1.1 ; 16.1.1 ; 16.2.1 ; 16.4.1 et 16.5.1) et la mesure 16 activée dans le cadre du domaine prioritaire 1B (16.1.1 ; 16.2.1 ; 16.4.1 et 16.5.1).

La mesure 16 n'a pas été lancée pour la période 2014-2016. Les raisons sont multiples : nécessité de s'approprier la méthode proposée par la Commission, complexité de traitement des dossiers rassemblant des partenaires de différentes régions administratives limitrophes, articulation entre TO 16.1 et autres TO de la mesure 16... La modification du PDR effectuée en décembre 2016 nous permettra de lever ces freins et de lancer un appel à projet dès 2017. En particulier, l'harmonisation des règles relatives à la coopération en faveur des circuits courts entre les TO Limousin, Poitou-Charentes et Aquitaine permettra de financer des projets cohérents à l'échelle d'un plus grand territoire Sud-ouest de la France. La question de l'articulation du TO 16.1 avec les autres TO de la M16 a été éclaircie. Une harmonisation est prévue pour les TO 16.1 et 16.2 pour l'automne 2017. En outre, au cours de la période 2014-2020 les besoins des professionnels en termes d'innovation et de circuits courts en particulier avec la chambre régionale d'agriculture et le réseau régional d'innovation ont été affinés. Un appel à projet après ces phases essentielles à l'automne ou au début de l'hiver 2017 en concertation avec les partenaires professionnels est prévu.

- **Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les**

performances dans le domaine de l'environnement

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non lancée.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 2, 4, 6 et 16, (soit 6 TO : 1.2.1 ; 4.1.1 ; 4.1.3 ; 4.1.4 ; 4.3.2 ; 16.1.1) dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les mesures 2 et 6 (soit 3 TO : 2.1.1 ; 6.1.1 6.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

Les TO 2.1.1, 4.1.4, 4.3.2 et 16.1.1 n'ont pas été lancés sur la période 2014-2016.

- **Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

3 TO lancés :

TO 1.2 .1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 4.1.1 : investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles et TO 4.1.3 : investissements matériels collectifs

La mise en œuvre du PCAE a continué en 2016 sur un rythme encore plus soutenu qu'en 2015 selon des règles quasi identiques. Le plafonnement de l'investissement éligible par unité de main d'œuvre a toutefois du être revu à la baisse en juillet 2016 pour accompagner un plus grand nombre de projets au regard des crédits publics disponibles.

598 projets individuels dans des filières diverses (mais la filière bovins viande est très majoritaire car dominante sur le Limousin) ont été accompagnés en 2016 mobilisant près de 26 M€ de crédits publics (dont 16,2 M€ de FEADER)

S'agissant de l'accompagnement financier des CUMA, il est resté sensiblement au même niveau (2,9 M€ de crédits publics pour 65 projets en 2016) selon un dispositif d'aides inchangé. L'outil informatique permettant de payer les dossiers ayant été mis à disposition des services instructeurs au début de l'automne 2016, des dossiers 2015 et 2016 ont ainsi pu être payés à hauteur de 80%.

3 TO non lancés

TO 4.1.4 : Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

Les retards de mise en œuvre du FEADER n'ont pas permis à l'autorité de gestion de préparer le lancement du TO relatif aux instruments financiers. Celui-ci est maintenu mais fait l'objet d'une réflexion plus large lancée en mai 2017 au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine. Une nouvelle évaluation ex ante devrait être lancée pour cibler de façon plus précise les besoins en matière d'ingénierie financière. Ainsi, le TO pourrait être lancé d'ici la fin de la période de programmation ou sera a minima préparé dans le cadre de la future programmation.

TO 4.3.2 -Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau.

La complexité des conditions d'éligibilité liées aux opérations d'irrigation et la forte demande pour les dossiers relevant du PCAE a conduit l'autorité de gestion à repousser l'ouverture effective de ce dispositif à 2017. Un appel à projets a été lancé en février 2017.

TO 16.1.1 - Coopération pour le Partenariat européen d'innovation et TO 16.2.1 - Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement

Cf. éléments ci-dessus (DPIA).

- **Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations**

2 TO lancés :

TO 6.1.1 : Dotation Jeune Agriculteur (DJA)

La dynamique d'installation observée en 2014 et en 2015 en Limousin a perduré sur l'année 2016. Le PDR a en effet accompagné 180 installations de jeunes agriculteurs pour un montant FEADER de 2,5 millions d'euros, ce qui en période de crise agricole est un signe très positif pour le territoire.

De plus, les installations ont porté sur des filières de plus en plus diversifiées et non essentiellement sur la filière bovins-viande qui domine en Limousin.

TO 6.1.2 : Prêts bonifiés

En 2016, 196 prêts bonifiés ont été programmés en lien avec la bonne dynamique d'installation observée pour un montant total de FEADER de 915 454 €.

1 TO non lancé :

2.1.1 : Services de conseil

Le TO relatif au service de conseil orienté en Limousin vers les jeunes agriculteurs n'a pas été lancé en 2016. Plusieurs éléments freinent le lancement de ce dispositif. Les retards pris suite aux difficultés d'instrumentation OSIRIS n'ont pas permis à l'autorité de gestion de mettre les moyens en œuvre pour ouvrir le TO. De plus, les difficultés inhérentes à la mise en place de marchés publics font du TO un

dispositif lourd à mettre en place et compliqué à sécuriser pour les bénéficiaires.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

Cette priorité concerne les mesures 3, 4, et 16, (soit 4 TO : 3.1.1 ; 3.2.1 ; 4.2.1 ; 16.4.1) dans le cadre du domaine prioritaire 3A.

Le domaine prioritaire 3B n'est pas activé sur le PDR Limousin.

- **Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

3 TO lancés :

TO 3.1.1 - Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité

Il n'y pas eu de dossiers en 2015 ayant mobilisés des crédits FEADER. L'obligation réglementaire d'avoir déposé la demande d'aide avant d'avoir signé le devis avec l'organisme certificateur a été un réel problème pour la mise en œuvre de ce TO (pour la précédente période de programmation c'était la facture qui ne devait pas être réglée, ce qui était nettement plus adapté) ; aussi les premiers dossiers n'ont été engagés qu'en 2016, une fois que les choses ont été bien calées avec les bénéficiaires et les services instructeurs.

TO 3.2.1 – Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

Les 6 dossiers programmés en 2015 l'étaient pour deux années 2015-2016 pour un montant total de 705 000 € de FEADER. Ils portaient sur des filières majeures en Limousin notamment la pomme du Limousin (Golden) et la viande bovine et également la viande ovine et la châtaigne.

TO 4.2.1 : Investissements des IAA

En 2016, 2 dossiers ont été programmés pour un montant total de FEADER de 813 000 €, ce qui porte le nombre de dossiers IAA depuis 2014 à 5, soit un quart de l'objectif visé à échéance 2023.

1 TO non lancés :

TO 16.4.1 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité

CF éléments en DP 1A

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

Cette priorité concerne les mesures 1, 4, 7, 10, 11, 12 et 13 (soit les TO : 1.2.1 ; 4.4.1 ; 7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.2,

7.6.3 ; 7.6.4 ; 7.6.6 ; M10, M11, M12, M13)

6 TO lancés :

TO 1.2 .1 - Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4 dossiers avaient été programmés en 2015 sur la thématique de l'agriculture biologique pour un montant de 413 000 € de FEADER et ont donc été fléchés sur le domaine prioritaire 4B. Ces 4 dossiers portaient sur des actions pluriannuelles jusqu'en 2016.

TO 4.4.1 - Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

26 dossiers ont été programmés en 2016 sur ce TO représentant 132 000 € de FEADER. Pour autant, aucun paiement n'a pu intervenir, pas plus sur les dossiers 2015 que 2016, l'outil OSIRIS n'étant pas encore disponible.

Si le TO 441 avait été intégré au PCAE dans l'objectif de favoriser les projets globaux des agriculteurs sur leur exploitation (investissements productifs et non productifs), on peut noter après deux années de programmation que les dossiers de ce TO ne sont que très rarement liés à un projet global de l'exploitation. Il n'apparaît donc plus pertinent de conserver les mêmes critères de sélection et les liens avec les TO 411 et 412.

TO 7.6.3 - Animation des MAEC

Les 11 dossiers programmés en 2015 sur l'animation des MAEC portent sur une période pluriannuelle (2015, 2016 et 2017). Ces dossiers ont été engagés dans l'outil OSIRIS mais ne sont pas soldés car toujours en cours.

TO 7.6.6 - Animation Natura 2000

Sur l'animation des sites NATURA 2000, 10 dossiers ont été programmés en 2016 pour un montant FEADER de 251 396 €. La dynamique de programmation est toujours bonne pour les dossiers NATURA 2000 mais pourrait être freinée en 2017 étant donné les retards de paiements rencontrés liés à l'outil OSIRIS. Tout est mis en place par l'autorité de gestion et le ministère de l'environnement pour que ces retards soient rattrapés et que des contrats (TO 761) soit programmés en 2017.

M10 Agroenvironnement – climat

En 2016, seule la campagne 2014 a été payée correspondant aux MAET et à la PHAE activée uniquement en 2014.

Des premières estimations concernant la campagne 2015 sont disponibles avec un montant de FEADER prévu s'élevant à 20 millions d'euros. Ces chiffres ne sont pas définitifs, l'instruction des dossiers 2015

étant en cours dans les services instructeurs suite à la livraison tardive du logiciel ISIS.

M13 – ICHN

La campagne ICHN 2015 a été soldée à la fin de l'année 2016. Pour le Limousin, ce sont 7543 exploitations qui ont bénéficié de l'ICHN, soit 51,5% des exploitations limousines aidées pour un montant de 80 090 151,93€ de FEADER. Les exploitations sont réparties comme suit :

- 36,28% sont en zone de montagne, pour un montant ICHN de 38 754 859,49 €
- 29,16% sont en zone de piémont, pour un montant ICHN de 19 276 061,09 €
- 34,56% sont en zone défavorisée simple pour un montant ICHN de 22 059 231,35 €

6 TO non lancés :

TO 7.1.1 : élaboration et révision des DOCOB Natura 2000

Pour l'instant, aucune révision de DOCOB n'est prévue sur le territoire du PDR Limousin.

TO 7.6.1 - Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000

Etant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, le dispositif lié aux contrats NATURA 2000 n'a pas pu être lancé en 2015 et en 2016. C'est une priorité pour l'année 2017 afin de ne pas perdre la bonne dynamique des investissements en faveur de la protection des zones NATURA 2000.

TO 7.6.2 - Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

Les dossiers sont en cours d'instruction et Osiris devrait être livré d'ici septembre 2017 pour pouvoir programmer, engager et payer les dossiers.

TO 7.6.4 - Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

Les dossiers sont en cours d'instruction et Osiris devrait être livré d'ici septembre 2017 pour pouvoir programmer, engager et payer les dossiers.

M11 (11.1 et 11.2) - Agriculture biologique

Les campagnes 2015 et 2016 ne sont pas instruites étant donné les retards de livraison de l'outil ISIS. Pour autant, les prévisions laissent présager que la dynamique de conversion BIO a été bien supérieure à ce qui était prévu en 2015-2016 ce qui pourrait conduire à des réaffectations de crédits pour la suite de la programmation.

M12 (12.1 et 12.3) - Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Cette mesure n'a pas été activée en 2016 et ne le sera que si besoin.

1.5 Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Cette priorité concerne la mesure 4 (TO 4.1.2) dans le cadre du domaine prioritaire 5B, les mesures 6 et 16 (TO 6.4.2 et 16.5.1) dans le cadre du domaine prioritaire 5C et les mesures 1, 4, 8 et 10 (soit les TO : 1.2.1 ; 4.3.1, M8, M10) dans le cadre du domaine prioritaire 5E.

- **Domaine prioritaire 5B Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire**

TO 4.1.2 : Maîtrise de l'énergie

Cette opération a pour objet de soutenir les exploitations agricoles dans la réalisation d'investissements liés aux économies d'énergie à travers la valorisation des sous-produits et le renforcement de l'efficacité énergétique des exploitations.

Les opérations valorisées dans le présent RAMO correspondent uniquement à l'année 2014. 8 opérations ont été programmées en 2015 pour un montant de 62 000 € de FEADER et 5 opérations ont été programmées en 2016 pour un montant de 110 000 € de FEADER mais n'ont pas pu être engagées et payées faute de disponibilité du logiciel de gestion OSIRIS.

Il est à noter qu'un certain nombre de bénéficiaires pourraient émarger à l'opération 412 mais dans le cadre d'un projet global sur leur exploitation choisissent d'émarger directement à l'opération 411. En effet, dans ces cas, les projets contiennent à la fois des investissements liés aux économies d'énergie et d'autres investissements éligibles au TO 411. Les cibles seront donc certainement à revoir dans une prochaine modification de programme sur ce domaine prioritaire.

- **Domaine Prioritaire 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie**

2 TO non lancés :

TO 6.4.2 - Développement de la méthanisation à la ferme.

Plusieurs dossiers ont été déposés (9 au total en 2015 et 2016) mais l'accompagnement de ces dossiers par le biais du PDR s'est avéré impossible étant donné la règle du taux fixe d'aide publique. En effet, l'accompagnement du cofinancier ADEME varie en fonction de la rentabilité de l'investissement. Plus un investissement est rentable, moins il est soutenu. Avec un taux fixe, cet accompagnement spécifique au projet n'est pas possible.

Une modification de PDR a été envisagée en 2016 pour faire varier les taux d'aide publique par rapport à la rentabilité de l'investissement mais chaque projet est trop différent pour définir une règle fixe.

TO 16.5.1 – Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques

Le TO 16.5.1 n'a pas été lancé en 2016 étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS et la nécessité pour l'autorité de gestion de prioriser certains dispositifs comme les investissements et

l'installation des agriculteurs.

Ce TO va être rattaché au TO 16.1 du PEI sur les thématiques environnement / climat dans le cadre d'une révision du PDR à intervenir en 2017.

- **Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

TO lancés :

TO 1.2.1 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

4 dossiers ont été programmés en 2016 sur ce dispositif pour le domaine prioritaire 5E pour un montant total de FEADER de 46 000 €. Ces dossiers ont permis de mettre en place des journées de démonstration auprès des propriétaires forestiers et des gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts.

TO 4.3.1 Dessertes forestières

Ce dispositif a permis d'accompagner du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016. 28 places de dépôts et un peu plus de 19 km de routes forestières permettant ainsi l'exploitation et la gestion de massifs forestiers qui ne pouvaient l'être jusqu'alors.

En 2016, 13 dossiers ont été programmés pour un montant de FEADER de 167 000 €.

L'outil OSIRIS n'étant toujours pas disponible pour ce dispositif, aucun dossier 2015 et 2016 n'a pu être payé.

TO 8.6.1 - Soutien aux équipements d'exploitation forestière

En 2016, 6 dossiers ont été programmés pour un montant total de FEADER de 240 000 €. La dynamique sur ce type d'opération est toujours bonne. Les paiements devraient intervenir rapidement suite à la livraison de l'outil OSIRIS.

TO non lancés :

TO 8.2.1 - Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.3.1 - Prévention des catastrophes naturelles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

TO 8.4.1 - Réparation des dommages naturels

Ce TO n'a pas été lancé, aucune catastrophe naturelle n'ayant été recensée en Limousin depuis le début de programmation.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

M10 – MAEC Systèmes

Pour l'instant seule la campagne 2014 a été payée pour les MAEC. Les MAEC systèmes rattachées au domaine prioritaire 5E n'ont pas été lancées.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

- **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

TO lancé :

TO 7.4.1 - Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

L'opération 7.4.1 a connu un début de programmation fin 2016. 2 projets ont été programmés pour un montant de 142 000 € de FEADER. Ces projets concernent la création et/ou le maintien d'activités commerciales et/ou artisanales rendant un service de proximité à la population. Pour les autres types de projets financés dans le cadre de cette opération, les Maisons de services au Public, aucune programmation n'a eu lieu car aucune demande d'aide FEADER n'a été à ce jour déposée.

TO non lancé :

TO 6.4.1 : Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles

Ce TO n'a pas été lancé étant donné les retards liés à l'instrumentation OSIRIS, la priorité a été donnée à d'autres TO.

- **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

TO lancés :

TO 742 - Accroître l'offre de service

Ce TO a été lancé en 2016. 5 dossiers ont été programmés pour un montant de 493 000 € de FEADER et concernent des équipements liés à l'Enfance-Jeunesse, à la Petite Enfance et à la lecture publique.

TO 19.1.1 - Soutien à la préparation de stratégies locales de développement

Cette aide a permis de soutenir les territoires candidats à la mise en place d'un projet de GAL. Les dépenses de fonctionnement du GAL du PDR 2007-2013 perdurant sur l'année 2014, seul 1 GAL a déposé un dossier

au titre du soutien à la préparation de leur candidature.

TO 19.2.1 - Soutien à la mise en oeuvre des projets de la stratégie locale de développement ;

En 2014, 11 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire Limousin, ont porté une candidature GAL LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

La phase de conventionnement (conventions AG-OP-GAL), et notamment la rédaction des fiches actions de la stratégie, a été enclenchée en septembre 2015 pour les 11 GAL. Aucune opération des sous-mesures 19.2, 19.3 et 19.4 n'a pu être programmée en 2015, aucun GAL n'ayant fait l'objet d'une convention au 31/12/2015.

Début 2016, le travail de rédaction et de vérifications réglementaires des fiches actions des GALs s'est poursuivi et a permis d'aboutir à la validation d'un modèle de convention dont les premières signatures sont intervenues cet été. Toutes les conventions sont aujourd'hui signées.

Les premiers comités de programmation des GAL ont commencé à se réunir et des projets de la stratégie 19.2 peuvent être programmés par les GAL.

L'autorité de gestion a autorisé les GAL à ouvrir la possibilité de début d'exécution de projets relevant de la sous-mesure 19.2 depuis la sélection notifiée aux GAL en juin 2015 (demandes d'aide minimales déposées au GAL, effet incitatif du FEADER vérifié), afin de ne pas bloquer les plus urgents de ces projets, en attendant la signature des conventions.

Les premiers dossiers ont été programmés en 2016 par les GAL, sous réserve de leur éligibilité et de leur sélection.

Aucune opération de la mesure 19 n'a fait l'objet d'un engagement ni d'un paiement à ce jour, l'outil OSIRIS n'étant pas déployé sur la mesure LEADER. Un outil développé en 2017, devrait permettre d'engager les crédits et d'effectuer les premiers paiements.

TO non lancés :

TO 7.4.3 - Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux

Des dossiers ont été déposés mais la complétude de ces dossiers est longue puisque ce sont des opérations avec des montants d'investissement conséquents. Les difficultés liées au rattachement de ces aides à un régime d'aide d'Etat n'ont pas facilité le lancement de la mise en œuvre.

TO 7.6.5 - Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux

Aucun dossier n'a été programmé en 2016 sur ce TO malgré des dossiers déposés concernant les actions d'inventaire du patrimoine. La programmation et l'engagement des dossiers devraient intervenir en 2017.

TO 16.7.1 - Coopération dans le développement rural forestier

Des dossiers ont été déposés sur ce TO mais les retards liés à l'instrumentation OSIRIS n'ont pas permis de

démarrer effectivement ce TO en programmant les dossiers.

TO 19.3.1 - Préparation à la mise en oeuvre de coopération par les GAL

Le dispositif lié à la coopération LEADER n'a toujours pas été lancé, la priorité étant mise par l'autorité de gestion sur les dispositifs 19.2 et 19.4.

TO 19.4.1 - Soutien au fonctionnement à l'animation des stratégies locales de développement

Les dépenses liées au fonctionnement et à l'animation des stratégies LEADER seront bien prises en compte à partir du 1er janvier 2015 mais les dossiers n'ont pour l'instant pas été programmés dans l'attente de l'outil OSIRIS.

2. Des données parfois partielles voire indisponibles pour un suivi optimal de ces dispositifs

Les données indisponibles :

Elles concernent le tableau B3 et plus précisément la mesure 13.

Mesures surfaciques :

MAE : pas de données pour l'année, aucun paiement en 2016.

Les données transmises par l'ASP renseignent l'ensemble des paiements effectués ainsi que les surfaces par bénéficiaire de la campagne 2015. Un fichier "demandeur PAC" permet de rapprocher la commune du siège du demandeur.

Les données partielles :

Elles concernent le tableau B3 mesures surfaciques et plus précisément la mesure 13

Pour la répartition entre les sous-mesures 13.1 (ICHN en montagne) et 13.2 (autres zones défavorisées), le versement est rapporté au siège de l'exploitation, lui-même rattaché au code INSEE de la commune concernée. Le résultat sera une approximation de la répartition des dossiers. Ce traitement est ponctuel. A partir de la campagne 2016, l'ASP sera en capacité d'affiner la répartition par zone.

M11 - AGRICULTURE BIOLOGIQUE :

L'Observatoire de Développement Rural a obtenu la liste des bénéficiaires PAC ayant déclaré des surfaces en agriculture biologique dans l'outil ISIS. Un appariement est effectué par l'ODR, sur la base du numéro PACAGE et/ou dénomination-commune INSEE. L'Objectif est de compléter les données RAMO concernant l'indicateur du tableau C1.3 (M04 (4.1), M06 (6.1), M10 (10.1 et 10.2), M12 et M13 (13.1 et 13.2)). Cependant, le rapprochement n'est pas réalisable pour la sous-mesure 06.1 lorsque les identifiants sont ceux d'un jeune qui s'installe. Ce résultat reste approximatif car d'une part, toutes les exploitations en agriculture biologique présentes dans les données OSIRIS peuvent ne pas faire de demande d'aide 1er pilier ou surfacique (MAE, ICHN, BIO) d'autre part, la correspondance entre identifiants ISIS et OSIRIS peut ne pas être possible à 100 %.

Particularité des données relatives aux mesure hors surfaciques déclarées dans les tableaux du RAMO :

En dehors de celles du Tableau A consacré aux engagements, les données relatives aux opérations achevées

au 31 décembre 2016 traitent exclusivement des opérations engagées en 2014 – sur le volet 2 de la transition. Or, ces données de paiement étaient instrumentées avec les outils du RDR2. Les outils informatiques ont été légèrement adaptés pour cette année transitoire, mais aucune refonte du système Osiris n'a été mise en place et ont permis aux AG de solder les demandes de paiement reçues.

L'instrumentation des dispositifs de l'année de transition correspondant à la programmation 2007-2013, les données relatives aux indicateurs de la programmation n'ont pas pu être extraites du logiciel (à l'exception des données de base sur le nombre de dossiers et le financement). L'autorité de gestion a donc collecté manuellement en consultant chaque dossier dans le logiciel de gestion OSIRIS, une grande partie des données reportées dans les différents tableaux du RAMO. Elle a également, lorsque certaines données ne figuraient pas dans OSIRIS consulté les dossiers papiers conservés par les services instructeurs.

DP 2A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M1	23	1 351 708,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M4	1 056	27 349 339,00 €	836	21 619 814,74 €	334	5 428 724,55 €
M16	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 2A

DP 2B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M2	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M6	1986	11 931 218,96 €	1977	10 974 010,51 €	365	5 378 822,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 2B

DP 3A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M3	331	808 456,88 €	314	89 219,86 €	264	60 543,78 €
M4	5	2 010 629,00 €	1	790 878,85 €	0	0,00 €
M16	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 3A

P4	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M1	4	413 285,73 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M4	36	169 751,00 €	17	76 427,68 €	2	3 314,41 €
M7	34	962 837,94 €	19	666 605,63 €	0	0,00 €
M10	4003	33 200 000,00 €	4003	14 049 947,60 €	4003	14 049 947,60 €
M11	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M12	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M13	14916	115 441 212,99 €	7521	107 683 382,88 €	7521	107 683 382,88 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire P4

DP 5B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M4	43	293 247,00 €	40	266 636,02 €	21	117 112,02 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 5B

DP 5E	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques engagées
M1	4	46 079,00 €				
M4	25	477 048,00 €	27	452 887,62 €	8	123 675,45 €
M8	23	1 004 008,00 €	15	669 375,00 €	7	281 925,00 €
M10	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 5E

DP 6A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M6	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M7	2	142 062,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 6A

DP 6A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M6	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M7	2	142 062,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Etat d'avancement financier du domaine prioritaire 6B

TO PDR Limousin	Lancement 2014-2016	Lancement 2017	Modification
431 Dessertes forestières	Oui	- AAP en cours lancé fin 2017 - AAP NA Septembre	Modification 12.2016
821 Entretien des systèmes agroforestiers	Non	Hors PDR	
831 Prévention des catastrophes naturelles	Non	Non	
841 Réparation des dommages naturels	Non	Non	
851 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts	Non	Non	Modification 2017
861 Soutien aux équipements d'exploitation forestière	Oui	Au fil de l'eau	En cours de modification (mars 2017)
1671 Coopération dans le développement rural forestier	Oui	Fil de l'eau	
611 DJA	Oui	09-mars-17	En cours de modification (mars 2017)
612 Prêts bonifiés	Oui		Supprimé dès 9/03/2017
121 Soutien aux projets de démonstration et actions d'information	Oui	Oui NA 2 AAP 27/02/2017 1 fin mars 2017	Modifié en décembre 2016
211 Services de conseil	Non	Suppression?	
311 Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicable aux produits agricoles, denrées alimentaires et exploitations agricoles	Oui	Fil de l'eau	
321 Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur	Oui	AAP 28/02/2017 NA	Modifié en décembre 2016
411 Plan de modernisation des élevages	Oui	AAP 31/03/2017 NA	Modifié en décembre 2016
421 Maîtrise de l'énergie	Oui	Fil de l'eau	En cours de modification (mars 2017)
413 Investissements matériels collectifs	Oui	AAP 27/03/2017 NA	Modifié en décembre 2016
414 Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles	Non	En cours	Modifié en décembre 2016
421 Investissements dans les IAA	Oui	Fil de l'eau NA	En cours de modification (mars 2017)
415 Plan végétal environnement	Non	AAP 15/03/2017 NA	Créé en 12/2016- issu 411
422 Investissements pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles par les agriculteurs et leurs groupements	Oui	AAP 31/03/2017 NA	Modifié en février 2017
642 Méthanisation	Non	Suppression?	
432 Irrigation - Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau	Non	AAP 03/2017	Modifié en décembre 2016
441 Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agro-écologiques	Oui	AAP	Modifié en décembre 2016
1611 Mise en place et fonctionnement des groupes opérationnels pour le partenariat européen pour l'innovation (PEI)	Non	AAP Fin 2017 NA	
1621 Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement	Non	AAP Fin 2017 NA	
1641 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité	Non	AAP Juin 2017 AAP	En cours de modification
1311 Paiements contraintes naturelles en zones de montagne	Oui		
1321 Paiements contraintes naturelles en zones de piémont et autres défavorisées			
10 MAEC			
1111 Conversion AB			
1112 Maintien AB			
711 Elaboration et révision des DOCOB Natura 2000	Non	Fil de l'eau	
761 Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000	Non	Fil de l'eau	
762 Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables	Non	Fil de l'eau	
763 Animation des MAEC	Oui	Fil de l'eau	
764 Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics	Non	Fil de l'eau	
766 Animation NATURA 2000	Oui	Fil de l'eau	
1211 Paiements NATURA 2000	Non	Fil de l'eau	
1651 Coopération environnemental et climatique	Non	Fil de l'eau	
741 Installation de projets économiques	Oui		
742 Accroître l'offre de service	Oui		
765 Patrimoine naturel et culturel des territoires ruraux	Oui		
743 Améliorer les services de santé	Non		
641 Investissements des activités non agricoles	Non		
1911 Soutien à la mise en place des SLD	Non		
1921 Stratégie des GALs LEADER	Oui		
1931 Coopération des GAL	Non		
1941 Fonctionnement et animation du GAL	Oui		

ETAT DE LANCMENT DES TO

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Dans le précédent rapport, l'AG a déjà pu faire observer que les acomptes versés aux bénéficiaires ne sont pas comptabilisés dans les tableaux exigés dans le cadre du RAMO, alors même que les paiements ont pu être instrumentés sur certains types d'opérations (cf. tableau en annexe).

Les tableaux annexés au présent RAMO ne portent que sur les opérations « achevées » au 31 décembre 2016, et sous-estiment le taux de réalisation réel des opérations. En effet, pour les données relatives aux dispositifs HSGC, le périmètre défini par l'AG pour ces opérations achevées est constitué des dossiers avec une date de dernier paiement au 31/12/2016 et ayant les statuts « Soldés » et « Réalisé Complet » dans OSIRIS, avec pour ces derniers un paiement supérieur à 81% auprès des bénéficiaires.

Ainsi dans la précédente section 1C et pour compléter les informations, un **état des lieux financiers du FEADER (avec montant programmés, engagés et payés – dont acompte) par domaine prioritaire et mesure donne un aperçu du niveau de mise en œuvre au regard des cibles intermédiaires au 31/12/2016.**

De même, le tableau F a été complété avec les montants en **dépense publique totale**, engagée, payée-dont acompte (cf Tableaux par Priorité en annexe).

Etat d'avancement	Priorité 2			Engagement au 31/12/2016		
	DPT sans Top Up					
	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	48 379 579,73 €	15 982 613,53 €	5 281 266,55 €	1 323	699	242
Cible initiale prévue	26 462 540,47 €	26 462 540,47 €	26 462 540,47 €	591	591	591
Ecart	21 917 039,26 €	-	10 479 926,94 €	732	108	-349

Etat d'avancement du Cadre de Performance - Priorité 2

Etat d'avancement	Priorité 3			Engagement au 31/12/2016		
	DPT sans Top Up					
	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	1 396 983,99 €	96 102,87 €	96 102,87 €	1	0	0
Cible initiale prévue	5 375 583,29 €	5 375 583,29 €	5 375 583,29 €	5	5	5
Ecart	- 3 978 599,30 €	- 5 279 480,42 €	- 5 279 480,42 €	-4	-5	-5

Etat d'avancement du Cadre de Performance - Priorité 3

Etat d'avancement	Priorité 4			Engagement au 31/12/2016			Engagement au 31/12/2016		
	DPT sans Top Up								
	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	148 135 776,61 €	146 832 182,91 €	146 832 183,00 €	28 626	28 626	28 626	552 316	552 316	552 316
Cible initiale prévue	300 652 682,71 €	300 652 682,71 €	300 652 682,71 €	14 828 979	14 828 979	14 828 979	479 628	479 628	479 628
Ecart	- 152 516 906,10 €	- 153 820 499,80 €	- 153 820 499,71 €	-14 800 353	-14 800 353	-14 800 353	72 688	72 688	72 688

Etat d'avancement du Cadre de Performance - Priorité 4

Etat d'avancement	Priorité 5								
	DPT sans Top Up			Engagement au 31/12/2016			Engagement au 31/12/2016		
	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	2 204 601,19 €	829 702,42 €	632 986,61 €	nd	nd	0	40	21	21
Cible initiale prévue	14 828 978,87 €	14 828 978,87 €	14 828 978,87 €	54 073	54 073	54 073	56	56	56
Ecart	- 12 624 377,68 €	- 13 999 276,45 €	- 14 195 992,26 €	- 54 073	- 54 073	- 54 073	- 16	- 35	- 35

Etat d'avancement du Cadre de Performance - Priorité 5

Etat d'avancement	Priorité 6					
	DPT sans Top Up			Engagement au 31/12/2016		
	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Paiement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	55 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0	0	0
Cible initiale prévue	9 461 997,91 €	9 461 997,91 €	9 461 997,91 €	537 120,00	537 120,00	537 120,00
Ecart	- 9 406 997,91 €	- 9 461 997,91 €	- 9 461 997,91 €	- 537 120,00	- 537 120,00	- 537 120,00

Etat d'avancement du Cadre de Performance - Priorité

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail est actuellement en cours pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la région Nouvelle-Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage :

1. de permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
2. de conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les trois programmes,
3. de faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Aucune activité d'évaluation n'a été menée sur le PDR Limousin en 2016.

Les activités d'évaluation ont débuté en 2017 via les travaux d'évaluation intermédiaire liés au RAMO. L'autorité de gestion a choisi de se faire accompagner par un prestataire pour ces travaux dont la mission consiste à :

- collecter les informations et alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;
- construire une méthodologie de suivi pour les 3 PDR et notamment proposer et alimenter des tableaux de bord construits pour le suivi.

Un groupe technique a été constitué dans ce cadre. Il est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- valider les sous-questions évaluatives, les critères de jugement et les indicateurs associés
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation
- à partir des résultats des questions évaluatives, réinterroger les cibles quantitatives fixées dans les PDR et

retranscrire de façon opérationnelle les recommandations

En outre, les travaux du prestataire doivent permettre de redéfinir des thématiques d'évaluation en fonction de l'état d'avancement du programme afin de réviser au cours de l'année 2017 dans la cadre d'une modification stratégique du programme, la section liée au plan d'évaluation.

Par ailleurs, cette évaluation intermédiaire des 3 PDR a pu alimenter les travaux de convergence des trois PDR amorcés en 2016. En effet, plusieurs types d'opération ont fait l'objet de travaux de mise en cohérence.

L'évaluation a permis d'apporter un éclairage sur les impacts de cette convergence sur la logique d'intervention des PDR et sur la suite de la programmation.

Spécificité LEADER

La période 2015-2016 a été consacrée à la sélection des candidatures LEADER, la signature des conventions tripartites et le déploiement des outils de mise en œuvre (OSIRIS, notamment).

Le déploiement du logiciel OSIRIS connaît un retard important au niveau national et n'a pas permis sur la période d'engager significativement les stratégies des programmes LEADER et d'en permettre une évaluation.

De nombreuses rencontres ont pour autant eu lieu entre l'AG et les GAL au cours de cette période. Ils ont permis à l'AG d'assurer un accompagnement des candidatures et de la mise en œuvre du dispositif. En 2017, l'AG a élargi le principe d'organisation de comités d'appui existant en Limousin aux 2 autres PDR. Ces comités visent à permettre un échange direct entre l'AG et la gouvernance locale des GAL sur les conditions de mise en œuvre du programme et notamment les thématiques liées à l'évaluation.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées au travers de l'instruction des demandes d'aide ou des demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte. Le paramétrage progressif de l'outil informatique de gestion OSIRIS n'a pas encore permis la saisie et la valorisation des informations collectées, mais ce sera le cas à partir de 2017.

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSI GC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes,

paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour paramétrage depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour de façon mensuelle, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en oeuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSI-GC et les indicateurs européens et ont abouti en 2016 à l'élaboration d'un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour compléter ces travaux, un marché a été lancé au niveau national afin d'apporter un appui méthodologique aux autorités de gestion dans leur démarche d'évaluation pour le calcul des indicateurs de résultat et les réponses aux questions évaluatives. L'objet de cet appui méthodologique est de proposer à partir de la documentation et des données de réalisation disponibles une méthode de quantification de l'ensemble des indicateurs de résultats, en approfondissant les six indicateurs dits « complémentaires » et une méthode de réponse aux questions évaluatives prévues par la réglementation d'exécution. Le prestataire s'appuie sur la documentation produite par la DG AGRI et son « Helpdesk » ou bureau d'appui, en complément des textes réglementaires. Ce dernier est d'ailleurs intervenu auprès de toutes les autorités de gestion en mars 2016. Ce marché sera complété au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine par un marché spécifique sur les trois programmes de développement rural.

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), une extraction trimestrielle du logiciel ISIS nous a permis de récolter les données pour la campagne 2014. La campagne des MAEC et du dispositif Agri BIO 2015 n'étant pas encore instruites, elle n'entre pas dans le cadre du RAMO 2016. Le premier comité de suivi suivant l'adoption du programme a été aussi l'occasion de valoriser une première série d'indicateurs mesurant la performance du programme. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2016. De ce fait, il n'y a pas d'éléments à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

Des difficultés d'ordre technique sont venues alourdir les obligations des porteurs de projets ainsi que celles des services instructeurs et ont retardé la mise en oeuvre du PDR FEADER Limousin. Parmi lesquelles :

- L'adoption tardive des règlements européens et du programme de développement rural qui n'ont pas permis à l'autorité de gestion de dialoguer avec le partenariat dans un contexte réglementaire stabilisé et qui fragilise la mise en oeuvre du programme ;
- L'adoption tardive des régimes d'aide avec des règles en matière d'aides d'Etat complexes à appliquer : question de la qualification des grandes entreprises pour toutes les collectivités impliquant la mise en place de scénarios contrefactuels, difficultés d'interprétation de certains régimes d'aide d'Etat en attente de réponse précise et opérationnelle de la part de la Commission européenne pour sécuriser la mise en œuvre des dispositifs ;
- La lourdeur administrative qui pèse sur les bénéficiaires : malgré l'accompagnement apporté par les services instructeurs, certains porteurs de projets ne souhaitent pas assumer la charge administrative inhérente à un projet cofinancé par le FEADER ;
- La définition des nouvelles surfaces PAC 2015 liées au plan d'action FEAGA : les campagnes 2015 et 2016 des mesures agro-environnementales et de l'agriculture biologique regroupées dans le Cadre National et dans le PDR sous la priorité 4 (M10 et M11, M12,) ne sont toujours pas instruites en juin 2017;
- La complexité du déploiement du système informatique OSIRIS : la mise en place progressive et complexe du système informatique OSIRIS ralentit le démarrage et le lancement opérationnel du PDR FEADER Limousin.

Durant l'année de transition, l'ensemble des dispositifs ouverts étaient instrumentés par le biais d'une version adaptée de l'outil 2007-2013, ce qui n'a pas posé de problème. En 2015, l'outil OSIRIS a évolué avec l'obligation d'ouvrir un outil par dispositif et la charge pour l'autorité de gestion de rédiger le cahier des charges «Descriptif détaillé de mise en oeuvre» de l'outil. L'ensemble du PDR pour les dispositifs Hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle (HSIGC) doit donc être instrumenté (voir annexe sur l'état d'instrumentation et de possibilité de paiement au 01/06/2017).

L'autorité de gestion, aux côtés de l'ASP, met tout en oeuvre pour accélérer le déploiement des outils. Des groupes de travail nationaux ont été mis en place pour l'élaboration d'outils communs ou de blocs communs à intégrer dans les outils. De plus, des agents ont été recrutés de manière temporaire sur ces missions afin de contribuer à l'accélération du déploiement d'OSIRIS sur les dispositifs du PDR.

L'autorité de gestion met donc tous les moyens en œuvre pour faire avancer le sujet de l'instrumentation et permettre une mise en œuvre opérationnelle de tous les dispositifs ayant eu un début de programmation en 2017.

En Nouvelle-Aquitaine, en plus des équipes en place sur le FEADER largement mobilisées sur l'instrumentation OSIRIS, 2 renforts ont été recrutés en 2016 à temps plein sur le sujet, leur contrat est prolongé jusqu'au 30 juin 2018 afin d'accompagner les services instructeurs dans l'utilisation de l'outil une fois ce dernier livré. Un renfort sur une durée de 1 an a également été recruté à partir du 15 juin 2017 pour travailler sur les outils de calcul obligatoires afin de mettre en paiement les dossiers et un renfort ponctuel

d'une durée de 5 mois travaille également sur le sujet depuis le mois de mai 2017.

Code TO	Libellé TO	statut	PAIEMENT POSSIBLE A CE JOUR
411	PCAE - Modernisation et diversification des exploitations agricoles	outil complet de paiement en production	100%
413	PCAE - CUMA	outil complet de paiement en production	80%
421	IAA	outil complet de paiement en production	80%
611	DJA	outil complet de paiement en production	100%
763	Animation des MAEC	outil complet de paiement en production	80%
766	Animation NATURA 2000	outil complet de paiement en production	80%
861	Equipements d'exploitation forestières	outil complet de paiement en production	100%
1921	Mise en œuvre des stratégies LEADER	outil complet de paiement en production	100%
1941	Animation LEADER	outil complet de paiement en production	100%
121	Soutien aux projets de démonstration et actions d'information	outil complet engagement en test	
412	Maîtrise de l'énergie	outil complet de paiement en test	
431	Dessertes forestières	outil complet de paiement en test	
711	DOCOB Natura 2000	outil complet de paiement en test	
741	Installation de projets économiques	outil complet de paiement en test	
742	Offre de services	outil complet de paiement en test	
743	Maison de Santé Pluridisciplinaires	outil complet de paiement en test	
764	Sensibilisation à l'environnement	outil complet de paiement en test	
311	Certification agriculture biologique	outil complet d'engagement en production	
321	Promotion des signes officiels de qualité	outil complet de paiement livré à l'ASP	
6.1 version du 9/03/2017	DJA	outil complet de paiement livré à l'ASP	
762	Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau	outil complet de paiement livré à l'ASP	
1921	Mise en œuvre des stratégies LEADER	outil complet de paiement livré à l'ASP	
211	Services de conseil	outil complet de paiement à livrer	
414	Instruments financiers	outil complet de paiement à livrer	
441	Investissements non productifs agroenvironnementaux	outil complet de paiement à livrer	
641	Activités non agricoles	outil complet de paiement à livrer	
642	Développement de la méthanisation	outil complet de paiement à livrer	
761	Contrats NATURA 2000	outil complet de paiement à livrer	
765	Patrimoine culturel	outil complet de paiement à livrer	
821	Entretien des systèmes agroforestiers	outil complet de paiement à livrer	
831	Prévention des catastrophes naturelles	outil complet de paiement à livrer	
841	Réparation des dommages naturels	outil complet de paiement à livrer	
851	Résilience et valeur environnementale des forêts	outil complet de paiement à livrer	
1611	Coopération PEI	outil complet de paiement à livrer	
1621	Coopération RDI	outil complet de paiement à livrer	
1651	Coopération environnement	outil complet de paiement à livrer	
1671	Coopération forêts	outil complet de paiement à livrer	
1911	Soutien à la préparation des stratégies	outil complet de paiement à livrer	
1931	Coopération LEADER	outil complet de paiement à livrer	
20	Assistance technique	outil complet de paiement à livrer	

Etat d'instrumentation des TO dans Osiris - situation en juin 2017

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00	77,17	19,81

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	579 138 810,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

LE PDR Limousin mentionne, dans la section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional.

Le réseau rural régional n'a pas été installé en 2014-2016. Sa mise en place devra prendre en compte le contexte de fusion des trois Régions Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes. Plusieurs pistes sont envisagées :

- le recours à un prestataire externe chargé d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR ;
- l'animation du réseau par un ou plusieurs agents au sein des équipes de la Région Nouvelle Aquitaine.

L'année 2017 sera l'année du lancement du RRR. Une présentation de la gouvernance et des missions confiées au RRR sera réalisée lors du Comité de suivi du 30 juin 2017. La 1ère Assemblée générale du Réseau rural régional devrait avoir lieu au 2ème semestre 2017 et viendra définir les enjeux et thèmes prioritaires pour l'année à venir. Le RRR a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agira de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRR doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons ;
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets ;
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets ;
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Un cahier des charges sera établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec RRN ;
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG ;
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR ;
- Relayer les communications émanant du RRN pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation.

Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Cette partie sera développée postérieurement à la mise en place du réseau rural à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Stratégie de communication mutualisée

La mise en œuvre

Pour présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie, conduite à l'échelle du territoire de la Nouvelle-Aquitaine, s'appuie sur les stratégies pré-existantes des 3 ex-territoires régionaux.

La stratégie est plurifonds avec une approche par thématiques. Une déclinaison par plans d'actions annuels permet toutefois de maintenir des actions spécifiques à chaque programme européen territorialisé en fonction de l'avancée des programmes et notamment pour cibler des porteurs de projets potentiels.

Une corrélation avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

Objectifs stratégiques

- Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens en communiquant sur les programmes européens et leur état d'avancement,
- Faciliter la mise en œuvre de la programmation,
- Transmettre les valeurs européennes et régionales, et montrer l'impact des fonds européens pour le développement régional,
- Mieux faire connaître le rôle et l'implication de la Région et les nouveautés de la période de programmation 2014-2020,
- Démultiplier la communication en mobilisant le partenariat régional mais aussi national.

Les cibles

- Les bénéficiaires potentiels
- Les bénéficiaires
- Le grand public
- Les partenaires du programme
- Les élus
- Les relais
- Les médias

Le message

« La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire » est le message générique présent généralement sur les supports grand public. Toutefois, ce message peut être décliné en fonction des thématiques et des cibles : « La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre avenir ».

Principales actions mutualisées Nouvelle-Aquitaine - 2016

Le Joli mois de l'Europe :

- Recensement sur une page dédiée de tous les événements européens organisés en mai, et utilisation du même visuel (le papillon) et d'un même message (le Joli Mois de l'Europe). Objectif : donner une plus grande visibilité sur l'Europe et l'action de la Région en faveur de sa promotion.
- Fabrication de supports de communication communs : affiches, dépliants, goodies... et mise à disposition de toutes les structures adhérant au Joli Mois de l'Europe.
- Externalisation de la couverture presse dédiée, à une agence de presse spécialisée.
- Deux concours photos dédié JME, «Trouvez l'Europe près de chez vous» : photographie soit d'un projet cofinancé par l'Europe soit d'un événement du Joli Mois de l'Europe. Ce concours incitait les personnes à visiter le site internet ou la page dédiée du joli mois de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine (Prix : séjours en Région, produits régionaux,...).

Bilan :

- *140 événements organisés par 60 structures,*
- *Impact sur les réseaux sociaux de 219 000 personnes*
- *104 retombées Presse*

Journal «l'Europe et vous»

- Edition d'un flyer à destination du grand public présentant les fonds européens en Nouvelle-Aquitaine et les principales réalisations soutenues depuis 2014.

Salon de l'agriculture - Paris : Diffusion d'une vidéo relative à l'installation d'un jeune agriculteur sur le stand de la Région. Affichage de l'Europe sur le stand d'un exposant bénéficiaire de fonds européens (drapeau de l'Europe sur les tabliers, panneaux, flyers).

Communiqués de presse après chaque consultation écrite, mettant en avant les projets financés par l'Europe sur l'ensemble des départements de la Nouvelle-Aquitaine.

Bilan : Communiqué relayés par les médias locaux.

Organisation du premier « Comité de Suivi Interfonds » à Poitiers (350 participants).

Création du nouveau site internet « Europe en Nouvelle-Aquitaine » : Définition des besoins et lancement de la consultation.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

5.a) Critères non respectés des conditions ex ante générales

Conditions ex ante générales	Critère
------------------------------	---------

5.b) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables

Conditions ex ante générales	Critère	Actions à entreprendre	Délai	Organisme chargé de l'exécution	Actions menées	Date d'exécution de l'action	Position de la Commission	Observations
------------------------------	---------	------------------------	-------	---------------------------------	----------------	------------------------------	---------------------------	--------------

5.c) Critères non respectés des conditions ex ante liées aux priorités

Conditions ex ante liées aux priorités	Critère
--	---------

5.d) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante liées aux priorités applicables

Conditions ex ante liées aux priorités	Critère	Actions à entreprendre	Délai	Organisme chargé de l'exécution	Actions menées	Date d'exécution de l'action	Position de la Commission	Observations
--	---------	------------------------	-------	---------------------------------	----------------	------------------------------	---------------------------	--------------

5.e) Informations supplémentaires (facultatives) pour compléter celles figurant dans le tableau «Actions menées»

--

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Aucun sous-programme

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

7.a) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon principale sur ce domaine prioritaire.

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 1A :

- TO0121. Soutien aux projets de démonstration et actions d'information
- TO0211. Aide à l'obtention de services de conseil
- TO1611. Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)
- TO1621. Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement
- TO1641. Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.
- TO1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales
- TO1671. Coopération dans le développement rural forestier

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu des projets de coopération dans les zones rurales	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales		Publics touchés par nature de cible
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales		Thématiques abordées dans le cadre des formations déployées.
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales		Types de structures bénéficiaires.
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales		Typologies de supports de diffusion des contenus des formations

zones rurales		
---------------	--	--

7.a3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Seul le TO 121 a un bon taux de programmation sur ce DP. Il n'y a aucune réalisation opération soldée sur ce DP. L'impact quantitatif sera donc limité d'autant plus que la majorité des effets ne sont mesurables qu'à long terme (ex : appropriation des pratiques, valorisation et diffusion de l'innovation...). Cependant, la méthode quantitative a été utilisée pour estimer l'indicateur T1, uniquement sur les dossiers programmés

a. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul du T1 : « pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR »

Calcul du ratio : $T1 = Y/X$

Y = Dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013

X = Total des dépenses du PDR

b. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

a. Il a été décidé, pour les mesures affichant des dossiers programmés, mais pas de paiements, que l'analyse porterait sur la caractérisation des réalisations et fournirait des éléments sur la pertinence de la mise en œuvre. Il sera possible d'intégrer les données des opérations programmées mais non achevées dans le calcul de certains indicateurs.

b. Description des méthodes utilisées

Recherche d'informations qualitatives sur les dossiers programmés.

Analyse des critères de sélections et des thématiques choisies via les Appels à Projets.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP1A.

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (TO 1.1 à 1.3)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (TO 16.1 à 16.9)
Indicateur de résultat commun	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	Oui	0%			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Thématiques abordées dans le cadre des formations déployées.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Types de structures bénéficiaires.	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Publics touchés par nature de cible	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologies de supports de diffusion des contenus des formations	Non				Information qualitative

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les calculs, ne se basant que sur des valeurs programmées et non soldées, ne conduisent pas à une valeur officielle des indicateurs.

Nous rappelons ici que les analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations. Ces données permettent de livrer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.a6) Réponse à la question d'évaluation

Les sous-mesures qui présentent des contributions principales au DP1A représentent un volume de 23 opérations, pour un montant total FEADER programmé de 1 351 708 €. Même si aucune opération n'est achevée (soldée), il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation, résultats basés sur les sources de données traduisant la programmation au 31/12/2016. Ces valeurs apportent des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR. Ces valeurs sont symbolisées par (*) dans

la réponse ci-dessous :

I. Bilan de la mise en œuvre

TO 1.2.1 : Soutien aux projets de démonstration et actions d'information.

Au 31/12/2016, ce sont 31 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER programmé de 1 811 072 €.

TO1611. Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)

Au regard des besoins identifiés dans le cadre de l'AFOM du PDR Limousin en matière d'innovation: une mise-en-réseau des acteurs des différents secteurs d'activité du milieu rural pour renforcer les liens entre ces secteurs et mettre en place des projets de Recherche-Développement-Innovation inter-thématiques, le PDR Limousin inscrit la mise en place des groupes opérationnels (GO) (16.1) comme un apport de nouveauté dans la coopération entre acteurs d'horizons différents pour favoriser l'innovation sous une forme interactive et non pas descendante ou linéaire.

La mise en œuvre de ce TO a nécessité un apprentissage tant de l'Autorité de gestion que des potentiels bénéficiaires pour répondre pleinement aux exigences attendus par le PEI. Ce premier travail de préparation du cadre d'intervention avait été initié début d'année 2016. Cependant l'annonce de la fusion des ex-régions Aquitaine, Limousin et Poitou Charentes a court-circuité les dynamiques en cours ainsi que les agendas.

Ainsi, il est plus pertinent d'élaborer un cadre de mise en œuvre partagé au sein des 3 PDR, notamment pour éviter une certaine distorsion entre les 3 TO 16.1 qui auraient pu avoir des cadres de sélection, d'éligibilité différents et ainsi créer une distorsion entre bénéficiaires des ex-régions désormais fusionnées. En début d'année 2017, la nouvelle organisation de l'AG Nouvelle Aquitaine a été validée et elle est désormais en capacité de lancer en 2017 un ou plusieurs appels à projets pour la mise en place des GO qui permettront de répondre aux enjeux et objectifs du PDR Limousin identifiés dans l'AFOM.

TO1621. Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement

Aucun dossier n'a été programmé sur ce T.O au 31/12/2016. Il est prévu d'accompagner au travers de ce TO les projets des GO et hors GO (16.1).

TO1641. Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.

Aucun dossier n'a été programmé sur ce T.O au 31/12/2016. Ce T.O fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la nouvelle région. Un appel à projet est prévu pour Juin 2017.

TO1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales

Aucun dossier n'a été programmé sur ce T.O au 31 décembre 2016. Ce T.O va être rattaché au PEI sur le volet environnement/climat.

TO1671. Coopération dans le développement rural forestier

Au 31 décembre 2016 ce sont 5 dossiers qui ont été déposés pour un total de 800 000€, mais aucun n'a été programmé. Entre 2 et 3 dossiers sont à venir pour 2017, laissant augurer une meilleure dynamique de programmation à partir de 2017.

Indicateur de résultat T1

A mi-parcours de la programmation, l'indicateur de résultat T1 « pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR » est de 0%.

Il est de 0,2%* sur données de programmation, sachant que la valeur cible 2023 est de 1,40%. La non programmation des opérations de coopération (M16), le démarrage de la programmation des actions de la mesure 1, pour lesquelles les dépenses publiques programmées atteignent 1 898 189€ (avec un objectif de dépenses pour cette mesure de plus de 5 millions d'euros), expliquent ce faible pourcentage.

II. Analyse par critère de jugement

Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales

Pour faire face aux enjeux des secteurs agricoles et sylvicoles en matière de compétitivité et environnement, le PDR Limousin souhaite accompagner le développement de projets collaboratifs de recherche. La forêt limousine occupe un tiers du territoire, avec 569 000 ha boisés et 140 000 propriétaires privés ou publics. Au niveau agricole, ce sont 14 460 exploitations, dont 78% sont individuelles, qui structurent l'activité agricole. Malgré l'importance de ces secteurs, le Limousin ne dispose pas d'établissements d'enseignement supérieur agricole. Le transfert de connaissances et la diffusion de l'information auprès des professionnels est donc assuré par les réseaux techniques, qui diffusent des conseils collectifs et individuels. Le transfert de cette innovation passe donc avant tout par une amélioration des modalités du transfert des connaissances.

En ce sens, le TO 121 de soutien aux projets de démonstration et actions d'information favorise le transfert de connaissances tant sur le volet agricole que forestier.

Les 4 opérations programmées sur la thématique forêt ont pour objectif de diffuser des informations et de mettre en place des journées de démonstrations (journées terrain sur des parcelles) auprès des propriétaires forestiers privés et gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts telles que « limiter la vulnérabilité des forêts » ou « la forêt face aux changements climatiques ». Certaines approches et formats innovants peuvent être soulignés dans les opérations programmées : intervention d'un climatologue de Météo France, présentation d'outil d'aide à la décision pour une meilleure gestion des forêts (sylvofutur), mise en place de parcelles de démonstration.

Sur le volet agricole, concernant le format, le public et les supports prévus, près de la moitié des opérations programmées sont portées par les Chambres Départementales d'Agriculture du Limousin. L'ensemble des opérations concernent comme public prioritaire les exploitations et les salariés agricoles. Une grande majorité des actions soutenues portent sur la création et la diffusion de différents supports techniques tels que des articles de presses, fiches, plaquette techniques. Les opérations programmées semblent à ce stade de la programmation plus orientées sur la diffusion de connaissances que sur des journées de démonstration. On peut cependant noter la création d'un observatoire énergie en agriculture, de colloques et journées de démonstrations.

En matière de contenu et thématique agricole abordée, à ce stade de la programmation, le volet innovant des

contenus n'a pas pu être évalué. Cependant, la grille de sélection de l'appel à projet indique un critère dédié d'analyse du caractère innovant du projet. En revanche, concernant les thématiques, l'objectif des contenus diffusés portent à la fois sur des enjeux économiques des exploitations tels que l'autonomie alimentaire, la professionnalisation des producteurs, améliorer les revenus mais aussi des contenus à vocation environnementale tels que diminuer la consommation d'énergie, développer la méthanisation, améliorer le stockage carbone. Sont aussi abordés des contenus en faveur de la gestion des risques.

Il semblerait que les actions vont soutenir la diffusion de connaissances sur des thématiques en lien avec les enjeux identifiés dans l'AFOM du PDR Limousin: environnementaux et de compétitivité tant sur la filière agricole que forêt. En revanche, à ce stade de la programmation, l'appropriation et la valorisation de ces connaissances pour modifier les pratiques des exploitants et entreprises forestières n'a pas pu être évalué.

Le PDR a soutenu des projets de coopération dans les zones rurales

A ce stade de la programmation, les TO de coopération n'ont pas été lancés. Les retards liés à l'instrumentation OSIRIS ont obligé l'autorité de gestion à prioriser l'ouverture des outils OSIRIS en plaçant dans un premier temps les dispositifs traditionnels liés aux investissements et aux actions collectives en faveur des publics agricoles et forestiers (mesure 1). De plus, le contexte de fusion des Régions au 1er janvier 2016 a conduit l'autorité de gestion à attendre une réflexion à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine pour lancer les dispositifs de coopération. Ces derniers seront lancés dans le courant de l'année 2017.

7.a7) Conclusions et recommandations

7.a7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Il semblerait que les actions vont soutenir la diffusion de connaissances sur des thématiques en lien avec les enjeux identifiés dans l'AFOM du PDR Limousin en faveur de l'environnement et de la compétitivité des secteurs agricoles et forestiers. En revanche, à ce stade de la programmation, l'appropriation et la valorisation de ces connaissances pour modifier les pratiques des exploitants et entreprises forestières n'ont pas pu être évaluées.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.b) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?

7.b1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP1B.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 1B :

- TO1611. Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)
- TO1621. Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement
- TO1641 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.
- TO1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales
- TO1671. Coopération dans le développement rural forestier

7.b2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Des coopérations de long terme pour la recherche et l'innovation ont été établies entre les opérateurs et institutions de R&D des secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestiers	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	

7.b3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

L'absence de programmation sur la mesure 16, unique mesure fléchée sur le DP 1B, est due tout d'abord à un défaut d'instrumentation de l'outil OSIRIS en début de programmation, qui n'a pas permis d'enclencher la dynamique de programmation sur cette mesure. Par ailleurs, des priorités différentes concernant les enjeux stratégiques des T.O ont fait que l'autorité de gestion a concentré le déploiement des financements sur d'autres dispositifs. Enfin, la fusion des 3 régions (Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine) a permis une mutualisation performante des moyens humains disponibles sur les trois sites en matière de suivi, de gestion et d'animation du FEADER, le retard de mise en œuvre de la M16 s'expliquant donc également par la volonté d'attendre des conditions de mise en œuvre optimales offertes par la fusion (un seul service FEADER, des référents uniques pour les types d'opération coopération ...).

- Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)
- Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

- a. Raisons de l'utilisation de la méthode
- b. Description des méthodes utilisées
- c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.b4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O16 - Nombre de groupes du PEI soutenus, nombre d'opérations du PEI soutenues et nombre et type de partenaires au sein des groupes du PEI	Non	0,00			
Indicateur de réalisation commun	O17 - Nombre d'opérations de coopération soutenues (autres que le PEI)	Non	0,00			
Indicateur de résultat commun	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	Non	0,00			
Indicateur de contexte supplémentaire	Nombre de projets par thématique	Non	0,00			

7.b5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les calculs, ne se basant que sur des valeurs programmées et non soldées, ne conduisent pas à une valeur officielle des indicateurs.

Nous rappelons ici que les analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations. Ces données permettent de livrer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.b6) Réponse à la question d'évaluation**I. Bilan de la mise en œuvre**

TO1611. Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)

Le PDR Limousin inscrit la mise en place des groupes opérationnels (GO) (16.1) comme un réel apport de nouveauté dans la coopération entre acteurs d'horizons différents pour favoriser l'innovation sous une forme interactive et non pas descendante ou linéaire. Ce choix stratégique répond aux besoins identifiés dans le cadre de l'AFOM en matière d'innovation (notamment la mise en réseau des acteurs des différents secteurs d'activité du milieu rural permettant de renforcer les liens entre ces secteurs et de mettre en place des projets de Recherche-Développement-Innovation inter-thématiques. La mise en œuvre de ce TO a nécessité un apprentissage tant de l'Autorité de gestion que des potentiels bénéficiaires pour répondre pleinement aux exigences attendues par le PEI. Ce premier travail de préparation du cadre d'intervention avait été initié en début d'année 2016. Cependant l'annonce de la fusion des ex-régions Aquitaine, Limousin et Poitou Charentes a court-circuité les dynamiques en cours ainsi que les agendas. Ainsi, il a semblé plus pertinent à l'autorité de gestion d'élaborer un cadre de mise en œuvre partagé au sein des 3 PDR afin de ne pas créer une distorsion entre bénéficiaires des ex-régions désormais fusionnées. L'AG Nouvelle Aquitaine ayant finalisé sa réorganisation en 2017, elle est désormais en capacité de lancer en 2017 un ou plusieurs appel à projets pour la mise en place des GO qui permettront de répondre aux enjeux et objectifs du PDR Limousin identifié dans l'AFOM.

TO1621. Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement

Aucun dossier n'a été programmé sur ce TO au 31/12/2016.

TO1641 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.

Aucun dossier n'a été programmé. Ce TO fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la nouvelle région. Un appel à projet est prévu pour Juin 2017.

TO1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales

Aucun dossier n'a été programmé sur ce TO au 31 décembre 2016. Ce TO va être rattaché au PEI sur le volet environnement/climat.

TO1671. Coopération dans le développement rural forestier

Au 31 décembre 2016 ce sont 5 dossiers qui ont été déposés pour un total de 800 000€, mais aucun n'a été programmé. Entre 2 et 3 dossiers sont à venir pour 2017, laissant augurer une meilleure dynamique de programmation à partir de 2017.

II. Des coopérations de long terme pour la recherche et l'innovation ont été établies entre les opérateurs et institutions de R&D des secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestiers

Du fait de l'absence de programmation sur l'ensemble des TO fléchés sur le DP 1B, aucune analyse ne peut être menée en 2017.

7.b7) Conclusions et recommandations

7.b7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 L'absence de programmation sur l'ensemble des dispositifs fléchés sur ce domaine prioritaire ne permet pas d'effectuer une analyse.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.c) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Ce domaine prioritaire n'est activé pour aucune des mesures du PDR Limousin (cible 2023 = 0,00)

7.d) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?

7.d1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

O0121 : Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

O0411 : Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

O0413 : Investissements matériels collectifs

O0414 : Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

O0432 : Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau

O1611 : Coopération pour le Partenariat européen d'innovation (PEI)

O1621 : Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 2A :

O0211 : Aide à l'obtention de services de conseil

O0412 : Maîtrise de l'énergie

O0441 : Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

7.d2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières.	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières.		Changement du poids des charges d'exploitations / CA (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, charge d'intrants)
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières.		Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières.		Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes		Répartition des projets par OTEX

filières.		
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières.		Valeur ajoutée brute par UTA
Les exploitants ont bénéficié d'actions leur permettant d'améliorer leurs connaissances, leurs prises de décisions et leur capacité d'innovation pour mieux s'adapter au changement		Publics ciblés
Les exploitants ont bénéficié d'actions leur permettant d'améliorer leurs connaissances, leurs prises de décisions et leur capacité d'innovation pour mieux s'adapter au changement		Typologie de supports de diffusion du contenu des formations déployées
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage conforté dans un projet de diversification.	R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage conforté dans un projet de diversification.		Nombre et typologies de filières diversifiées
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage conforté dans un projet de diversification.		Pourcentage des investissements réalisés collectivement.
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage conforté dans un projet de diversification.		Répartition des exploitations bénéficiaires par classe de taille, par OTEX/Filières, par type d'investissements
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage conforté dans un projet de diversification.		Typologie d'investissements réalisés.
L'autonomie alimentaire des élevages a été améliorée.		Analyse de la typologie des investissements en faveur de l'autonomie alimentaire

7.d3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

L'avancement de la programmation sur la mesure 4.1 permet de réaliser une analyse des réalisations depuis le début de la programmation 2014-2020. Cela permet également de tester les approches contrefactuelles afin d'estimer une tendance de l'effet net des aides à l'investissement (sous mesure 4.1) sur la compétitivité des exploitations aidées. Cet effet est mesuré **par des indicateurs de rentabilité des exploitations (marge d'exploitation, poids des charges dans le chiffre d'affaire, EBE) et des indicateurs de productivité du travail avec notamment l'indicateur de résultat R2 qui rend compte de l'évolution de la production par UTA.**

b. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- **Calcul de R1/T4** « Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation »

Calcul du ratio (en%) suivant = $(O4/X) * 100$

O4 : Nombre d'exploitations/de bénéficiaires bénéficiant d'un soutien pour l'investissement à la restructuration et à la modernisation au titre de la mesure 4 durant la programmation (les bénéficiaires ayant reçu plusieurs aides à l'investissement peuvent être identifiés par les numéros de SIRET, disponibles dans la majorité des dossiers ou à défaut le nom ; les CUMA et coopératives sont comptées comme 1 bénéficiaire)

X : Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR

Dans le cas présent, le nombre total d'exploitations agricoles existantes se base sur le recensement effectué en 2010 (Source : PDR Limousin).

- **Calcul de R2** « Changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien / UTA » ; **de l'indicateur additionnel** « Changement du poids des charges d'exploitations / CA (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, charge d'intrants) » ; **de l'indicateur additionnel** « Evolution de l'EBE dans les exploitations agricoles » :

La mesure de l'impact des aides allouées au titre de la sous mesure 4.1 sur la compétitivité repose sur une analyse contrefactuelle qui vise à isoler l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs retenus. Elle s'appuie sur une analyse de double différence d'un groupe d'exploitations bénéficiaires et d'exploitations non bénéficiaires. Compte tenu des données disponibles, le calcul des indicateurs repose sur une simulation en mobilisant les données de l'enquête annuelle RICA sur la période 2011-2014. Au regard du profil des exploitations suivies dans le RICA en région Limousin, les analyses statistiques conduites se sont concentrées sur les filières d'élevage (spécialisées, de poly-élevage et mixte).

Les comparaisons en double différence sont faites entre un groupe de bénéficiaires des aides à l'investissement (variable RICA SUBI3) et un groupe témoin de non-bénéficiaires en 2012 et en 2014, les bénéficiaires étant les exploitations ayant une aide à l'investissement entre 2011 et 2013. L'étape de la sélection des exploitations par la méthode de l'appariement par score de propension a permis d'apparier 75 exploitations bénéficiaires d'une aide à l'investissement en Limousin avec 143 non-bénéficiaires localisés en Limousin et dans les régions administratives limitrophes. A noter que les analyses n'ont pu être menées séparément selon l'orientation technico-économique des exploitations du fait d'échantillons d'exploitations disponibles trop faibles à l'échelle régionale.

L'analyse par double différence combinée à la méthode de l'appariement consiste à identifier si la différence qui existait entre les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires en 2012 a évolué significativement en 2014. Elle vise à éliminer la part d'impact dû aux effets de contexte et aux différences de profil entre les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires au regard des caractéristiques individuelles des exploitations. Dans un premier temps, les différences par binôme ont été calculées (2012 versus 2014). Les doubles différences ont ensuite été mesurées (2012 versus 2014) afin de quantifier l'effet des subventions à l'investissement sur l'indicateur R2. La fiabilité de ces différences a in fine été testée en

utilisant le test t de Student appliqué aux variables structurelles utilisées pour l'appariement des bénéficiaires et non-bénéficiaire avant et après appariement. Le détail de la méthodologie utilisée et des résultats est présenté en annexe.

- **Indicateur additionnel** : « % des investissements réalisés collectivement »

Calcul du ratio **Y/X**

Y : nb d'investissements soutenus dont le bénéficiaire est une structure collective (CUMA et groupements forestiers)

X : nb total de projets soutenus en M4

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Idéalement, la mesure de l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs aurait dû cibler les bénéficiaires de la sous mesure 4.1 sur la période 2014-2016. L'enquête RICA ne couvrant qu'une faible proportion de bénéficiaires du FEADER (1 pour 40 en moyenne), une analyse contrefactuelle à l'échelle régionale ciblant les bénéficiaires 2014-2016 et mobilisant les données RICA n'a pas été envisageable au regard des petits échantillons disponibles. Une enquête auprès des bénéficiaires a été envisagée pour pallier les données RICA mais cette solution n'a pas été retenue du fait des difficultés rencontrées pour obtenir une base de coordonnées de qualité et dans les temps de l'évaluation (coordonnées peu renseignées dans OSIRIS et extraction de ces informations nécessitant des démarches auprès de la CNIL). L'option retenue pour calculer l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs a donc été d'utiliser exclusivement les données du RICA. Les données n'étant pas disponibles pour 2015 et 2016, la période d'analyse retenue couvre les années de programmation 2011,2012,2013 et 2014. Le détail des difficultés et limites rencontrées est présenté en annexe. Des précisions sur les problèmes de fiabilité engendrés par les limites de l'analyse contrefactuelle conduite sont présentées en section 5.

Méthodes qualitatives :

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Au-delà des analyses quantitatives de réalisation et de résultat/effet, il est essentiel à ce stade de comprendre les éléments de mise en œuvre notamment dans le cadre du PCAE et les facteurs externes. Par ailleurs les indicateurs des extractions OSIRIS n'étant pas disponibles pour 2014 et pas toujours complets pour 2015 et 2016, il paraît important de pouvoir croiser ces résultats partiels avec la perception et la connaissance des acteurs des filières.

b. Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

- Analyse des fichiers de programmation : analyse d'un fichier de 568 opérations programmées PCAE, source AG

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.d4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLAL incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					OSIRIS (Mesure 1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	2 303 028,00					OSIRIS (Sous-mesure 4.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	2 467 042,00					OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					OSIRIS (M 16)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					OSIRIS (Sous-mesure 4.3)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	8 998 420,00					OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	107,00					OSIRIS (Sous-mesure 4.1)
Indicateur de résultat commun	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Non						6700€/UTA RICA
Indicateur de résultat commun	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues (domaine prioritaire 2A)*	Non						

Indicateur de résultat commun	R2: UTA (unité de travail annuel) (domaine prioritaire 2A)	Non						
Indicateur de résultat commun	R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	Oui	0.73%					
Indicateur de résultat supplémentaire	Publics ciblés	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien	Non						-7.7 points de pourcentage RICA
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement du poids des charges d'exploitations / CA (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, charge d'intrants)	Non					0,00	8 points de pourcentage en valeur nette RICA
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse de la typologie des investissements en faveur de l'autonomie alimentaire	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Répartition des projets par OTEX	Non						Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires	Non						8 786 en euros en valeur nette RICA
Indicateur de résultat supplémentaire	Valeur ajoutée brute par UTA	Non						7 500,00 en euros en valeur nette RICA
Indicateur de résultat supplémentaire	Pourcentage des investissements réalisés collectivement.	Oui	40%					Osiris
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie d'investissements réalisés.	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Répartition des exploitations bénéficiaires par classe de taille, par OTEX/Filières, par type	Non						

	d'investissements							
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et typologies de filières diversifiées	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de supports de diffusion du contenu des formations déployées	Non						

7.d5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'analyse contrefactuelle repose sur une simulation. Les résultats obtenus reposent ainsi sur plusieurs hypothèses fortes, à savoir que :

La variable « aide à l'investissement » utilisée comme proxy des aides allouées au titre de la sous mesure 4.1 couvre les mêmes types d'investissements que ceux soutenus au titre de la sous mesure 4.1. Cette variable recouvre les subventions d'investissement suivantes : terres agricoles, améliorations foncières, cultures permanentes, Bâtiments, Matériel, Terrain forestiers, DJA.

Les exploitations bénéficiant d'une DJA ont dû être retirées des analyses car il n'était pas possible de soustraire le montant de la DJA au total des subventions à l'investissement reçues.

Les exploitations bénéficiant d'une aide à l'investissement sur la période 2011-2013 présentent dans RICA, restreintes aux exploitations dont l'orientation économique (OTEX) correspond à une filière soutenue dans le cadre de la sous mesure 4.1 sur la période 2014-2016, sont représentatives des exploitations aidées dans le cadre de la sous mesure 4.1.

Les investissements soutenus sur la période 2011-2013 sont similaires aux investissements soutenus sur la période 2014-2016.

Si les DJA ont été écartées des analyses, les autres aides publiques reçues par les bénéficiaires n'ont pas été retirées de l'estimation. L'effet net calculé peut ainsi être surestimé. A noter toutefois que la prise en compte de la localisation des exploitations en zone défavorisée dans nos analyses permet de réduire ce biais en éliminant l'effet de certaines aides, notamment les aides compensatoires d'un handicap.

7.d6) Réponse à la question d'évaluation

- **La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières**

L'agriculture joue un rôle majeur dans l'économie limousine, elle occupe la moitié de l'espace régional et représente 36% de l'emploi non salarié et 5,8% de l'emploi total. Malgré l'effort d'investissement réalisé sur la programmation 2007-2013, les exploitations limousines sont particulièrement fragiles et continuent d'accuser du retard en termes de modernisation. Le revenu des agriculteurs limousins est le plus faible de

l'ensemble des régions françaises. L'amélioration de la production agricole est un préalable à l'amélioration des revenus des exploitations.

Le TO 0411 soutient la modernisation et diversification des exploitations : acquisition de machines permettant de nouveaux rendements, amélioration du bien-être des animaux. 69% des opérations soutenues concernent la production bovine. La montée en gamme de la production, au travers notamment de labels de qualité, est un gage d'amélioration qualitative de la production, et donc d'augmentation des revenus de l'exploitant. Par exemple, le soutien à la construction de bâtiments de poulets Label Rouge, participe à la valorisation de la production, à la diversification, ainsi qu'à l'amélioration de la rémunération de l'exploitant et du bien-être des animaux. 24,6% des opérations sont portées par de jeunes agriculteurs, élément essentiel de lutte contre la déprise agricole. La pérennité et la viabilité des exploitations agricoles, notamment des nouvelles installations portées par des jeunes, dépendent surtout de la production et des revenus lors du démarrage.

La facture énergétique est un poste de dépenses qui représente une charge importante, notamment dans l'élevage. A titre secondaire, 43 opérations ont été programmées au titre du TO 0412 pour un montant FEADER de 293 247€, soit 23,84% de la maquette. L'aide contribue à la réduction de la facture énergétique, mais également à l'installation de lieux de production, favorisant une plus grande autonomie énergétique et de fait une meilleure maîtrise des revenus. Intégré au dispositif du PCAE comme facteur de compétitivité, les soutiens en faveur de la maîtrise énergétique sont pour certaines opérations associés à un investissement de modernisation et diversification, donnant ainsi une dimension énergétique à l'aide apportée. Ces investissements concernent en majorité les filières bovin lait -viande, canard et volaille. Les investissements peuvent à la fois porter sur des travaux d'isolation, de récupération de chaleur, de mise en place de chaudière. Il est intéressant de noter que ces soutiens favorisent le séchage de fourrage, favorisant l'autonomie alimentaire. Cet élément laisse présager une probable amélioration des revenus.

Il semblerait que la mise en œuvre des aides à l'investissement et à la diversification, intégrées à une démarche de maîtrise de l'énergie, favorisent une meilleure production agricole (qualité, autonomie énergétique et alimentaire).

Les aides à l'investissement ont permis de soutenir la productivité des exploitations bénéficiaires malgré l'augmentation de la masse salariale. La productivité, approché par l'indicateur R2 (PRODUCTION/UTA) et l'indicateur VAB/UTA a augmenté de manière plus importante chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires. Toutefois, la main d'œuvre (UTA) a augmenté de façon plus importante pour les bénéficiaires. En effet, la main d'œuvre a augmenté significativement chez les bénéficiaires (+13%) comparés aux non bénéficiaires qui enregistrent une baisse de 0,3% de leur masse salariale. Dès lors, la productivité du travail des exploitations bénéficiaires est atténuée par cette croissance de la main d'œuvre.

Si la production par UTA était déjà plus importante dans les exploitations bénéficiaires en 2012, celle-ci a augmenté de 6% en 2014 tandis que l'indicateur s'est dégradé de 3% chez les non bénéficiaires. L'effet net, estimé à 6 700 euros en moyenne, par exploitation bénéficiaire est toutefois tout juste significative. Cela peut s'expliquer par les taux d'évolution de la production relativement différents entre les OTEX et les exploitations bénéficiaires d'un même OTEX. L'impact positif des aides à l'investissement sur la productivité est toutefois confirmé par l'effet positif significatif des aides à l'investissement sur la VAB par UTA. Cet indicateur a augmenté chez les bénéficiaires tandis qu'il a diminué chez les non bénéficiaires (-3%). La part des aides à l'investissement dans l'évolution positive de la productivité approché par l'indicateur VAB/UTA chez les bénéficiaires est estimée à 7 500 euros en moyenne par exploitation. On notera que cet effet positif et significatif des aides à l'investissement sur la productivité du travail s'explique par une baisse des consommations intermédiaires plus importante que la baisse du chiffre d'affaire

enregistrée sur la période 2012-2014. L'impact positif et significatif des aides à l'investissement sur le poids des charges d'approvisionnement dans le chiffre d'affaire, le confirme. Le poids des charges a baissé de 18% dans les exploitations bénéficiaires contre une baisse de 2% dans les exploitations non bénéficiaires.

En termes de croissance et de rentabilité, on constate une baisse de l'EBE qui s'explique notamment par l'augmentation des charges salariales. Le chiffre d'affaire des exploitations aidées a également diminué, et ce de 15% sur la période 2012-2014 dans les exploitations bénéficiaires tandis qu'il s'est stabilisé dans les exploitations non bénéficiaires, et pourtant, les volumes de production ont augmenté. La variation du chiffre d'affaire trouve donc son explication dans une baisse des prix et non dans un effet volume. En cas d'une baisse des prix et d'une augmentation du volume de la production, les exploitations peuvent conserver leurs marges, mais cela n'a pas été le cas. La marge d'exploitation a diminué de 32% en moyenne dans les exploitations aidées contre 4% dans les exploitations non aidées

En résumé, les évolutions observées chez les bénéficiaires (toutes filières soutenues en Limousin sur le PDR 2014-2016 confondues) d'une aide à l'investissement sont positives en termes de production et de productivité. L'estimation contrefactuelle conclue à un effet net positif et significatif sur la productivité des exploitations bénéficiaires. En revanche, la baisse des prix et l'effet volume n'a pas permis aux exploitations bénéficiaires de conserver leurs marges. Enfin, si les données régionales disponibles dans RICA n'ont pas été suffisantes pour conduire une analyse par OTEX, les estimations contrefactuelles de l'impact du PMBE sur la compétitivité des exploitations bénéficiaires conduites dans le cadre de l'évaluation ex-post du PDRH 2007-2013 concluent à un effet positif des aides à l'investissement sur la croissance et la productivité du travail des exploitations laitières spécialisées (OTEX 45) et bovins viande spécialisées (OTEX 46), à la seule différence que les exploitations laitières ont augmenté leur main d'œuvre sur la période à contrario des exploitations bovins viande ce qui a atténué la productivité des exploitations laitières.

- **Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage confortées dans un projet de diversification.**

La prédominance de la filière bovine en Limousin tend à fragiliser les exploitations face aux fluctuations des cours mondiaux et induit ainsi une dépendance à certains marchés. La diversification a été identifiée, notamment dans l'analyse AFOM du PDR Limousin comme une solution pour permettre aux exploitations limousines de se développer et d'améliorer leur compétitivité.

Des analyses de 2008 sur les bâtiments d'élevage ont révélé une certaine vétusté des exploitations. Les actions initiées doivent se poursuivre au regard des besoins importants qui subsistent dans certaines filières d'élevage.

Au 31/12/2016, la valeur de l'indicateur de résultat R1-T4 est de 0,73%. Si ce chiffre peut paraître en deçà de la valeur cible 2023 (8,18%), le calcul de l'indicateur sur les valeurs programmées est plus encourageant. En effet, sur valeurs programmées, le pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation atteint 7,2%* soit plus des deux tiers de la valeur cible, à la moitié de la période de programmation. La somme des investissements publics et privés programmés en 2015 et 2016 atteint plus de 100 millions d'euros et témoigne aussi de cette dynamique.

En matière de soutien à la modernisation des exploitations d'élevage la quasi-totalité des opérations programmées concernent la construction ou l'aménagement de bâtiment d'élevage ou de stockage. 65% des opérations programmées concernent la filière bovine pour un montant d'investissement de plus de 46,6 millions d'euros (sur les 54 opérations soldées, 70% concernent la filière bovine et un montant total

d'investissement de plus d'1,8 millions d'euros). L'importance de la filière bovine en région explique cette surreprésentation.

Le soutien aux investissements collectifs (TO 0413) accélère l'effet levier de l'aide aux investissements. La présence active du réseau des CUMA permet aux exploitants de partager les risques liés aux investissements, contribuant à la bonne dynamique enclenchée sur ce TO (72,2% de la maquette ont été programmés au 31/12/2016)

. En matière de production diversifiée, la base de données reflète une réelle diversification des productions en majorité pour les exploitations bovin, ovin et porcin. A ce titre 10% des investissements programmés en production bovin sont portés par une exploitation ayant une production diversifiée.

Les exploitations d'élevage avec une grande majorité en filière bovine sont fortement soutenues dans leur modernisation et confortées dans un projet de diversification. L'analyse n'a pas pu à ce stade apporter d'éléments plus précis en matière d'investissement soutenu par typologie de production.

- **L'autonomie alimentaire des élevages a été améliorée.**

Une meilleure autonomie alimentaire permet de limiter les coûts de l'approvisionnement et de le sécuriser face aux aléas climatiques. La source d'approvisionnement, la disponibilité des matières premières et les prix sont des critères importants pour traiter de l'autonomie. La faible autonomie alimentaire en région est due à plusieurs facteurs : une production de fourrage insuffisante, une culture de protéagineux marginale. La prédominance de la filière bovine en Limousin, grande consommatrice de fourrage accroît cet enjeu.

Le TO 0411 contribue à l'autonomie alimentaire des élevages en finançant des lieux de stockage permettant aux exploitants de réduire leur vulnérabilité aux variations des prix ainsi qu'aux aléas climatiques. La part des projets consacrés à la construction ou la rénovation d'un bâtiment dans le but d'en faire un espace de stockage parmi les opérations menées sur ce TO est de l'ordre de 28%, sur un échantillon de 217 dossiers pour lesquels le libellé de l'opération est précisé.

Le TO 0413 contribue également à l'autonomie alimentaire des élevages en finançant notamment du matériel de récolte des fourrages. Cependant, le calcul de la part de l'autoconsommation dans l'alimentation animale des exploitations bénéficiant d'un soutien n'est, à ce stade, pas possible du fait du manque de données de réalisation

Le dispositif global PCAE (TO 0411 et TO 0413) soutien des investissements en faveur de l'autonomie alimentaire.

- **Les exploitants ont bénéficié d'actions leur permettant d'améliorer leurs connaissances, leurs prises de décisions et leur capacité d'innovation pour mieux s'adapter au changement.**

Pour accompagner l'amélioration des performances économiques, la restructuration et la modernisation des exploitations, le PDR Limousin souhaite accompagner les exploitations agricoles dans leur capacité à s'adapter au changement favorisée par des actions de diffusion de nouvelles connaissances ainsi que leur mise en pratique par des journées de démonstration (TO 121) et l'amélioration de leur capacité d'innovation (M16).

Les retards d'instrumentation OSIRIS dans un premier temps, puis les choix prioritaires de lancement de programmation et enfin la récente fusion des régions ont retardé jusqu'en 2016 la mise en œuvre de la mesure 16 coopération. Il est cependant prévu dès 2017 le lancement de ces opérations.

L'analyse des opérations programmées au titre du TO 121 permettent d'apporter des premières tendances. Une grande majorité des actions soutenues portent sur la création et la diffusion de différents supports techniques tels que des articles de presses, fiches, plaquettes techniques à destination des exploitations ou des salariés agricoles.

Le caractère innovant des thématiques agricoles n'a pas pu être évalué à ce stade (un critère de sélection permet l'analyse du caractère innovant du projet). La performance économique est traitée au travers de thématiques telles que l'autonomie alimentaire, la professionnalisation des producteurs, l'amélioration des revenus mais aussi des contenus à vocation environnementale qui contribuent à la performance économique en diminuant la consommation d'énergie.

Les contenus et les supports des actions d'informations programmées apporteront de nouvelles connaissances aux exploitations agricoles.

7.d7) Conclusions et recommandations

7.d7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les contenus et les supports des actions d'information programmées apporteront de nouvelles connaissances aux exploitations agricoles. En revanche, à ce stade de l'analyse, la capacité d'appropriation de ces contenus par les exploitants n'a pas pu être évaluée.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.d7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

Les exploitations d'élevage et en grande majorité la filière bovine sont fortement soutenues dans leur modernisation et confortées dans un projet de diversification. L'analyse n'a pas pu à ce stade apporter d'éléments plus précis en matière d'investissement soutenu par typologie de production.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.d7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

Le territoire Limousin comptant 14 640 exploitations, la programmation de 846 opérations (TO 0411) et 210 opérations (TO 0413) représente 7,2%* des exploitations soutenues, avec une valeur cible pour 2023 fixée à 8,18% (indicateur R1), soit plus des deux tiers de la cible atteinte à mi-programmation. La démarche PCAE a par ailleurs été très performante sur la période 2015-2016 en matière de mise en œuvre et d'approche globale des projets de modernisation et diversification des exploitations d'élevage.

Recommandation:

R.3 : Pas de recommandations particulières

7.d7.d) Conclusion / Recommandation 4

Conclusion:

Les évolutions observées chez les bénéficiaires (toutes filières soutenues en Limousin sur le PDR 2014-2016 confondues) d'une aide à l'investissement sont positives en termes de production et de productivité. L'estimation contrefactuelle conclue à un effet net positif et significatif sur la productivité des exploitations bénéficiaires.

Recommandation:

R.4 : Pas de recommandations particulières

7.d7.e) Conclusion / Recommandation 5

Conclusion:

Le dispositif global PCAE (TO 00411 et TO 00413) soutien des investissements en faveur de l'autonomie alimentaire.

Recommandation:

R.5 : Pas de recommandations particulières

7.e) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?

7.e1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- TO0211 Aide à l'obtention de services de conseil
- TO0611 Dotation jeunes agriculteurs (DJA)
- TO0612 prêts bonifiés

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 2B :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP2B.

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans le secteur agricole.	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans le secteur agricole.		Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans le secteur agricole.		Moyenne d'âge des nouveaux exploitants
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans le secteur agricole.		Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Nombre d'installations Hors Cadre Familial
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Nombre d'installations en zone de montagne
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Nombre d'installations en zone défavorisée
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations (en 2014)

Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations pour des exploitants de moins de 40 ans (en 2014)
---	--	--

7.e3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : *(précisions apportées point 9 du WD)*

Raisons de l'utilisation de la méthode

Dû au nombre important de dossiers achevés concernant le TO0611 (DJA) et la disponibilité des données, il est intéressant (et possible) d'analyser la QE selon un angle quantitatif en recroisant indicateurs de programmation et indicateurs de contexte.

Pour le TO0611, il a été procédé notamment à l'analyse des données issues d'OSIRIS et complétées par des informations qualitatives récoltées auprès des animateurs et instructeurs des dispositifs. Il a été décidé d'appliquer le filtre suivant afin d'obtenir la base de dossiers soldés :

- Filtre « *Paielement Total >80%* » croisé avec le filtre « *Réalisé complet/soldé* ».

Description des méthodes utilisées

Calcul du R3/T5 « pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR » :

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X) \times 100$

O4 : Nombre d'exploitations / de bénéficiaires ayant reçu l'aide au démarrage des jeunes agriculteurs sur la durée de programmation ou nombre total d'exploitations ayant soutenu des investissements ciblant les jeunes agriculteurs sur la période de programmation.

X : Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR. La valeur cible est axée sur la sous mesure 6.1 « aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs » en comparaison avec le nombre total d'exploitations agricoles existantes.

Dans le cas présent, le nombre total d'exploitations agricoles existantes se base sur le recensement effectué en 2010 (Source : PDR Limousin).

Indicateur additionnel : « Moyenne d'âge des nouveaux exploitants »

Calcul du ratio Y/X

Y = Sommes de l'âge des exploitants au moment de la demande d'aide sur tous les

dossiers soldés

X = Nombre de dossiers soldés

Analyse par segmentation d'âge (18-30 ans)

Calcul du ratio Y/X

Y = Somme du nombre d'exploitants ayant entre 18 et 30 ans au moment de la demande d'aide. (Avec ou sans DJA)

X = Nombre de nouveaux installés de moins de 40 ans. (Avec ou sans DJA)

Calcul du ratio Y1/X1

Y1 = Somme du nombre d'exploitants bénéficiant de la DJA ayant entre 18 et 30 ans au moment de la demande d'aide.

X1 = Nombre de nouveaux installés bénéficiant de la DJA.

Base de 93 dossiers en 2014

Analyse par segmentation d'âge (30-40 ans)

Calcul du ratio Y/X

Y = Somme du nombre d'exploitants ayant entre 31 et 40 ans au moment de la demande d'aide en 2014. (Avec ou sans DJA)

X = Nombre de nouveaux installés de moins de 40 ans en 2014. (Avec ou sans DJA)

Calcul du ratio Y1/X1

Y1 = Somme du nombre d'exploitants bénéficiant de la DJA ayant entre 31 et 40 ans au moment de la demande d'aide. (2014)

X1 = Nombre de nouveaux installés bénéficiant de la DJA. (2014)

Base de 93 dossiers en 2014

Analyse du nombre de nouveaux installés ayant bénéficié de la DJA

Calcul du ratio Y/X

Y = Nombre de nouveaux installés ayant bénéficiés de la DJA

X = Nombre de nouveaux installés de moins de 40 ans. (Avec ou sans DJA)

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les données sources pour le calcul par segmentation d'âge sont issues de la MSA. Par conséquent, la temporalité peut différer entre un recensement AGRESTE et cette donnée source. La temporalité n'est en effet pas identique :

- MSA : date d'affiliation
- DJA : date de l'installation peut différer de la date d'affiliation.

Cependant, les données AGRESTE datant du recensement 2010, la source MSA datant de 2014 a été préférée afin d'avoir un élément de comparaison plus pertinent. Les données calculées montrent une tendance mais peuvent être amenées à évoluer lors du prochain recensement Agreste.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Seuls les dossiers transition DJA ont été soldés, il paraît donc important de pouvoir croiser ces résultats partiels avec la perception et la connaissance des acteurs des filières.

Description des méthodes utilisées

Revue documentaire : RAMO2016.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : des entretiens ont été réalisés avec les référents en charge de l'animation et du suivi de la mise en œuvre de mesure du PDR afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des Types d'Opérations dans le cadre du Domaine Prioritaire 2B.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

/

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
-------------------	-------------------------------------	------	------------------------	-----------------------	-----------------------	-------------------------------------

Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (TO 2.1.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	2 725 097,50			OSIRIS (TO 6.1.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	3 300 228,63			OSIRIS (TO 6.1.1 + 6.1.2)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	53 003 676,00			OSIRIS (TO 6.1.1 + 6.1.2)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	135,00			OSIRIS (TO 6.1.1)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non				OSIRIS (TO 2.1.1)
Indicateur de résultat commun	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Moyenne d'âge des nouveaux exploitants	Non	28,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations (en 2014)	Oui	31%			OSIRIS MSA 2014
Indicateur de résultat supplémentaire	Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations pour des exploitants de moins de 40 ans (en 2014)	Oui	47%			OSIRIS MSA 2014
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations en zone défavorisée	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations Hors Cadre Familial	Non	38,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations en zone de montagne	Non				
Indicateur de contexte	C17 - Exploitations agricoles (fermes) - nombre total (2010)	Non	14 640,00			PDR / AGRESTE

commun	(No)					
Indicateur de contexte supplémentaire	Nombre de nouvelle installation en bio	Non	13,00			OSIRIS

7.e5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Concernant le calcul de R3/T5, la principale difficulté rencontrée est que le recensement du nombre d'exploitations agricoles a été effectué il y a déjà plus de 7 ans (2010).

De plus, il peut être noté que sur les 135 dossiers soldés, un dossier n'a pas d'indicateur renseigné sur la date d'installation, les installations HCF et zone de contrainte naturelle. Par conséquent, ce dossier a été exclu des analyses portant sur l'âge, les zones et types d'installations.

7.e6) Réponse à la question d'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PDR, il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation et résultats basés sur les sources de données programmées au 31/12/2016. Ces valeurs apportent des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR. Ces valeurs sont symbolisées par (*) dans la réponse ci-dessous.

1. Bilan de mise en œuvre du dispositif

L'activité agricole en Limousin occupe la moitié de l'espace régional et représente 5,8% de l'emploi. La stratégie de développement rural limousine a été pensée de manière à favoriser le renouvellement générationnel, afin de contrer la déprise du secteur agricole.

Compte-tenu du niveau de paiement significatif contribuant de manière principale au DP2B, il a été décidé d'intégrer et de valoriser les analyses ne portant uniquement sur des dossiers soldés. A ce titre, dans le cadre de la réponse à la question évaluative n°5, est analysé le dispositif DJA.

TO 0612 Prêts Bonifiés

Une modification visant à supprimer les prêts bonifiés (TO 0612) a été lancée au niveau national en 2016 étant donné le manque d'attractivité du dispositif pour les jeunes agriculteurs lié à la faiblesse des taux du marché applicables aux prêts bonifiés et au changement des conditions réglementaires. La lourdeur administrative disproportionnée par rapport à la faible attractivité du dispositif va conduire à une suppression du dispositif. De fait, la conclusion sera que ce dispositif n'a pas participé significativement à l'entrée d'exploitants agricoles dans le secteur de l'agriculture et au renouvellement des générations.

TO 0611 Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2016, 496 dossiers ont été programmés au titre du TO0611 et 858 dossiers programmés au titre du TO0612.

Au 31/12/2016, la valeur de l'indicateur de résultat R3_T5 est de 0,92%. Si ce chiffre peut paraître en deçà de la valeur cible 2023 (8,13%), le calcul de l'indicateur sur les valeurs programmées est plus encourageant. En effet, en partant des valeurs programmées, R1 atteint 3,39%*.

Le taux de paiement au 31/12/2016 est de 10,87%. Cela est dû à un retard de paiement de la part de l'ASP : uniquement 135 dossiers portant sur le TO0611 (2 089 038 € de fonds FEADER) ont été réalisés complets au titre des contributions au Domaine Prioritaire 2B, à la date du 31 Décembre 2016.

TO 0211 Aide à l'obtention de services de conseil

Le TO 0211 portant sur le conseil aux agriculteurs n'a pas été lancé. En effet, plusieurs éléments freinent le lancement de ce dispositif. Les difficultés inhérentes à la mise en place de marchés publics font du TO 0211 un dispositif lourd à mettre en place et l'Autorité de Gestion n'a toujours pas trouvé de procédure permettant de rendre ce dispositif efficient et en capacité d'atteindre les objectifs de réalisations. Pour rappel, le dispositif conseil vise à accompagner un public agricole dans l'optique de favoriser les conditions d'installations des nouveaux entrants en fournissant des recommandations sur la mise en œuvre du projet de l'exploitant ou des pistes d'évolution sur des sujets spécifiques à forts enjeux tels que l'agro-écologie.

1. Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés de manière qualifiée dans le secteur agricole.

Le renouvellement des générations est un enjeu prioritaire en Limousin. En 2010, plus de 59% des agriculteurs limousins avaient entre 40 et 59 ans[1].

Nous constatons que les installés bénéficiaires de la DJA en Limousin tendent à être aussi jeunes que tous les bénéficiaires confondus de cette même tranche d'âge (59% des bénéficiaires de la DJA ont entre 18 et 30 ans contre 58% sur l'ensemble des nouveaux installés de moins de 40 ans) et cela démontre une dynamique zeste renouvellement. En effet, plus les nouveaux installés entrent tôt dans le secteur agricole, plus le nombre d'années de leur activité dans le secteur agricole est élevé. Sur les 197[2] nouvelles installations de jeunes agriculteurs en 2014 avec ou sans DJA, plus de 47% ont bénéficié de la DJA. Par conséquent, les interventions du PDR, par l'intégration de jeunes agriculteurs de moins de 30 ans, favorisent le renouvellement générationnel en contrebalançant le nombre élevé d'agriculteurs de plus de 60 ans (20,87%[3] en 2010), et donc proche de la retraite.

Les interventions du PDR sont, sur les trois premières années de programmation, intervenues en faveur du renouvellement générationnel, en participant à l'entrée dans le secteur agricole d'exploitants de moins de 30 ans.

1. Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.

Le nombre d'exploitations en Limousin diminue au niveau régional (-22% du nombre d'exploitations entre 2000 et 2010[4]) La DJA est un dispositif incitatif qui vise à lutter contre la déprise agricole. Composée d'une DJA de base, dont le montant dépend de la zone d'installation (plaine, zone défavorisée simple ou

montagne) et de majorations en fonction du profil et du projet du candidat, la DJA vise à revitaliser des territoires où l'activité agricole constitue un point d'ancrage économique.

En 2010 le nombre d'installations non aidées était majoritaire, avec une forte proportion d'installations réalisées après 40 ans (100 à 120 par an dont 20 à 25 transferts entre époux). En 2014, 31%[5] des nouveaux installés ont bénéficié de la DJA, taux ramené à 47%[6] lorsque seuls les nouveaux installés de moins de 40 ans sont pris en compte. Par conséquent, les interventions du PDR ont participé à la dynamique d'installations, donc à la lutte contre la déprise.

La lutte contre la déprise agricole passe par plusieurs éléments. Tout d'abord, plus les installations sont tardives, moins elles sont pérennes, comme le montre le taux d'arrêt d'activité inférieur à 15% pour les moins de 40 ans alors qu'il est de 57% pour les exploitants de plus de 50 ans[7], le facteur âge est donc important dans la lutte contre la déprise. La moyenne d'âge est proche de 28 ans au moment de l'installation. Une différence peut être observée entre jeunes agriculteurs et jeunes agricultrices : ces dernières tendent à s'installer plus tard que leurs homologues masculins (âge médian de 32 ans contre 26 ans). Par conséquent, il peut être affirmé que les interventions du PDR tendent à soutenir le renouvellement des générations par l'entrée de nouveaux installés de moins de 40 ans, mais cela est moins marquant pour les femmes que pour les hommes, ce qui peut être considéré comme problématique car ces dernières tendent à quitter le secteur agricole plus tôt que leur homologue masculin.

La pérennité des exploitations est liée à l'âge d'installation, mais il semblerait également que le dispositif DJA aide à la pérennité. En effet, un rapport de juillet 2013 montre que le taux de survie des exploitations bénéficiaires est de 94%. Il s'agira, sur l'évaluation ex post, de suivre ce taux de survie à n+7. Ce suivi n'étant réalisable qu'a posteriori de l'installation et après un certain nombre d'années, il ne peut être réalisé dans le cadre du RAMO2017, les installations étant trop récentes.

De plus, au vu du nombre important de chefs d'exploitations de plus de 50 ans, le risque porte sur la non-transmission des exploitations et donc une augmentation de la déprise agricole. S'il est possible de chiffrer le nombre d'installations Hors Cadre Familial à 28% sur 2014-2016, l'indicateur sur les efforts de reprise n'a été mis qu'en place en 2017, nous ne disposons donc pas de données pour cette période. Or, les installations Hors Cadre Familial participent à la lutte contre la déprise en permettant la reprise d'exploitations.

Pour finir, la lutte contre la déprise agricole passe également par le soutien aux agriculteurs en zone de contraintes naturelles. L'enjeu est d'inciter les jeunes agriculteurs à s'installer malgré des conditions difficiles au vu de la situation géographique de la SAU en Limousin. 99,8% de la SAU limousine est en zone de contraintes naturelles et de façon cohérente 100% des bénéficiaires de la DJA sont situés en zones défavorisées.

En moyenne un bénéficiaire de la DJA est soutenu à hauteur de :

- 24 128 € de contrepartie FEADER pour 17 870 € de dépenses publiques en zone de montagne
- 17 512 € de contrepartie FEADER pour 13 854 € de dépenses publiques en zone défavorisée
- 14 560 € de contrepartie FEADER et 11 648 € de dépenses publiques hors zone de contraintes naturelles

Pour résumer, les interventions du PDR ont participé à l'installation de jeunes actifs dans des zones à plus haut risque de déprise (montagne). Cependant, à ce stade de la mise en œuvre, il semble difficile d'analyser la pérennité des installations soutenues, installations qui participent au taux de renouvellement du secteur

agricole en Limousin.

[1] http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf_R7412RA02.pdf

[2] Données sources : MSA

[3] Sources Agreste 2010

[4] Sources Agreste

[5] Données sources : MSA

[6] Données sources : MSA

[7] Sources MSA fournies par l'AG

7.e7) Conclusions et recommandations

7.e7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 Les interventions du PDR sont, sur les trois premières années de programmation, intervenues en faveur du renouvellement générationnel, en participant à l'entrée dans le secteur agricole d'exploitants de moins de 30 ans

Recommandation:

R.1 La mise au point d'une procédure sécurisée par l'autorité de gestion pour la mise en œuvre de la mesure conseil devrait permettre d'améliorer les conditions d'installation des jeunes agriculteurs, et donc favoriser une dynamique déjà performante.

7.e7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 En soutenant une part importante des nouveaux installés de moins de 40 ans, le PDR contribue de manière majoritaire à l'installation de nouveaux agriculteurs de moins de 40 ans, et donc à la compensation des départs et à la lutte contre la déprise.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.f) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?

7.f1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

3.1.1 Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité

3.2. 1 Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

4.2. 1 Investissements dans les industries agroalimentaires.

16.4. 1 Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 3A :

Aucune mesures / sous mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 3A

7.f2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement		T25 : % d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement		Typologie de filières d'IAA soutenues transformant des produits sous SIQO
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.		Nombre de certifications mises en place (achevées)
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.		Nombre de certifications mises en place (opérations programmées)
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.		Produits ayant fait l'objet de soutien à la promotion
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.		Typologie de productions certifiées

La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.		Typologie de support de promotion
---	--	-----------------------------------

7.f3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Parmi les mesures contribuant au DP 3A, au 31/12/2016, seul le TO 0311 présente des dossiers achevés et payés. La méthode quantitative de calcul des indicateurs communs de résultat ne portera que sur les données du TO 0311. La base de données des opérations réalisées, achevées et soldées a été traitée et fournie par l'AG sur les données suivantes : nombre d'opérations achevées et soldées, total FEADER, total de la DPT.

En revanche, dû au nombre d'opérations programmées et de la disponibilité de la donnée, il est intéressant d'analyser la QE selon un angle quantitatif en recroisant les données de réalisation des opérations achevées et soldées et les données de programmation des TO 0311, 0321 et 0421. En ce qui concerne les données de programmation, la base de données des opérations programmées au 31/12/2016 a été fournie par l'AG sur les données suivantes : maquette FEADER, nombre de dossier programmé, FEADER programmé. Les autres données de programmation : montant des investissements, répartition par filière sont issues des tableaux de suivi de programmation fourni par les référents des dispositifs.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du ratio (en %) suivant = **O4/X**

O4 = Nombre d'exploitations/de bénéficiaires ayant reçu une aide sur la durée de programmation au titre de la mesure 3 (sous mesure 3.1 "aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité" + O9: Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien au titre de la mesure 9 mise en place de groupements et d'organisations de producteurs" + O9: Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien au titre de la mesure 16 "Coopération" (seulement la sous mesure 16.4 "aide à la coopération horizontale et verticale entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement")

X = Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Au vu du faible nombre de dossiers soldés, il a été décidé de coupler l'analyse quantitative à une analyse

plus qualitative, afin de mieux rendre compte de la dynamique des dispositifs fléchés sur le DP3A pour les TO 0311, 0321 et 0421. Pour ces différents TO, des entretiens qualitatifs semi-directifs ont été réalisés avec les référents, une analyse des appels à projet et grille de sélection, ainsi qu'une analyse qualitative des opérations programmées (typologie de soutien, intitulé des opérations).

Description des méthodes utilisées

Recherche d'informations qualitatives au sein des dossiers programmés.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP3A.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

/

7.f4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	96 102,89			OSIRIS (Sous-mesures 3.1 + 3.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (Sous-mesure 4.2)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non				OSIRIS (Sous-mesure 4.2)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00			OSIRIS (Sous-mesure 4.2)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	264,00			OSIRIS (Sous-mesure 3.1)
Indicateur de résultat commun	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine	Oui	1.8%			

	prioritaire 3A)					
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de productions certifiées	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de certifications mises en place (achevées)	Non	264,00			Données fournies par l'autorité de gestion
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de support de promotion	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	T25 : % d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de certifications mises en place (opérations programmées)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Produits ayant fait l'objet de soutien à la promotion	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de filières d'IAA soutenues transformant des produits sous SIQO	Non	6,00			Données fournies par l'autorité de gestion

7.f5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les résultats exposés dans la réponse évaluative ont été calculés par l'évaluateur et non par l'Autorité de Gestion, sur un périmètre, exposé précédemment dans la méthode, qui peut donc légèrement différer avec les autres sections du RAMO. Une légère différence pourra donc exister entre les données fournies dans les autres sections du RAMO et la réponse à la question évaluative, mais cela ne devrait pas contredire les résultats obtenus. Nous rappelons ici que les analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations. Ces données livrent des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.f6) Réponse à la question d'évaluation

La sous mesure 3.1 comptabilise des opérations achevées (soldées) permettant le calcul de certaines valeurs des indicateurs communs de réalisation.

Les autres sous-mesures qui présentent des contributions principales au DP 3A ne comptabilisent pas d'opérations achevées (soldées). Dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre

du PDR, il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs et de réalisation, basés sur les sources de données programmées au 31/12/2016. Ces valeurs apporteront des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR. Ces valeurs sont symbolisées par (*) dans la réponse ci-dessous :

1. Bilan de mise en œuvre

T.O 0311 Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité.

Au 31/12/2016, 325 opérations ont été programmées pour un montant total FEADER programmé de 98 098,58€ soit 22% (programmée) de la maquette.

Au 31/12/2016, 264 opérations ont été achevées et soldées pour un montant FEADER de 60 543€ et une DPT de 96 102€.

La valeur cible de l'indicateur commun R4 – T6 « % d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien pour la participation à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts (...) » est de 1,80%, pour une valeur cible à 2023 fixées à 4,55%. L'atteinte de cette cible avec les opérations achevées soldées peut paraître en faible.

En revanche, la valeur de cet indicateur avec les opérations programmées est de 2,2%, soit la moitié de la valeur cible de 2023 à mi programmation.

Il convient de préciser que les conditions d'éligibilité d'une aide à la certification bio peuvent expliquer entre autres cette faible proportion d'exploitations bénéficiaires. En effet, le dossier de demande doit être déposé avant la certification qui se fait souvent de façon automatique en début d'année, les exploitants n'ont donc pas toujours l'automatisme de déposer leur dossier de demande d'aide en amont.

TO 0321 Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur

Au 31/12/2016, 6 opérations sont programmées sur le dispositif d'aide aux activités d'information et de promotion pour un montant programmé de 704 690, 30€ de FEADER, soit 21% de la maquette totale FEADER prévue.

TO 042 1 Investissements dans les industries agroalimentaires.

Au 31/12/2016, 6 opérations ont été programmées pour une contrepartie FEADER programmée de 2 010 628,50€, soit un taux de programmation de 33%. Le montant des investissements programmé est de 13 096 863€, soit une moyenne de 2 182 810€ d'investissement par opération.

TO 1641 : Coopération pour le développement des circuits d'approvisionnement courts ou de proximité.

Aucun dossier n'a été programmé sur ce TO au 31/12/2016. Un appel à projet est prévu pour Juin 2017.

II. Réponses au critère de jugement

- **La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.**

Le Limousin est une région leader dans les systèmes de qualité des productions. Plus du tiers des exploitations de la région a au moins une production commercialisée sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO), avec une proportion montant à 46% pour les grandes cultures[1]. Le développement de systèmes de qualité répond au besoin 12 identifié dans le PDR " Concevoir une chaîne alimentaire

valorisant mieux les ressources locales et adossée à des circuits courts et de proximité " mais également au besoin 17 " Renforcer les liens entre le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire ". Les actions prévues à mi-parcours dans ce domaine prioritaire vont contribuer à créer de la valeur ajoutée pour les produits sous signe de qualité des producteurs primaires par le soutien à la certification et à la promotion des produits de filières groupées.

Le TO 0311 poursuit l'objectif de favoriser la participation des agriculteurs à des systèmes qualité de type IGP, AOP, AOC, Label Rouge ou encore Agriculture Biologique (AB). A l'échelle de la région en 2010, 147 exploitations pratiquaient l'agriculture biologique sur un total de 14 640 exploitations, soit 1%. Les signes de qualité sont, eux, très présents en Limousin : 45% des exploitations moyennes ou grandes sont concernées et les Labels rouges sont deux fois plus présents en bovins viande et trois fois plus présents en élevage hors-sol qu'au niveau national.

Le calcul de l'indicateur R4-T6 permet de montrer qu'un total de 1,8%* des exploitations agricoles en région ont bénéficié d'un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs. Cet indicateur est ciblé à hauteur de 4,55% en 2023. Cet indicateur devra aussi tenir compte des exploitations soutenues au titre du TO 1641.

Les rapports des commissions permanentes pour l'année 2016 fournissent des informations sur 48 bénéficiaires de l'aide à la certification biologique, soit un échantillon de 14,7% du total des bénéficiaires du TO. La filière bovine y tient une place importante, avec 12 bénéficiaires y étant rattachés (soit 25%), ce qui s'explique par l'importance de la filière bovine dans les SIQO en Limousin. La forte présence de la filière bovine est due à son importance au niveau régional et n'est pas une orientation stratégique de l'autorité de gestion.

Cette « montée en gamme » de la production agricole devrait favoriser sa valorisation et augmenter sa valeur ajoutée ainsi qu'une augmentation des débouchés commerciaux, favorisée par un effet de différenciation dû à la distinction qu'offre le signe de qualité. A ce stade, l'analyse de la valeur ajoutée créée n'a pas pu être analysée.

L'action du PDR tend à insérer les exploitations bénéficiaires dans une démarche qualité, garantie de valorisation de la production agricole. Cependant, précisons qu'il est encore trop tôt pour mesurer l'augmentation effective de la valeur ajoutée des produits.

Le TO 0321 vise à soutenir le développement des productions de qualité (produits labélisés, AOP,...) et de nouveaux produits et est complémentaire avec les actions en faveur de la participation des agriculteurs à des systèmes qualité susmentionnés. Ce sont 4 filières majeures de production du Limousin qui ont été soutenues au travers de ce TO, à savoir la pomme du Limousin, la viande bovine, la viande ovine, et la châtaigne. Notons que parmi les critères de sélection figure la volonté de favoriser les produits sous SIQO depuis moins de 3 ans, c'est-à-dire d'encourager la valorisation de produits nouvellement estampillés d'un label qualité.

L'objectif de promotion de ces productions afin de développer leur notoriété est assuré par le déploiement d'outils de promotion et de communication divers : documents de prospection, sites internet, campagne presse,... Les actions sur le terrain sont très présentes, avec la participation des groupements de producteurs à des événements de promotion spécifiques à leurs filières (Rando pomme du Limousin, salon de l'agriculture de Bordeaux, salon de l'élevage de Brive-la-Gaillarde,...) permettant de donner une visibilité supplémentaire aux produits. Notons qu'en termes de zone géographique de déploiement, les actions de promotion se concentrent sur le territoire néo-aquitain malgré quelques déplacements de la filière bovine

hors région.

Les cibles des stratégies déployées sont multiples : consommateurs, professionnels, grand public,.... Les objectifs affichés des outils déployés sont d'ordres qualitatif et quantitatif : le premier objectif est d'augmenter le nombre de visiteurs, de participants aux événements ainsi que d'augmenter le nombre de supports de communication distribués, le second objectif, notamment pour la filière bovine sous SIQO et les pommes AOP, est d'augmenter le volume de production labellisé. **Cette double approche permet d'assurer la notoriété des produits, en augmentant leur visibilité et en promouvant la démarche qualité, favorisant ainsi l'acte d'achat.**

- **La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, de transformation et d'approvisionnement.**

La structure de l'économie agroalimentaire limousine est marquée par l'importance de petits établissements (267 en 2010), représentant 11% des établissements de l'industrie manufacturière régionale et 16% des effectifs contre respectivement 9 et 15% au niveau national. Le secteur est également marqué par un écart en termes de chiffres d'affaires à l'exportation comparé au niveau national : 6% contre 19% au niveau national. L'amélioration des processus de production, de transformation et d'approvisionnement constitue donc un levier potentiel de croissance important, qui permet de répondre au besoin 17 du PDR " Renforcer les liens entre le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire ".

Sur les 6 opérations programmées pour le TO 0421, 4 l'ont été en 2015 et 2 en 2016. L'ensemble des dossiers programmés ont activé le critère de sélection SIQO, montrant qu'ils s'insèrent dans une démarche qualité, facteur d'amélioration des processus de production et de transformation de la production agricole. Chaque dossier est orienté vers une filière différente, ne permettant pas d'effectuer une analyse ventilée par filière (fromagerie, fabrication pain et pâtisserie, pommes, abattoir, produits alimentaires AB et champignon et légumes surgelés). Rappelons que l'obtention du SIQO est conditionnée à l'importance des produits de qualité dans le chiffre d'affaires de l'exploitation, ces produits devant représenter au moins 50% du chiffre d'affaires de l'entreprise. Ces 6 opérations, dotées d'un montant de FEADER de 2 010 628€, mobilisent 13 096 863€ d'investissements. Ce sont donc des investissements conséquents montrant une réelle volonté d'améliorer qualitativement l'outil de production et de transformation.

L'analyse sur le TO 0421 étant réalisée uniquement sur 6 opérations programmées (représentant 33% de la maquette), il ne saurait en être déduits des enseignements définitifs. Par ailleurs, l'analyse du TO 1641 constituera un apport substantiel à l'analyse, or aucun dossier n'a été programmé sur ce TO.

Le TO 0421 participe donc à l'amélioration des processus de production, en soutenant des actions d'investissements d'ampleur, permettant d'avoir un fort impact sur les processus de production, de transformation et d'approvisionnement.

[1] Source : Agreste – Recensement agricole 2010.

7.f7) Conclusions et recommandations

7.f7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 : L'action du PDR, au travers d'une stratégie de soutien à la production de qualité et de sa promotion, contribue à augmenter la notoriété de la production agricole limousine. Cependant, précisons qu'il est encore trop tôt pour mesurer l'augmentation effective de la valeur ajoutée des produits.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandation particulière

7.f7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 : En contribuant à l'amélioration des processus de production afin de participer à la montée en gamme des produits sous signe de qualité, le PDR contribue à la compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire limousine.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandation particulière

7.g) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.h) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?

7.h1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

O0711. Elaboration des DOCOB NATURA 2000

O0761. Contrats NATURA 2000

O0763. Animation des MAEC

O0764. Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

O0766. Animation Natura 2000

M10. Agroenvironnement - climat

1211. Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

M13. Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

O0311. Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires

O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

O0441. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

M11. Agriculture biologique (CAB et MAB)

7.h2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages.		% des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier		Nombre de sites animés

dans les zones à enjeu (N2000...)		
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)	R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)		% Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A) ayant contractualisé au titre des MAEC
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)		Surface bio
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)		T26. Nombre de contrats Natura 2000 forestiers

7.h3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le taux de paiement intéressants des mesures ICHN (M13) et MAEC (M10) permet de réaliser une analyse quantitative sur les dossiers soldés. Au 31/12/2016, les campagnes ICHN 2014 et 2015 ont été payées.

En revanche, l'absence de dossiers soldés sur le TO 0761 ne permet pas de calculer une valeur à l'indicateur cible de substitution T8, T26 « Nombre de contrats Natura 2000 forestiers »

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul de l'indicateur de résultat « R7_T9 % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ ou la préservation des paysages » :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant:

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et la préservation des paysages (M10, M11, M12)

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) sur le territoire du PDR

Si cela est justifié, les superficies sous contrat de gestion qui s'adressent à plus d'un des domaines prioritaires devrait être comptabilisé pour les cibles de chacun des domaines prioritaires.

Superficies : si des opérations de dispositifs différents sont réalisées sur la même zone pour le même domaine prioritaire, le double compte n'est pas autorisé.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données. En effet, suite à des problèmes d'instrumentation,

seules les campagnes 2014 MAEC et ICHN 2014 et 2015 ont été payées. Les analyses ICHN porteront sur ces 2 campagnes. A noter qu'à ce stade des travaux, les données de la campagne ICHN 2015 portent uniquement sur des données de paiement. Les données de surface n'ayant pas été transférées à l'AG lors de l'écriture du RAMO 2017, celles-ci n'ont pas pu être analysées.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Il convient d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation et de paiement. Les analyses qualitatives permettront également de caractériser les projets programmés et leur impact possible sur la biodiversité, notamment en ce qui concerne l'ICHN.

Description des méthodes utilisées

Revue documentaire : Les résultats de l'évaluation Ex-Post du PDRH 2007-2013 ont été mobilisés.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents en charge de l'animation des mesures afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP4A.

7.h4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	9 488 717,05			ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M12)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	61 273 353,52			ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	66 439 852,95			ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M07)

Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M11)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non				OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				OSIRIS (Sous-mesure 4.4)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 10.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 11.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 11.2)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 12.1)
Indicateur de résultat commun	R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	% Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A) ayant contractualisé au titre des MAEC	Oui	8.4%			
Indicateur de résultat supplémentaire	% des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN	Oui	46.74%			ODR
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de sites animés	Non	36,00			Données de suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Surface bio	Non	0,00			ODR
Indicateur de résultat	T26. Nombre de contrats Natura 2000 forestiers	Non				

supplémentaire						
----------------	--	--	--	--	--	--

7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

Le calendrier de paiement des MAEC est en fort décalage suite à la mise en place très tardive de l'outil informatique.

7.h6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

Dispositifs présentant une contribution principale au domaine prioritaire 4A.

TO 0711. Elaboration et révision des DOCOB

Au 31/12/2016, ce TO n'a pas fait l'objet de programmation.

TO 0761. Investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites NATURA 2000

Au 31/12/2016, ce TO n'a pas fait l'objet de programmation.

TO 0763. Animation des MAEC

Au 31/12/2016, ce sont 11 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 367 214,88 €, représentant 49% de la maquette.

TO 00764. Favoriser et développer les actions de sensibilisation à la protection de l'environnement en faveur de tous publics

Aucune opération n'est soldée ou programmée.

TO 00766. Animation Natura 2000

Au 31/12/2016, ce sont 23 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 595 623,06 €, représentant 32% de la maquette. Aucun paiement n'a encore été effectué sur ce dispositif depuis le démarrage de la programmation faute d'instrumentation disponible. Ce retard devient de plus en plus problématique pour les structures porteuses des animations et tend à freiner les dynamiques et capacité

d'animation des sites.

M10. Agroenvironnement - climat

Au 31/12/2016, 580 mesures ont été soldées pour un montant total de FEADER de 775 403 €.

M12 :

Le fait de ne pas avoir activé la M12 est un élément positif. En effet, les dispositifs de la M12 ne sont activés que par voie réglementaire, par avis préfectoral, lorsque la contractualisation des surfaces MAEC devient obligatoire. Il est donc normal qu'il n'y ait ni programmation ni paiement sur ces dispositifs au 31/12/2016.

M13. Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

Au 31/12/2016, les deux campagnes 2014 et 2015 ICHN ont été payées selon la répartition suivante :

- Campagne 2014, 7449 opérations, pour un total de dépenses publiques soldées de 95 188 048.06€.
- Campagne 2015, 7543 opérations pour un total de dépenses publiques soldées de 80 090 151.93€

La valeur de l'indicateur de réalisation : Total des dépenses publiques de la mesure 13 est de 474 217 507€. Au 31/12/2016, les campagnes 2014 et 2015 ICHN représentent 36.96% de la valeur de cet indicateur.

Le zonage a été sanctuarisé jusqu'en 2018. Les négociations sur sa révision sont en cours, pouvant déboucher sur une réduction des espaces concernés, notamment les espaces "piémont".

Dispositif présentant une contribution secondaire au domaine prioritaire 4A

O0311. Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires

Au 31/12/2016, ce sont 325 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 98 098,58 €. De plus, 264 opérations ont été soldées pour un montant total de FEADER de 60 543,78 €, représentant 14% de la maquette.

O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

Au 31/12/2016, ce sont 846 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 23 691 041,12 €. De plus, 50 opérations ont été soldées pour un montant total de FEADER de 633 580,18 €, représentant 1,91% de la maquette.

O0441. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

Au 31/12/2016, ce sont 36 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 167 750,50 €. De plus, 2 opérations ont été soldées pour un montant total de FEADER de 3 314,41 €, représentant 1% de la maquette.

L'objectif de ce TO est l'amélioration de la gestion de l'eau. Au vu du faible nombre de projets réalisés, il est difficile d'évaluer l'impact de ce TO sur la biodiversité à titre secondaire.

M11. Agriculture biologique (CAB et MAB)

Suite à des problèmes d'instrumentation ISIS, ce dispositif n'a pu être lancé en Limousin.

II. Analyse par critère de jugement

a. Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)

NATURA2000 :

Le réseau Natura 2000 participe au maintien de la biodiversité des milieux. 36 sites, représentant 6,1% de la surface régionale (104 429 ha), sont classés en zone Natura 2000[1].

La typologie des sites protégés est la suivante :

- 3 sites sont couverts par la Directive Oiseaux. Il peut être noté que 55% de la surface concernée est forestière (48 000 ha sur 87 466 ha). 1 site est situé en Corrèze, 1 en Creuse et le troisième est situé en zone interdépartementale.
- 33 sites sont couverts par la Directive Habitats. Cette directive permet, entre autres, de préserver des landes, tourbières et des animaux tels que la loutre, le saumon, les chauves-souris et les écrevisses sur environ 37 200 ha, soit 2,2% du territoire régional. 14 sites, pour une surface de 18 780 ha, sont situés en Corrèze, 6 en Creuse (4 048 ha) et 7 en Haute-Vienne, (2 002 ha). De plus, 6 sites sont situés en zone interdépartementale.

Le TO 0711 soutient l'élaboration et la révision des Documents d'Objectifs des sites Natura2000 (DOCOB). Sur ce début de programmation, aucune opération n'a été programmée, de fait aucun nouveau DOCOB n'a été élaboré.

L'animation des DOCOB (TO 0766) est portée et réalisée par des structures référentes en matière d'enjeux environnementaux du territoire Limousin :

- 5 sites sont animés par des animateurs issus d'un Parc Naturel Régional (PNR)
- Le Conservatoire d'Espaces Naturels (CNL) est chargé de l'animation de 12 sites.
- D'autres acteurs tels que le Groupe Mammalogique et Herpétologique Limousin (GMHL), le Centre

départemental Jeunes Agriculteurs (CDJA), le centre national de la propriété forestière (CNPf) sont chargés de l'animation de plusieurs sites (3 pour le GMHL, 2 pour la CDJA et 2 pour le CNPF).

- Les autres animateurs[2] Limousin ont en charge l'animation d'un site unique.

Par son soutien à l'animation des sites NATURA 2000, le PDR aide les actions visant à la sensibilisation et au maintien de la biodiversité en Limousin. A ce stade de la programmation, les retards de paiement de ce TO ont freiné la dynamique d'animation. Les structures d'animation se réorganisent afin d'assurer un minimum d'actions telles que des mises à jour de cartographie, des actions de sensibilisation, des signatures de chartes de propriétaires forestiers, des interventions locales auprès des DDT pour exposer les incidences N2000, des chantiers bénévoles. Les réunions annuelles des animateurs[3] des sites NATURA2000 sont une bonne pratique permettant l'échange d'expérience, d'apporter une vision régionale de l'animation Natura2000. Il peut être noté que les sites NATURA 2000 sont « sanctuarisés », de fait, la contractualisation de sites NATURA 2000 et leur animation jouent sur le maintien de la biodiversité. Cependant, le non-paiement des actions programmées ne permet pas à ce stade de la programmation d'apporter d'éléments sur l'évaluation des effets de l'animation sur la préservation de la biodiversité au travers des dispositifs.

Au titre du TO 0311 de soutien à la certification, ce dispositif soutient en grande majorité les certifications Bio et peut ainsi avoir des effets secondaires sur le maintien et la préservation de la biodiversité. A ce stade de la programmation, cette analyse, faute de données de réalisation, n'a pas pu être menée. Par ailleurs, cet effet devra se mesurer à moyen terme. Nous suggérons que cette analyse des effets secondaires du TO 0311 porte davantage sur la préservation de l'eau au titre du DP 4B qui est un élément prépondérant des cahiers des charges des certifications bio.

MAEC :

Une MAEC est la combinaison de plusieurs engagements unitaires. Au total, ce sont 580 mesures qui ont été souscrites sur 13 territoires. Les contractualisations représentent 3 847,85 hectares, soit moins de 8,40% des terres agricoles (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A), pour un montant de 720 415 € de FEADER. De plus, 45 698 ml, pour 36 080 € de FEADER, sont également contractualisés. Pour finir 5 834 U ont été contractualisées.

Il peut être noté que les MAEC, sur le territoire Limousin, concourent à deux enjeux principaux :

- L'enjeu Natura 2000 : 580 mesures, représentant 3 816 ha, 5 834 U et 45 868 mL contractualisés pour un montant total de FEADER de 5 834 795 €, sont fléchées sur l'enjeu Natura2000.
- L'enjeu Biodiversité : 3 mesures visent à la préservation de la biodiversité sur 31,59 ha. Tous sont situés sur le territoire du PNR Millevaches Landes Sèches.

Les combinaisons d'engagement SOCLEH01 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 représente 19,55 % des engagements unitaires souscrits, suivi de l'engagement SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 (16,98 %). Les territoires mobilisant le plus de surface contractualisée sont les suivants[4] :

- LI_1105 : Landes et zones humides de la Haute-. Vézère (Corrèze)
- LI_2003 : PNR Millevaches (zone protection spéciale Oiseaux)

Pour conclure, au vu de la programmation au 31/12/2016, il semble difficile d'évaluer pleinement l'impact des interventions du PDR sur le maintien de la biodiversité. Cependant, il peut être noté que les dispositifs enclenchés (M07 et M10) visent directement à protéger des espaces à enjeux, donc de fait, contribuent à la préservation de la biodiversité en Limousin.

a. Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la

préservation des paysages.

ICHN :

Sur la campagne ICHN 2014, 7 449 exploitations, dont 91,5% en exploitations bovines, ont bénéficié de l'ICHN, soit 50,88% des exploitations limousines, pour un montant de 95 188 048 €. Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 407 764,96 ha, soit 46,74% de la SAU régionale. Il peut être noté que les bénéficiaires sont répartis de la façon suivante :

- 35,83% sont en zone de montagne. 146 698 ha sont ainsi primés grâce à l'ICHN, pour un montant de 27 672 380 €.
- Près de 30% des bénéficiaires sont en zone de piémont, pour une SAU primée de 119 551 ha et 9 756 002 € d'ICHN.
- 34,38% des bénéficiaires sont en zone défavorisée simple. Cela représente un montant ICHN de 10 165 641 € pour une surface primée de 141 514 ha.

Sur la campagne ICHN 2015, 7543 exploitations ont bénéficié de l'ICHN, soit 51.5% des exploitations limousines aidées pour un montant de 80 090 151.93€ Les exploitations sont réparties comme suit :

- 36.28% sont en zone de montagne, pour un montant ICHN de 38 754 859.49€
- 29.16% sont en zone de piémont, pour un montant ICHN de 19 276 061.09€
- 34.56% sont en zone défavorisée simple pour un montant ICHN de 22 059 231.35€

Les résultats de l'évaluation ex-post du PRDH portant sur le dispositif ICHN ont montré que les dispositifs ICHN et PHAE participent au maintien de l'occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe. En effet, l'ICHN, en permettant de diminuer l'écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l'ensemble des élevages, participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne.

PHAE :

3 629 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE en 2014 (seule année d'activation du dispositif), pour un montant de PHAE de 33 594 807,62 € et une surface de 455 068 ha.

La PHAE vise au maintien de surfaces en herbe gérées de manière extensive, par la mise en place des pratiques de gestion herbagères respectueuses de l'environnement. Les résultats de l'évaluation ex-post du PDRH menée au niveau national montrent que la PHAE (le cahier des charges n'ayant pas évolué entre les deux périodes 2007-2013 et 2014-200) participe au maintien des systèmes d'élevage herbagers, en particulier les plus extensifs et dont les pratiques en place répondent déjà au cahier des charges. La PHAE participe ainsi au maintien de surfaces en herbes gérées de manière extensive, favorables à la biodiversité, dans une logique de maintien des pratiques et de pérennisation des systèmes.

La mesure a été arrêtée en 2015. Deux dispositifs ont pris le relais à partir de cette date : une revalorisation du montant unitaire de l'ICHN d'une part, et la mise en œuvre de la MAEC SHP (systèmes herbagers et pastoraux).

Pour conclure, il est nécessaire de rappeler que l'analyse PDRH a conclu que le maintien des surfaces participait au maintien des paysages. Or, les dispositifs ICHN et pastoraux ont peu évolué depuis la dernière programmation, par conséquent il peut être estimé que les interventions du PDR contribuent, à ce stade de la

programmation, au maintien des surfaces herbagères, au travers de la M13 (ICHN).

[1] Toutes les données relatives à la surface des sites NATURA 2000 sont tirées du site du conservatoire Limousin : <http://www.conservatoirelimousin.com/natura-2000.html>

[2] Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement - Société pour l'Etude et la Protection des Oiseaux en Limousin - Syndicat intercommunal à vocation multiple - Fédération Départementale des Chasseurs - Office nationale des forêts

[3] <http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/reunion-annuelle-des-animateurs-des-sites-natura-a1778.html>

[4] Cf Annexe : Surface contractualisée par territoire

7.h7) Conclusions et recommandations

7.h7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

La concentration des enjeux MAEC fléchés sur le DP4A sont sur des zones à enjeux NATURA 2000 et biodiversité, donc en lien avec la préservation de la biodiversité

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.h7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

Les mesures d'aides surfaciques, par un système de compensation financière, permettent un maintien de l'activité agricole et semblent donc aider au maintien et à la création de milieux ouverts.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.i) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?

7.i1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- O0121. Soutien aux projets de démonstration et actions d'information
- O0441. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques
- O0762. Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables
- M10 (eau). Agroenvironnement - climat
- M11 Agriculture Biologique
- M12 Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau (

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4B :

Aucune mesure ne contribue à titre secondaire au DP 4B.

7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	
Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)		% Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé au titre des MAEC

7.i3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le taux de paiement intéressant des mesures MAEC (M10) permet de réaliser une analyse quantitative sur les dossiers soldés.

En revanche, les problèmes liés à l'instrumentation de l'outil de paiement ISIS ont enclenché des retards de programmation de la mesure 11, ne permettant pas une remontée des données de cette mesure pour l'analyse dans le cadre du RAMO 2017.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul de l'indicateur de résultat « R8_T10 % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à

améliorer la gestion de l'eau » :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant:

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (M10, M11, M12)

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données. En effet, suite à des problèmes d'instrumentation, seule la campagne 2014 MAEC a été payée.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Il convient d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation et de paiement. Les analyses qualitatives permettront également de caractériser les projets programmés et leur impact possible en matière de l'amélioration qualitative de la gestion de l'eau et de sa qualité.

Description des méthodes utilisées

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP4B.

7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	66 439 852,95			ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	61 273 353,52			ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (TO121)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	4 419,22			OSIRIS (M04)

Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M07)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M12)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non				OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				OSISIR (Sous-mesure 4.4)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 10.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 12.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 13.2)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (Sous-mesure 13.1)
Indicateur de résultat commun	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Oui	0.44%			ISIS
Indicateur de résultat supplémentaire	% Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé au titre des MAEC	Oui	7.89%			ISIS
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	871 800,00			PDR
Indicateur de contexte supplémentaire	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau	Non	48 216,00			PDR

7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Le calendrier de paiement des MAEC est décalé étant donné les délais de la mise en place de l'outil informatique ISIS.

Suite à des problèmes d'instrumentation ISIS, entraînant des retards de paiements, les données ne porteront que sur les surfaces payées en 2014. Les éléments de surface en agriculture bio sont celles issues de l'ODR

en 2016 (campagne 2015).

Par ailleurs, nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.i6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

TO0121. Soutien aux projets de démonstration et actions d'information :

Au 31/12/2016, ce sont 4 opérations qui ont été programmées sur le DP4B pour un montant total de FEADER de 413 285 €.

TO0441. Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques

Au 31/12/2016, ce sont 36 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 167 750,50€. Il peut être noté que ce TO est intégré au PCAE et que la sélection des projets s'effectue sur une grille de sélection commune aux TO 411 – 412 et 441. Cette option de le coupler au PCAE permet d'apporter un soutien à la fois complémentaire et répondant de façon plus globale aux projets de développement de l'agriculteur. En revanche, l'actuelle grille de sélection du PCAE semble plus adaptée aux investissements productifs que non productifs. Les principaux co-financeurs de ce dispositif sont les Agences de l'Eau, à hauteur de 41 320 € pour les 36 opérations programmées. Il peut être noté que le niveau d'investissement est plafonné (plafond éligible à 3 000 € contre 10 000 € pour les investissements productifs).

TO O0762. Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables

Aucune opération n'a été programmée sur ce TO au 31/12/2016. Ceci s'explique par les retards d'instrumentation OSIRIS et l'absence de priorité sur ce dispositif. En revanche, le référent du TO a souligné que les potentiels projets de ce TO nécessitent des enveloppes importantes et de fait, la programmation et la consommation de l'enveloppe devraient pouvoir s'accélérer rapidement.

M10. Agroenvironnement - climat

Au 31/12/2016, 461 opérations ont été soldées pour un montant total de FEADER de 915 304 €.

M11 : Agriculture Biologique

Au 31/12/2016, étant donné les retards d'instrumentation ISIS, la mesure 11 n'a pas pu être programmée.

TO 1211. Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

Le fait de ne pas avoir activée la M12 est un élément positif. En effet, les dispositifs de la M12 ne sont activés que par voie réglementaire, par avis préfectoral, lorsque la contractualisation des surfaces MAEC devient obligatoire. Il est donc normal qu'il n'y ait ni programmation ni paiement sur ces dispositifs au 31/12/2016.

II. Analyse par critère de jugement

- a. Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)**

MAEC

Une MAEC est la combinaison de plusieurs engagements unitaires. Au total, ce sont 461 mesures qui ont été souscrites sur 3 territoires. Les contractualisations représentent 3847,85 hectares, soit 7,98% des terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau pour un montant de 720 415 € de FEADER. De plus, 45 698 ml, pour 36 080 € de FEADER, sont également contractualisés. Pour finir 11 U ont été contractualisées.

La combinaison d'engagement unitaire SOCLEH01 HERBE_03 (absence totale de fertilisation minérale et organique) représente environ 16% des mesures souscrites, la combinaison d'engagements SOCLEH01 HERBE_02 (limitation de la fertilisation minérale et organique) environ 17% des mesures souscrites.

L'évaluation ex-post PDRH a mis en avant que les contractualisations des MAET étaient vraiment ciblées vers les zones des captages prioritaires. Cela semble correspondre au fait que les contractualisations DCE ne se soient réalisées que sur un nombre restreint de territoire. En effet, les surfaces contractualisées se trouvent principalement sur trois territoires :

- LI_SEBR (Sédelle Brézentine)
- LI_BVGA (Bassin Versant de la Gartempe)
- LI_MA23 (Martinats en Creuse)

De plus, l'évaluation ex-post PDRH met en avant que, si des évolutions de pratiques ont bien été perçues par les agriculteurs bénéficiaires, seuls 26% d'entre eux estiment que les aides les ont aidés à réduire leur usage d'engrais ou de phytosanitaires, contre 31% qui estiment le contraire. Le lien entre contractualisation et réduction des engrais semble donc difficilement appréciable à ce stade de la programmation.

PHAE :

L'évaluation ex post du PDRH 2007-2013 a mis en évidence que la PHAE participait à la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement, notamment à une gestion plus économe des intrants.

3 629 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE en 2014 (seule année d'activation du dispositif), pour un montant de PHAE de 33 594 807,62 € et une surface de 455 068 ha. La mesure a été arrêtée en 2015.

Deux dispositifs ont pris le relais à partir de cette date : une revalorisation du montant unitaire de l'ICHN d'une part, et la mise en œuvre de la MAEC SHP (systèmes herbagers et pastoraux).

A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer pleinement le soutien du PDR dans l'amélioration de la gestion de l'eau, notamment au vu du manque de données sur la M11 (Agriculture Biologique). Il peut cependant être noté que l'évaluation ex-post PDRH a mis en évidence le lien entre PHAE et MAEC sur la gestion des intrants et l'amélioration de la qualité de l'eau.

a. Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau.

Les investissements non productifs (TO 0441) ont, dans la stratégie de développement rural limousine, un objectif d'amélioration de la gestion de l'eau. L'analyse des premiers dossiers de programmation met en avant le fait que ce dispositif soutient en majorité des aménagements de points d'abreuvement et des mises en défend des berges. A ce stade de la programmation, les données de réalisation de ces opérations n'étant pas disponibles, l'analyse des opérations en faveur de l'amélioration de la qualité de l'eau n'a pas pu être faite.

Les cahiers des charges de l'agriculture biologique favorisant la limitation d'intrants, il est pertinent d'identifier en quoi la mise en œuvre du PDR sur le DP 4B favorise le développement de l'agriculture biologique et par conséquent, peut contribuer au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau. Au titre du soutien aux actions d'information et de démonstration, 4 opérations ont été programmées sur la thématique de l'agriculture biologique. Sur les 4 dossiers, deux portent sur la filière fruit (un sur la framboise, un sur la pomme et la châtaigne), un sur l'élevage bovin et une opération concerne les acteurs limousins de l'agriculture biologique. Par conséquent, des actions d'informations sur cette thématique peuvent potentiellement amener à un développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau. Par ailleurs, la future mise en œuvre de la Mesure 11 sera intéressante à analyser en matière d'opérations soutenues et de retour des exploitants sur les pratiques qui ont évoluées depuis leur conversion en Bio ou leur maintien.

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre, au vu du faible nombre de dossiers programmés sur les TO 0441 et TO 0121. Une étude approfondie sera réalisée lors du RAMO 2019 et de l'évaluation EX POST.

7.i7) Conclusions et recommandations

7.i7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

ce stade de la mise en œuvre, les surfaces contractualisées MAEC sur l'enjeu DCE sont restreintes

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.i7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

A ce stade de la mise en œuvre, il est difficile d'évaluer le soutien du PDR au maintien et au développement de pratiques favorables de la qualité de l'eau.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.j) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?

7.j1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

Aucune mesure ne contribue directement à ce domaine prioritaire, l'enjeu d'érosion des sols n'ayant pas été considéré comme prioritaire sur le territoire Limousin.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4C :

O0821. Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers

O0831. Prévention des catastrophes naturelles

O0841. Réparation des dommages naturels

O0851. Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

O0861. Soutien aux équipements d'exploitation forestière

M10 Agroenvironnement - climat

M11. Agriculture biologique (CAB et MAB)

1211. Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

M13. ICHN - Cadrage national

7.j2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La gestion des sols s'est améliorée	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	
La gestion des sols s'est améliorée		% terres agricoles sous contrat de gestion ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols au titre des MAEC

7.j3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Aucune mesure ne contribue directement à ce domaine prioritaire, l'enjeu d'érosion des sols n'ayant pas de caractère prioritaire sur le territoire Limousin. Néanmoins, les TO M10 et M13 ayant été fléchés en contribution secondaire et, au vu du nombre d'opérations soldées au titre de ces dispositifs, il est intéressant d'analyser les effets de ces dispositifs sur la gestion des sols.

Concernant les MAEC, certains engagements unitaires correspondent à des pratiques favorables à l'amélioration de la gestion des sols, notamment par la limitation de la fertilisation minérale et organique. Ainsi 47 combinaisons d'engagements unitaires ont été retenues comme permettant de lutter contre la gestion des sols, en accord avec les engagements fléchés sur le DP4C dans le tableau 11.4 « tableau montrant comment les mesures/régimes environnementaux sont programmés pour la réalisation d'un ou plusieurs objectifs environnementaux/climatiques » du PDR Limousin (p220). Ces combinaisons d'engagements unitaires sont relatives à l'EU HERBE.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul de l'indicateur de résultat « R10_T12 % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols » :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant:

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols (surfaces contractualisées au titre de la M10)

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

Calcul de l'indicateur additionnel « Pourcentage terres agricoles sous contrat de gestion ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols au titre des MAEC » :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant :

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols (surfaces contractualisées au titre de la M10 à titre secondaire)

Y = Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données. En effet, suite à des problèmes d'instrumentation, seules les campagnes 2014 MAEC et 2014 et 2015 ICHN ont été payées.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Il convient d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation et de paiement. Les analyses qualitatives permettront également de caractériser les projets programmés et leur impact possible sur la gestion des sols, notamment en ce qui concerne les MAEC et l'ICHN.

Description des méthodes utilisées

Revue documentaire : Les résultats de l'évaluation Ex-Post du PDRH 2007-2013 ont été mobilisés.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP4C.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

/

7.j4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M11)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (12.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (12.3)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	66 439 852,95			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (13.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				ISIS (M10 : Conservation des ressources génétiques)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	61 273 353,51			ISIS (13.2)
Indicateur de réalisation	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (12.3)

commun						
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (11.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (11.2)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (12.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (13.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				ISIS (13.2)
Indicateur de résultat commun	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	% terres agricoles sous contrat de gestion ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols au titre des MAEC	Oui	34.99%			ODR
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	871 800,00			PDR
Indicateur de contexte supplémentaire	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Non	25 195,00			PDR

7.j5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Le calendrier des MAEC est en fort décalage étant donné les délais de la mise en place de l'outil informatique de paiement ISIS. Les données ne porteront que sur les surfaces payées en 2014. En ce qui concerne les campagnes 2014 et 2015 ICHN, celles-ci ont été soldées, en revanche la donnée surfacique n'est à ce stade disponible que pour la campagne 2014.

7.j6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

Aucune mesure n'est fléchée à titre prioritaire sur le DP4C, il n'y a donc pas de bilan de mise en œuvre financier.

II - Analyse par critère de jugement

Les opérations ont contribué à l'amélioration de la gestion des sols.

MAEC

Aucune mesure ne contribue directement à ce domaine prioritaire, l'enjeu d'érosion des sols n'ayant pas été considéré comme prioritaire sur le territoire Limousin. Il faut tout de même noter que certains engagements unitaires MAEC correspondent à des pratiques favorables à l'amélioration de la gestion des sols, notamment par la limitation de la fertilisation minérale et organique, et à ce titre contribue secondairement à la gestion des sols.

Une MAEC est la combinaison de plusieurs engagements unitaires. Au total, ce sont 47 mesures qui ont été souscrites au titre de l'EU HERBE participant à l'amélioration de la gestion des sols. Les contractualisations représentent 8 814 hectares, soit 34,99% des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols à titre secondaire.

Les mesures souscrites portent, entre autres, sur le maintien des prairies avec limitation de fertilisation et absence de pâturage hivernal, la limitation de la fertilisation minérale ou encore sur le maintien des prairies de fonds avec pâturage extensif non hivernal et limitation de fertilisation. En limitant les intrants, les MAEC participent à l'amélioration de la gestion des sols.

PHAE :

L'évaluation PDRH 2007-2013 a mis en évidence que la PHAE participait à la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement et donc influait sur la gestion des sols.

3 629 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE en 2014 (seule année d'activation du dispositif), pour un montant de PHAE de 33 594 807,62 € (paiements au titre du DP4A) et une surface de 455 068 ha. La mesure a été arrêtée en 2015. Deux dispositifs ont pris le relais à partir de cette date : une revalorisation du montant unitaire de l'ICHN d'une part, et la mise en œuvre de la MAEC SHP (systèmes herbagers et pastoraux).

ICHN :

En 2014, 7 449 exploitations, dont 91,5% en exploitations bovines, ont bénéficié de l'ICHN, soit 50,88% des exploitations limousines, pour un montant de 95 188 048 € (paiements au titre du DP4A). Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 407 764,96 ha, soit 46,74% de la SAU régionale.

Sur la campagne ICHN 2015, 7543 exploitations ont bénéficié de l'ICHN, soit 51,5% des exploitations

limousines aidées pour un montant de 80 090 151.93€(paiements au titre du DP4A).

Si l'évaluation ex post PDRH a mis en avant que l'ICHN, par le maintien d'une activité d'élevage extensive pouvait potentiellement contribuer, via le maintien des surfaces en herbe, au maintien de la qualité des sols, il semble délicat, à ce stade de la programmation d'affirmer que le PDR Limousin a contribué fortement à la lutte contre l'érosion des sols.

Pour conclure, au vu de la programmation au 31/12/2016, il semble difficile d'évaluer pleinement le soutien du PDR dans l'amélioration de la gestion des sols à titre secondaire.

7.j7) Conclusions et recommandations

7.j7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 : A ce stade de la mise en œuvre, il est difficile d'évaluer le soutien du PDR à la prévention de l'érosion des sols, mais les mesures d'aides surfaciques semblent y contribuer, selon les résultats de l'évaluation ex post PDRH.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.k) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?

7.k1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contribution principale au DP5A.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5A :

- O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles
- O0432. Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau
- M10. Agroenvironnement – climat

7.k2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture		Montant des investissements publics et privés
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture		Nombre d'opérations en faveur de la gestion de l'utilisation eau au sein des opérations du TO 411
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture		Typologie des investissements soutenus
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)*	
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	

7.k3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Dû au nombre de dossiers achevés concernant le TO 411 et M10 et de la disponibilité des données, il est intéressant d'analyser la QE selon un angle quantitatif en recroisant les données de réalisation des opérations achevées et soldées et les données de programmation. La base de données des opérations réalisées, achevées et soldées a été traitée et fournie par l'AG sur les données suivantes : nombre d'opérations achevées et soldées, total FEADER, total de la DPT.

En ce qui concerne les données de programmation, la base de données des opérations programmées au 31/12/2016 a été fournie par l'AG sur les données suivantes : maquette FEADER, nombre de dossier programmé, FEADER programmé.

Les autres données de programmation : montant des investissements, répartition par filière sont issues des tableaux de suivi de programmation fourni par les référents des dispositifs.

b. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du ratio R12_T4 :

- Calcul du ratio (en %) suivant = Y/X

Y = Nombre d'hectares ayant basculés dans un système d'irrigation plus efficace au titre du PDR, (Indicateur O5 : superficie totale (ha) concerné par des investissements dans des systèmes d'irrigation plus efficace (mesure 4)).

+ Indicateur O5 : Superficie totale (ha) ayant basculé dans un système d'irrigation plus efficace par le biais d'actions de la mesure 10 (agroenvironnement climat) telles que la réduction des terres irriguées programmées dans le DP 5A.

X = Total des terres irriguées sur une année de base

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Pour le calcul du ratio R12_T14, les deux TO fléchés à titre secondaire ne fournissent pas la donnée nécessaire pour le calcul de cet indicateur :

- Les opérations achevées et soldées de la base de données OSIRIS n'indiquent pas le nombre d'hectare irrigué (O5) du TO 411 et ne distingue pas les investissements du TO 411 en faveur de l'irrigation
- Les opérations achevées et soldées des MAEt ne mobilisent pas l'EU IRRIG, grande culture, pertinent pour évaluer les superficies (O5)

A ce stade de la programmation la valeur des indicateurs n'a pas pu être calculée.

Méthodes qualitatives :

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Faute de données quantitatives disponibles, une analyse plus qualitative a été menée afin de mieux rendre compte de la dynamique des dispositifs fléchés en effet secondaire sur le DP5A.

b. Description des méthodes utilisées

Recherche d'informations qualitatives au sein des dossiers programmés.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO dans le cadre du DP5A.

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.k4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLAL incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	0,00					OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation supplémentaire	Superficie totale (ha) ayant basculé dans un système d'irrigation plus efficace par le biais d'actions de la mesure 10	Non	0,00					ISIS (M10)
Indicateur de résultat commun	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)*	Non						
Indicateur de résultat commun	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	Non						
Indicateur de résultat	Montant des investissements	Non						

supplémentaire	publics et privés							
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des investissements soutenus	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'opérations en faveur de la gestion de l'utilisation eau au sein des opérations du TO 411	Non						
Indicateur de contexte commun	C20 - Terres irriguées - total (2010) (ha)	Non	2 330,00					PDR

7.k5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.k6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

Précisons que les TO fléchés sur ce DP le sont en contribution secondaire.

O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

La dynamique de programmation sur ce TO se poursuit, avec 846 dossiers programmés, représentant 71,6% de la maquette, pour un montant FEADER programmé de 23 691 041 € et 62% du total des dossiers programmés sur le PCAE.

50 opérations sont soldées, représentant 2% de la maquette soit 1 005 683 € de DPT pour un montant d'investissement total public et privé de 2 134 737€ se détaillant de la manière suivante :

- 47 dossiers rattachés au Plan de Modernisation des Bâtiments d'élevage
- 2 dossiers rattachés au Plan Végétaux Environnement

O0432. Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau

Au 31/12/2016 aucune opération n'a été programmée sur ce T.O.

M10. Agroenvironnement – climat

Les MAEC n'ont pas été fléchées sur le DP 5A, l'EU IRRIG, grande culture n'étant pas ouvert sur le PDR Limousin, le suivi des MAEC au titre de l'utilisation efficace de l'eau ne semble pas à ce stade de la programmation possible.

II - Analyse par critères de jugement

Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture

La prédominance de la filière élevage en territoire Limousin et les enjeux climatiques (épisodes de sécheresse) nécessitent le soutien des exploitations d'élevage dans l'optimisation de la ressource eau. Le PDR Limousin a inscrit cet enjeu dans un objectif plus global d'accompagnement des exploitations d'élevage à la modernisation et développement de leur compétitivité. De fait, les TO de soutien à la modernisation des systèmes de production (0411 et 0432) peuvent avoir un effet indirect sur une meilleure optimisation et utilisation efficace de l'eau par les exploitations d'élevage. Les exploitants peuvent aussi favoriser leur changement de pratique sur le volet ressource eau via la contractualisation des MAEC – IRRIG. Cependant, cet engagement unitaire ne semble pas avoir été ouvert par le PDR Limousin, et il semble ainsi délicat à ce stade de la programmation d'être en capacité d'analyser des premières tendances des MAEC et MAEC sur l'utilisation efficace de l'eau.

Le TO 0432 n'ayant pas été à ce stade programmé et étant un TO impactant en matière d'irrigation, seule une analyse qualitative sur un échantillon d'opérations programmées au titre du TO 0411 a pu être menée. Cette analyse a été réalisée à partir de l'intitulé des opérations soutenues. Un critère de sélection est inscrit dans l'appel à projet PCAE « optimisation de la ressource en eau ». D'après notre première analyse qualitative, 14 projets à ce stade de la programmation prévoient la mise en place de système d'irrigation selon les caractéristiques suivantes :

- La majorité des projets concernent la production Bovin viande.
- Le montant total des investissements publics privés programmés est de plus de 1,2 millions d'euros
- Le montant d'aide FEADER programmé est de 517 667€

Les typologies d'investissement soutenus sont : système de récupération d'eau pluviale et pompe à eau pour abreuvement des animaux, acheminement eau d'un captage de parcelle, filtration d'eau avec pompe doseuse, forage, achat de matériel de pulvérisation

7.k7) Conclusions et recommandations

7.k7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1: Les MAEC n'ayant pas ouverte sur l'EU IRRIG, il est délicat d'identifier des effets sur les changements de pratiques en utilisation efficace de l'eau

Recommandation:

R.1 Supprimer cet effet secondaire de la DP 5A

*7.k7.b) Conclusion / Recommandation 2***Conclusion:**

C.2 : Les dispositifs de soutien à la compétitivité des exploitations, via la démarche PCAE mené par le PDR Limousin, soutiennent des investissements en faveur d'une optimisation de la gestion eau. En revanche, les économies générées en volume ne peuvent à ce stade être évaluées.

Recommandation:

R.2 Mieux cibler les opérations 411 en matière d'optimisation de la ressource eau dans les tableaux de suivi.

Suivre les données de volume d'eau avant et après investissement

7.l) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?

7.11) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- O0412. Maîtrise de l'énergie

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5A :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP5B.

7.12) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture	T15: total des investissements dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	
L'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires s'est développée	R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)*	
L'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires s'est développée		Analyse des critères de sélection Typologie d'investissement soutenue

7.13) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le nombre d'opérations soldées dans le cadre de la transition en 2014 au titre du TO 0412 va permettre de calculer l'indicateur de résultat T15. En revanche, la non disponibilité à ce stade de la donnée sur l'utilisation efficace de l'énergie ne permet pas de calculer la valeur de cet indicateur.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Seul l'indicateur T15 a pu être calculé sur les opérations achevées et soldées :

T15 = Total des investissements publics privés du TO 00412.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

La disponibilité de donnée au titre des opérations achevées et payées est intéressante à croiser avec les données qualitatives de suivi des opérations programmées, afin d'apporter des analyses de tendance sur le DP 5B.

Description des méthodes utilisées

Recherche d'informations qualitatives au cœur même des dossiers programmés et payés.

Analyse des critères de sélections et des thématiques choisies via les Appels à Projets.

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : des entretiens ont été réalisés avec les référents en charge de l'animation et du suivi de la mise en œuvre de mesure du PDR afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des Types d'Opérations dans le cadre du Domaine Prioritaire 5B.

7.14) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLAL incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non						OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non						OSIRIS (M04)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non						OSIRIS (Sous-mesures 4.1; 4.2 et 4.3)
Indicateur de résultat commun	R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)*	Non		0,00				
Indicateur de résultat commun	T15: total des investissements dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse des critères de sélection Typologie d'investissement	Non						

	soutenue							
--	----------	--	--	--	--	--	--	--

7.15) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Par ailleurs, nous rappelons ici qu'une partie des analyses du TO 0412 sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.16) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

Au 31/12/2016, 43 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 293 247 €.

21 dossiers sont soldés, pour un montant FEADER de 117 112€ et 887 524 € d'investissements privés et publics soldés. Ces opérations relèvent de la période de transition de 2014.

Sur les appels à projet 2015 et 2016, seules 12 opérations programmées ont pu être analysées de façon qualitative

II. Analyse des critères de jugements

a. Les interventions du PDR ont contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture

L'objectif du programme de développement rural sur la période 2014-2020 est d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et de limiter la consommation d'énergies fossiles dans les pratiques agricoles. Ce dispositif répond aux besoins 20 de l'analyse AFOM : « Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans le secteur agricole »

A ce stade de la mise en œuvre, il est encore difficile de mesurer les premiers impacts du TO 0412 sur l'utilisation efficace de l'énergie en agriculture. Cependant, les premières analyses des opérations soldées et de l'échantillon de projets programmés permettent de relever des tendances sur l'utilisation efficace de l'énergie. Dans un premier temps, il peut être noté que l'intégration du TO 0412 au sein du PCAE a permis une approche globale du besoin de modernisation de l'exploitant. De fait, le volet énergétique a pour certaines opérations été couplé au soutien du TO 0411. Par ailleurs, la grille de sélection inclue des critères portant sur l'analyse de l'efficacité énergétique du projet :

- Amélioration de l'autonomie alimentaire et énergétique
- Maîtrise de l'énergie

Concernant les filières soutenues au titre des opérations soldées :

- 12 projets (soit 57% des opérations soldées) concernent la filière bovin viande et bovin lait, pour un montant d'investissement de 497 786.03€, élément cohérent avec la prédominance de cette filière en Limousin.
- 4 opérations concernent la filière volaille pour un montant d'investissement de 313 963.50€

En matière de typologie d'investissements soutenus, les gains d'énergie et la recherche de l'efficacité sont notamment portés par des travaux d'isolation lors de construction neuve de bâtiment, achat de chaudière, chauffe-eau solaire, isolation couplée à des transferts avec pompe et pré-refroidisseur.

A ce stade de la programmation, il semblerait que les actions soutenues favorisent les investissements en faveur d'une meilleure utilisation de l'énergie. En revanche, faute de réalisation de projets sur les années 2015 et 2016, l'utilisation efficace de l'énergie n'a pas pu être mesurée. Les référents ont prévu dès 2017 de mettre en place un recueil systématique après investissement des données énergétiques auprès des exploitants aidés.

7.17) Conclusions et recommandations

7.17.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les actions soutenues favorisent les investissements en faveur d'une meilleure utilisation de l'énergie. En revanche, faute de réalisation de projets sur les années 2015 et 2016, l'utilisation efficace de l'énergie n'a pas pu être mesurée

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.m) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?

7.m1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- O0642. Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles
- O1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5C :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP5C.

7.m2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie	T16: total des investissements dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	
Les interventions du PDR ont contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie		Analyse des dossiers sélectionnés au titre du TO O0642
Les interventions du PDR ont contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bio économie	R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	R15 : Energie renouvelable produite à partir de projets bénéficiant d'un soutien

7.m3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : *(précisions apportées point 9 du WD)*

La non programmation au titre des 2 TO ayant des contributions principales au DP 5C ne permet pas d'appliquer de méthode quantitative pour répondre à cette question.

Ainsi, les deux indicateurs communs T16 et R15 ne pourront être calculés

Méthodes qualitatives :

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Des dossiers ont été déposés en 2015 et 2016 sur l'opération 0641 cofinancés par l'ADEME mais n'ont pas pu être cofinancés par le FEADER. Des opérations ont été sélectionnées. Les modalités d'instruction de ce TO se sont heurtées à une problématique d'application du taux fixe d'aide publique qui est détaillée dans la

section bilan de mise en œuvre, section 6. Faute de programmation, une analyse du potentiel des projets sélectionnés a cependant pu être réalisée.

b. Description des méthodes utilisées

Analyse des tableaux de suivi de la mise en œuvre du TO O0642 des opérations sélectionnées

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.m4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLAL incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					O1 : Total des dépenses publiques (1651)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	0,00					O2 : Total des investissements (en €) (publics et privés) (M06)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00					O3 : Nombre d'opérations (M06)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non						O3 : Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises/un soutien à l'investissement dans des activités non agricoles dans des zones rurales (6.4)
Indicateur de résultat commun	R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	Non						
Indicateur de résultat commun	T16: total des investissements dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse des dossiers sélectionnés au titre du TO O0642	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	R15 : Energie renouvelable produite à partir de projets bénéficiant d'un soutien	Non						

7.m5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Par ailleurs, nous rappelons ici que l'analyse des dispositifs est réalisée à partir de données et d'informations issues des données de suivi de sélection. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets programmés et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.m6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

TO 0642. Développement de la méthanisation à la ferme

Au 31/12/2016, 9 dossiers ont été retenus pour être cofinancés par la DREAL. Ce TO rencontre des difficultés de mise en œuvre liées aux taux fixe d'aide publique applicables aux opérations. En effet, le modèle économique des projets développés (rachat de l'électricité produite, ...) rend difficile l'application d'un taux fixe, et complexifie la mise en œuvre de ce dispositif. Le taux varie en fonction de la rentabilité du projet et ne peut donc être déterminé à l'avance. Aucun dossier n'a été programmé sur ce dispositif.

Pour autant, l'analyse des 9 dossiers sélectionnés permet d'apporter des premières tendances.

Un guide du porteur de projet pour le développement de la méthanisation a été édité en 2015 avec pour objectif d'identifier les principaux freins techniques, économiques, financiers et réglementaires ou encore d'acceptabilité sociale. Ce guide présente aussi des leviers et actions facilitatrices du développement de cette filière avec 9 fiches opérationnelles des différentes étapes pour définir et déployer un projet de méthanisation.

Les critères et conditions d'accès au dispositif de soutien sont les suivantes :

- Efficacité énergétique minimum annuel de l'installation de : 55 % pour la cogénération
- Taux de cultures énergétiques < 25 % du potentiel méthanogène des entrants
- Plus de 50 % du gisement maîtrisé

3 typologies d'investissement projets étaient éligibles :

- Installation de méthanisation avec valorisation produit par cogénération
- Installation de méthanisation avec valorisation chaleur, épuration/injection ou valorisation carburant type GNV
- Installation de méthanisation avec injection de biométhane sur le réseau Gaz naturel

Ces premiers éléments qualitatifs sur la mise en œuvre et le lancement du dispositif témoignent d'une réelle volonté régionale d'accompagner et de dynamiser la méthanisation à la ferme. Ces éléments sont cohérents avec les enjeux et les besoins identifiés au sein du PDR Limousin en matière d'énergie renouvelable : une volonté de développer les énergies renouvelables en favorisant la structuration de filière locale de production de bio matériaux et de valorisation de sous-produits. Cet objectif est d'ailleurs reflété dans le critère de sélection « plus de 50% du gisement maîtrisé ». La méthanisation est une technique intéressante

pour la gestion des déchets organiques puisqu'elle permet un double bénéfice de valorisation organique et énergétique.

Les 9 opérations sélectionnées présentent les caractéristiques suivantes :

- 2 projet dans la Haute Vienne, 5 projets en Corrèze, 2 projets dans la Creuse, une représentativité assez homogène des départements potentiellement ciblés par un ou plusieurs projets de méthanisation
- Les bénéficiaires sont exclusivement des SARL, SAS, GAEC, témoignant d'une volonté d'impliquer en premier lieu l'exploitant dans ces changements de pratiques
- Les montants des investissements représentent plus de 10,8 millions d'euros
- La puissance de cogénération prévisionnelle (sur 7 projets) est de 100kwh pour un projet, 135 kwh pour un projet, 250kwh pour 4 projets et 260kwh pour un projet
- Le bilan environnemental prévisionnel des 9 projets en économie de GES est de 5 339.5 tep CO2 évités

A ce stade, les 9 projets sélectionnés laissent présager de potentiels effets à venir sur l'utilisation des énergies renouvelables.

O1651. Coopération à des fins d'adaptation aux changements climatiques, ou projets environnementaux et des pratiques environnementales

Aucun dossier programmé

II. Analyse par critère de jugement

Aucun dossier n'a été programmé sur ce DP ne permettant pas d'apporter une analyse par critère de jugement.

7.m7) Conclusions et recommandations

7.m7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Le dispositif de soutien à la méthanisation a permis de sélectionner 9 projets qui laissent présager de potentiels effets sur l'utilisation des énergies renouvelables chez les exploitants.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.m7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

Les 9 opérations n'ont pas pu à ce stade être programmées étant donné les difficultés d'instruction concernant l'application d'un taux d'aide publique fixe, qui s'explique par le modèle économique atypique de ces projets.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.n) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?

7.n1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contribution principale au DP5D.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5D :

- O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles
- M10. Agroenvironnement - climat

7.n2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture	R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)	
Les interventions du PDR ont contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture	R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)	
Les interventions du PDR ont contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture		Nombre de projets par typologie d'investissements

7.n3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Dû au nombre de dossiers achevés concernant le TO 411 et la M10 – Volet MAEt de la disponibilité des données, il est intéressant d'analyser la QE selon un angle quantitatif en recroisant les données de réalisation des opérations achevées et soldées et les données de programmation. La base de données des opérations réalisées, achevées et soldées a été traitée et fournie par l'AG sur les données suivantes : nombre d'opérations achevées et soldées, total FEADER, total de la DPT.

En ce qui concerne les données de programmation, la base de données des opérations programmées au 31/12/2016 a été fournie par l'AG sur les données suivantes : maquette FEADER, nombre de dossier programmé, FEADER programmé.

Les autres données de programmation : montant des investissements, répartition par filière sont issues des

tableaux de suivi de programmation fourni par les référents des dispositifs.

Description des méthodes utilisées

Calcul de l'indicateur : R16_T17 : Pourcentage d'UGB (unités de gros bétail) concerné par les investissements dans la gestion du bétail visant à réduire les gaz à effet de serre (GES) et/ou les émissions d'ammoniac

Calcul du ratio X/Y avec :

X = 0.8: Nombre total d'UGB concerné par les investissements des exploitations agricoles visant à réduire les GES et/ou les émissions d'ammoniac, au titre de la mesure 4 (par exemple des investissements dans le traitement du lisier, le nombre d'UGB concerné par cet investissement sur l'exploitation)

Y = Total UGB sur une année de base

Calcul de l'indicateur : R17_T18 : Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou les émissions d'ammoniac

Calcul du ratio X/Y avec :

X = 0.5 : Superficie totale des terres agricoles sous contrats de gestion visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou les émissions d'ammoniac au titre du PDR, incluant les surfaces visant à réduire les émissions de GES et/ou d'ammoniac au titre de la mesure 10 (par exemple couverture végétale, culture dérobée, réduction de la fertilisation, extensification) programmé sous la DP 5D ou la priorité 4

Y = Total des terres agricoles sur une année de base

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Pour le calcul du ratio R17_T18, selon le tableau 11.4 du PDR Limousin, aucun engagement unitaire MAEt n'a été fléché au titre du DP 5D. L'indicateur n'a pas été calculé

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu des retards de paiement et de l'indisponibilité des données, les analyses portent également sur des éléments qualitatifs.

Description des méthodes utilisées

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents en charge de l'animation des TO fléchés sur le DP5D.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.n4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLAL incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de résultat commun	R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)	Oui	0.22%					
Indicateur de résultat commun	R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)	Oui						ISIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de projets par typologie d'investissements	Non						
Indicateur de contexte supplémentaire	Nombre total d'UGB sur une année de base	Non	869 710,00					PDR

7.n5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.n6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

O0411. Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles

La dynamique de programmation sur ce TO se poursuit, avec 846 dossiers programmés, représentant 71,6% de la maquette, pour un montant FEADER programmé de 23 691 041 et 62% du total des dossiers programmés sur le PCAE.

50 opérations soldées, représentant 2% de la maquette soldée soit 1 005 683 € de DPT pour un montant d'investissement total public et privé de 2 134 737€ se détaillant de la manière suivante :

- 47 dossiers rattachés au Plan de Modernisation des Bâtiments d'élevage
- 2 dossiers rattachés au Plan Végétaux Environnement

M10. Agroenvironnement - climat

Au titre des MAEC, aucun engagement unitaire n'a été fléché en 5D

II - Analyse par critère de jugement

Les interventions du PDR ont contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture

Les taux d'émission des GES sont plus élevés dans les régions d'élevage, notamment du fait des émissions de méthane (fermentation entérique et effluents d'animaux). Au vu de l'importance de la filière bovine en Limousin, il convient d'analyser en quoi les interventions du PDR ont contribué à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le T.O 4.1.1 permet de financer des investissements de matériels agricoles et notamment les constructions et équipements en lien avec la gestion des effluents d'élevage qui permet ainsi de limiter les émissions de NH3. Dans une région où l'élevage bovin représente plus de la moitié des exploitations agricoles, l'élevage bovin étant un des principaux émetteurs de ces gaz, le champ d'action en la matière est vaste. Il convient de rappeler qu'aucune commune sur le territoire limousin n'est soumise à la réglementation zones nitrate. La modernisation des élevages participe à la réduction des effluents des exploitations d'élevage qui répondent ainsi aux règlements sanitaires départemental ou ICPE. Dans ce contexte, le suivi de la gestion des effluents a été opéré au sein des opérations de modernisation des exploitations d'élevage au titre de construction neuve de stabulation ou de bâtiment d'élevage.

A ce titre, un des critères de sélection de l'appel à projet 0411 porte sur « l'amélioration de la gestion des effluents et de la fertilisation minérale » : l'exploitant déclare un niveau de gestion des effluents avant investissement, niveau qu'il devra redonner après réalisation de l'investissement. A noter que suite à la fusion des régions, un diagnostic spécifique de gestion des effluents est devenu obligatoire dans l'appel à projets 2017 pour les opérations soutenues au titre du TO 0411.

Une première analyse qualitative a été réalisée sur les opérations programmées via l'analyse des titres des

opérations soutenues concernant la construction de bâtiment neuf, de stabulation pour les filières d'élevage. D'après cette analyse, 178 dossiers programmés portent sur la construction de stabulation ou de bâtiment d'élevage.

Ainsi le PDR Limousin soutient les investissements suivants :

- Logement des animaux (extension, rénovation)
- Gestion des effluents (travaux et équipements fixes pour la gestion, le stockage, le traitement des effluents d'élevage).

A ce stade de la programmation et selon notre échantillon d'analyse, 0,22% d'UGB en Limousin sont concernées par des investissements dans la gestion du bétail visant à réduire les gaz à effet de serres et/ou les effets d'ammoniac. Cependant, à ce stade de la programmation, le TO 0411 du fait de données partielles et peu représentatives n'a pas d'effet significatif sur la rédaction des GES.

S'il n'est pas possible, au 31/12/2016, d'évaluer le soutien au PDR à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture, il peut être noté que l'Autorité de gestion a mis en place des outils de suivi permettant de tracer les effets du TO0411 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, via la gestion des effluents, dès 2017. Ces effets seront ainsi plus mesurables à moyen terme lors des prochaines évaluations.

7.n7) Conclusions et recommandations

7.n7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. : Aucun engagement unitaire MAEC n'a été fléché sur le DP5D.

Recommandation:

R.1. : Il conviendrait de flécher les effets des TO HERBE, COUVER et IRRIG sur le DP5D.

7.n7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 : A ce stade de la mise en œuvre, l'effet de réduction des émissions de GES et d'ammoniac n'est pas évaluable.

Recommandation:

R.2 : des outils de suivi de la gestion des effluents sur les soutiens aux investissements 0411 sont

actuellement en cours de déploiement et consolidation (diagnostic obligatoire avant – après investissement)

7.o) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

7.o1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- TO 0121. Soutien aux projets de démonstration et actions d'information
- TO 0431. Dessertes forestières
- TO 0821. Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers
- TO 0831. Prévention des catastrophes naturelles
- TO 0841. Réparation des dommages naturels
- TO 0851. Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts
- TO 0861. Soutien aux équipements d'exploitation forestière
- M10 : MAEC

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 5E :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne présente de contribution secondaire au DP5E

7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le maintien (voire le développement) de la surface forestière a participé à la conservation et à la séquestration du carbone	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	
Les interventions du PDR ont participé à la mise en place d'une gestion durable de la ressource forestière.		Kilomètres de route prévus (TO 0431)

7.o3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Certains dossiers forêt et MAEC sont soldés, ce qui permet de réaliser une analyse quantitative.

A noter que les dossiers considérés comme soldés sont ceux ressortant de l'extraction OSIRIS avec la combinaison de filtres suivante :

- Statut « réalisé complet » ou « soldé »
- Paiement > 80%

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et

additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du R20 _T19 : « pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone »

Calcul du ratio (en %) suivant = $\frac{O5}{X} * 100$

O5 = Superficie totale des terres agricoles et forestière sous contrats de gestion visant à favoriser la séquestration ou la conservation du Carbone au titre du PDR

X = Total des terres agricoles et forestières sur une année de base

Le TO O0821 n'ayant pas fait l'objet d'opérations soldées, achevées, la valeur cible de cet indicateur ne pourra être calculée.

Calcul du niveau de stockage carbone net (M10)

Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées : Nombre d'hectares contractualisés en engagements unitaires contribuant au DP5E*1000 (Moyenne de niveau de stockage net de carbone en kgC/ha/an, donnée issue de travaux de GreenGrass et CarboEurope)

Stockage kgeqCO2/ha/an des surfaces contractualisées : Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées * 3,67 (coefficient de conversion permettant de passer des kgC/ha/an à des kgeq/ha/an. Ce coefficient est égal au rapport des masses molaires : $44/12 = 3,666$)

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données.

De plus, en accord avec les engagements fléchés sur le DP5E dans le tableau 11.4 du PDR. Les combinaisons d'engagements unitaires retenues pour le calcul sont relatives aux MAEC système herbager et pastoral individuel et aux MAEC systèmes polyculture-élevage herbivore. Aucun engagement unitaire en 2014 n'a porté sur ce type d'opération. Par conséquent, le calcul du stockage carbone ne peut être calculé en 2017.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu des retards de paiement et de l'indisponibilité des données, les analyses portent également sur des éléments qualitatifs.

Description des méthodes utilisées

Revue documentaire : La littérature scientifique a été mobilisée afin d'alimenter l'analyse sur le rôle de séquestration du carbone de la prairie.

Entretiens semi-direct en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents

chargés de l'animation de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires sur l'impact des TO mobilisés dans le cadre du DP5E.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.04) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (M10)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (en €) (formations, échanges d'exploitations, démonstrations) (121)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (M02)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.4)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.4)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				O1 : Total des dépenses publiques (en €) (8.5)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non				O2 : Total des investissements (en €) (publics et privés) (M02)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				O3 : Nombre d'opérations (investissements améliorant la résilience et la valeur des écosystèmes forestiers) (8.5)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				O5 : Superficie (ha) concernée par l'aide versée au titre de l'agroenvironnement/du climat pour la séquestration du carbone (M10)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non				O5 : Superficie (ha) où des systèmes agroforestiers doivent être mis en place (8.2)
Indicateur de résultat	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la	Oui	0%			

commun	séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)					
Indicateur de résultat supplémentaire	Kilomètres de route prévus (TO 0431)	Non	9,20			en KM Données de suivi AG
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	871 800,00			PDR
Indicateur de contexte commun	C29 - Forêts et autres terres boisées (000) - total (2012) (1000 ha)	Non	569,00			PDR

7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Concernant l'indicateur de réalisation R20_T19 : « pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone » :

Les MAEt sont des surfaces contractualisées pour 1 an seulement. Or, les MAEc (post transition) sont des surfaces contractualisées pour 5 ans. Par conséquent, le calcul de l'indicateur de réalisation R20_T19 n'est valable que sur les données 2014.

Concernant les résultats de l'évaluation :

Quatre dispositifs forêts n'ont pas encore été lancés au 31/12/2016 et les données disponibles concernant les MAE se limitent aux MAEt (2014). Par conséquent, nous ne disposons que d'une vision partielle du soutien du PDR à la conservation et à la séquestration du carbone.

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.o6) Réponse à la question d'évaluation

Bilan de mise en œuvre du dispositif

Dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PDR, il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation et de résultats basés sur les sources de données programmées au 31/12/2016. Ces valeurs apportent des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR. Ces valeurs sont symbolisées par (*) dans la réponse ci-dessous.

I. Bilan de mise en œuvre

TO 0121. Soutien aux projets de démonstration et actions d'information

Au 31/12/2016, ce sont 4 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 46 078

€ représentant 45% de la maquette prévue sur ce DP.

TO 0431. Dessertes forestières

Au 31/12/2016, ce sont 25 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 477 048,13€, représentant 16% de la maquette fléchée sur ce TO.

TO 0861. Soutien aux équipements d'exploitation forestière

Au 31/12/2016, ce sont 23 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 1 004 007,69 €. De plus, 4 opérations ont été soldées pour un montant total de FEADER de 181 125 €, représentant 7% de la maquette.

M10 : MAEC

Aucun type d'opération ne correspond à ceux fléchés sur le DP5E dans le cadre des MAE.

Certains TO n'ont pas été lancés suite à un problème d'instrumentation OSIRIS. Les priorités de la Région se sont concentrées sur les dispositifs d'investissements (TO 0431 et TO 0861) et la fusion des Régions a suspendu la mise en œuvre des autres dispositifs. En effet, il a été jugé plus pertinent d'attendre pour le lancement de ces TO la stabilisation de ces différents éléments de contexte, notamment afin de permettre une bonne coordination avec les partenaires :

- O0821. Entretien des systèmes agroforestiers et installation des systèmes agroforestiers
- O0831. Prévention des catastrophes naturelles
- O0851. Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des forêts

Le TO O0841. Réparation des dommages naturels, n'a pas fait l'objet de programmation étant donné que ce TO n'est mobilisable que lors de catastrophes naturelles.

II. Analyse par critère de jugement

a. Le PDR a soutenu les actions de conservation et de séquestration du carbone par le maintien (voire le développement) de la surface forestière.

L'objectif du programme de développement rural Limousin sur la période 2014-2020 est d'améliorer et de renouveler les peuplements forestiers, de favoriser la mobilisation du bois, d'éviter la spécialisation des systèmes agricoles, et de maintenir les systèmes de production valorisant la production d'herbe.

A noter que les MAE participent à la gestion des prairies. Les dispositifs visant à préserver la biodiversité (DP4A) portant principalement sur l'entretien, le maintien et la conservation des prairies et surfaces en herbes, cela a un impact direct sur la séquestration de carbone. En effet, les travaux menés à grande échelle dans le cadre des projets européens GreenGrass et CarboEurope, dont les résultats sont repris par l'Institut de l'Élevage, montrent que les prairies constituent des puits nets pour le stockage du carbone, stockant entre 500 et 1200 kgC/ha/an, selon les modalités de gestion (chargement animal, mode d'utilisation, fertilisation). En moyenne, les niveaux de stockage net de carbone se situent autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO₂/ha/an. Cependant, il n'y a pas eu de d'opérations réalisées pour les types d'opérations MAE fléchés sur le DP5E (à savoir MAEC système herbager et pastoral et MAEC système polyculture-élevage herbivore) en ce début de programmation. Par conséquent, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact des

MAE sur la séquestration carbone, il peut juste être noté que les études évoquées ci-dessus mettent en avant le lien entre gestion des prairies (MAE) et conservation du carbone.

A ce stade de la mise en œuvre, au vu du peu d'opérations soldées, il est délicat d'affirmer que le PDR a participé au soutien des actions de conservation et de séquestration du carbone par le maintien de la surface forestière.

a. Les interventions du PDR ont participé à la mise en place d'une gestion durable de la ressource forestière.

Ce critère de jugement est difficilement appréciable à ce stade de la mise en œuvre. Nous ne disposons pas d'assez de recul pour savoir si les projets ont réellement permis une gestion plus durable de la forêt. Une étude approfondie sera réalisée lors du RAMO 2019 et de l'EX POST.

Cependant, quelques éléments, concourant dans le sens d'une gestion plus durable, peuvent être relevés :

- Au titre du TO 0121, les 4 opérations programmées ont pour objectif de diffuser des informations et de mettre en place des journées de démonstrations (journées terrain sur des parcelles) auprès des propriétaires forestiers privés et gestionnaires de forêts sur des thématiques environnementales et de gestion durable des forêts telles que « limiter la vulnérabilité des forêts » ou « la forêt face aux changements climatiques ». Certaines approches et formats innovants peuvent être soulignés dans les opérations programmées : intervention d'un climatologue de Météo France, présentation d'outil d'aide à la décision pour une meilleure gestion des forêts (sylvofutur), mise en place de parcelles de démonstration.
- L'objectif du TO 0431 (dessertes forestières) est de favoriser l'accès à la ressource afin de permettre une gestion durable des forêts. Au 31/12/2016, 4,56 km de route ont été réalisés, 4,64 km de route ont été prévus et il est prévu de créer 8 places de dépôt.
- Les projets sélectionnés au titre du TO 0861, relatif aux équipements d'exploitation forestière, doivent répondre obligatoirement au critère de sélection « projet réduisant l'impact sur l'environnement ». Il peut être noté que la grille de sélection a été travaillée via une étude de mécanisation du FCBA, afin de la rendre plus pertinente.

7.o7) Conclusions et recommandations

7.o7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

A ce stade de la mise en œuvre, il est difficile d'évaluer le soutien du PDR aux actions de conservation et séquestration du carbone.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.o7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

Les TO (MAE) herbe ne sont pas fléchés sur ce DP

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.o7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

Les interventions du PDR à ce stade de la programmation contribuent à la mise en œuvre de pratiques qui potentiellement favoriseront une gestion durable de la ressource forestière.

Recommandation:

R.3 : Pas de recommandations particulières

7.p) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?

7.p1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- O0641. Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles
- O0741. Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6B :

- O1911. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement
- O1921. Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement
- O1931. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL
- O1941. Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

7.p2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
L'emploi a été maintenu / s'est développé dans les zones rurales	R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	
L'emploi a été maintenu / s'est développé dans les zones rurales		Analyse des stratégies des GAL en faveur de l'emploi
L'emploi a été maintenu / s'est développé dans les zones rurales		Concentration de l'action déployée sur des zones géographiques spécifiques.
L'emploi a été maintenu / s'est développé dans les zones rurales		Degré de prise en compte de la donnée "emploi" dans les critères de sélection des dossiers.
Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales.		Diversification économique des bénéficiaires avec l'aide du PDR

7.p3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

En raison de l'absence de programmation sur un des T.O fléchés sur ce DP (TO 0641), ainsi que du faible nombre de dossiers sur le TO 0741, il a été fait le choix de valoriser des données qualitatives. L'impact quantitatif sera donc très limité d'autant plus que la majorité des effets ne sont mesurables qu'à long terme (ex : effet LEADER sur le développement rural, les projets des GAL ne sont pas réalisés au 31/12/2016 et sont par ailleurs fléchés en contribution secondaire sur le DP 6A).

Des entretiens ont été réalisés avec les référents de mesure afin d'obtenir des informations complémentaires

sur l'impact des TO dans le cadre du DP6A.

b. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Concernant le calcul de l'indicateur R21-T20 emplois créés dans les projets soutenus, l'absence de réalisation des deux opérations programmées sur le TO 0741 ne permet pas de calculer cet indicateur.

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

a. Raisons de l'utilisation de la méthode

En raison de l'absence de programmation sur un des TO fléchés sur ce DP, (TO 0641) ainsi que du faible nombre de dossiers sur le TO 0741, il a été fait le choix de valoriser des données qualitatives (caractéristiques des projets, priorités développées, critères de sélection...).

b. Description des méthodes utilisées

- Entretien avec les animateurs des dispositifs
- Analyse des dossiers programmés et conventions LEADER

c. Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.p4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M06)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M07)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non				OSIRIS (M06)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				OSIRIS (M07)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non				OSIRIS (Sous-mesure 6.4)
Indicateur de résultat commun	R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	Non				

Indicateur de résultat supplémentaire	Degré de prise en compte de la donnée "emploi" dans les critères de sélection des dossiers.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Concentration de l'action déployée sur des zones géographiques spécifiques.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse des stratégies des GAL en faveur de l'emploi	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Diversification économique des bénéficiaires avec l'aide du PDR	Non				Information qualitative

7.p5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les résultats exposés dans la réponse évaluative ont été calculés par l'évaluateur et non par l'Autorité de Gestion, sur un périmètre, exposé précédemment dans la méthode, qui peut donc légèrement différer avec les autres sections du RAMO. Une légère différence pourra donc exister entre les données fournies dans les autres sections du RAMO et la réponse à la question évaluative, mais cela ne devrait pas contredire les résultats obtenus. Nous rappelons ici que les analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisation. Ces données permettent de donner des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.p6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre

O0641. Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles

Aucune programmation sur ce TO au 31/12/2016.

O0741. Augmenter la dynamique d'installation de projets économiques

Au 31/12/2016, ce sont 2 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 142 061,65 € représentant 14% de la maquette. Le principe d'intervention de ce TO est basé sur la substitution des acteurs privés par des porteurs de projet publics si leur action est absente sur le territoire. Le dépôt de la demande de financements est effectué généralement par les mairies, principaux porteurs de projets sur ce TO et dans tous les cas par des structures publiques.

M19 :

Au 31/12/2016, ce sont 11 GAL qui ont été conventionnés, couvrant une population de 536 987 habitants et une enveloppe FEADER attribuée à LEADER de 30,7 millions d'euros.

O1911. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, le TO 1911 soutient les nouveaux GAL sélectionnés qui ont besoin d'un appui pour la préparation de leur candidature LEADER. L'enveloppe FEADER allouée est de 30 000 euros avec un plafond de 10 000 € par territoire. Seul deux GAL ont déposé un dossier de demande sur ce TO.

O1921. Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement

L'enveloppe totale consacrée à la mise en œuvre des projets des stratégies des GAL s'élève à 25,2 millions d'euros, soit 82% de l'enveloppe totale de la M19.

Les 3 thématiques prioritaires régionales sont :

- * La montée en débit : accompagnement au développement des infrastructures, numériques de proximité, ainsi qu'au développement des usages. Il s'agit d'un thème obligatoire à toutes les candidatures LEADER.
- * Le développement de la culture, des sports, des patrimoines et du tourisme (activités et équipements).
- * L'approche innovation territoriale sur les thématiques privilégiées des politiques territoriales : filières du bien vieillir, économie sociale et solidaire, économie verte, adaptation au changement climatique (projets de méthanisation notamment), stratégies alimentaires territoriales, maintien et accueil de populations et d'activités, démarche territoriale emploi et formation, politique des temps, égalité femme-homme.

O1931. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL

L'autorité de gestion a pris le parti d'allouer une enveloppe globale de 500 000€ FEADER pour la préparation et la mise en œuvre des projets de coopération pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés.

O1941. Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

L'autorité de gestion a pris le parti d'allouer une enveloppe globale de 5 000 000 € FEADER au soutien et à l'animation des stratégies locales de développement pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés.

II. Analyse par critère de jugement

• Les interventions du PDR ont permis de maintenir/développer l'emploi dans les zones rurales

L'emploi est un enjeu majeur en termes de lutte contre la perte d'attractivité des territoires ruraux, de dynamisation de la vie économique, de la cohésion sociale et de lutte contre la déprise démographique qui caractérise les zones rurales limousines. L'approche développée par le PDR en la matière présente deux dimensions complémentaires : d'un côté, des actions déployées en faveur du maintien et de la création de l'emploi en tant que tel au travers du TO 0641, et de l'autre la volonté de créer un cadre favorable à la création d'emplois en agissant sur l'attractivité des territoires par le TO 0741. Les actions des GAL viennent en complément de ces deux dynamiques. Ces derniers, bien que fléchés en contribution secondaire, accordent une place prépondérante à l'enjeu de l'emploi et en font un facteur d'attractivité du territoire. Ces actions prévues permettent de répondre au besoin 5 « Promouvoir un tissu rural « viable, vivable et équitable » maillé de pôles structurants », au besoin 6 "Conforter un regain démographique", au besoin 9 "Valoriser l'organisation de territoires de projet pour le développement des zones rurales ", au besoin 13 " Renforcer la dynamique de la création/transmission des exploitations agricoles" du PDR Limousin.

Le TO 0641 contribue au maintien et au développement de l'emploi dans les zones rurales en contribuant à la mise en place d'activités non agricoles, c'est-à-dire en développant de nouvelles activités sur le territoire, synonymes de dynamisme. Les critères de sélection établis par le PDR sur ce TO intègrent la question de l'emploi. Parmi ces critères figurent celui du potentiel de création d'emplois de l'opération soutenue ainsi que du potentiel de cette même opération en termes de maintien des emplois déjà existants. A ce stade, aucune sélection n'a encore été effectuée.

Le TO 0741 vise à soutenir des actions permettant de créer des conditions favorables au maintien de la population rurale et à l'installation de nouvelles populations porteuses d'activités économiques afin de faire face au défi du déclin démographique dans les zones rurales limousines. Pour ce faire, le PDR a défini un ensemble de critères de sélection permettant de cibler géographiquement et thématiquement le soutien accordé.

Au niveau géographique, la proximité avec le centre-bourg est un critère mis en avant, avec une attribution des points variant selon l'éloignement du projet par rapport au centre-bourg.

Ensuite, au niveau thématique, une pondération est effectuée selon la nature de l'activité, montrant la prise en compte des enjeux spécifiques auxquels font face les territoires ruraux limousins : les activités de bâtiments (1 point), les services aux particuliers (2 points) et l'offre de services alimentaires (3 points) constituent les thématiques principales. Par ailleurs, le développement d'une approche multi-services, mise en avant par le PDR, permet de maximiser l'effet des investissements effectués, en concentrant les services fournis à un point précis (poste, alimentaire...).

Ainsi la sélection des opérations du TO 0741 semble favoriser la structuration de l'offre de services de la population en zone rurale. Bien que l'objectif de ce TO soit le développement de l'emploi en zone rurale, précisons cependant qu'en égard au nombre réduit d'opérations soutenues (2), la masse critique nécessaire pour constater un effet tangible n'est pas encore atteinte.

Au titre de la mesure 19 LEADER, l'attractivité des territoires est notamment abordée au sein des stratégies des GALs par le biais du développement touristique facteur de développement de l'emploi. Ce développement touristique portera à la fois sur l'amélioration des services au client, la valorisation des ressources locales, l'amélioration des infrastructures touristiques (patrimoines, hébergement, culturelles...). La valorisation touristique du territoire est également un facteur de promotion de ce dernier auprès de nouvelles populations. Cette dimension est largement intégrée au sein des stratégies déployées par les GAL.

Par exemple :

- GAL PALOMA, Fiche 2 "Qualifier l'offre d'activités et de prestations touristiques en vue de l'adapter aux attentes des clientèles". (551 600€) • GAL SOCLe , Fiche 4 " Promotion du territoire et structuration touristique. (293 808 €)
- GAL Monts et Barrages, Fiche 6 : Structurer le projet touristique territorial. (200 000€)
- Le GAL du Pays de Tulle Vézère Monédières (TVM), Fiche 2 "Favoriser le développement de l'itinérance culturelle, touristique, patrimoniale, sportive, et de loisirs sur le territoire" (409 934€) fait mention de l'aménagement et d'équipement de sites (patrimoniaux, de loisirs, nature,...).

Par ailleurs, peut être cité comme facteur de développement de l'emploi, la requalification des centres-bourgs ainsi que la restructuration du territoire autour de nouvelles activités économiques..

- Le GAL PALOMA, Fiche 5 "Encourager les dynamiques commerciales en centre-bourg" (310 500€)

mentionne la qualification des centres-bourgs et la requalification des devantures commerciales comme objectif à la fois pour favoriser l'accès aux services des populations mais également dans une logique de valorisation touristique, en permettant le retour d'une activité commerciale.

- Le GAL du Territoire Ouest Corrèzien (TOC), fiche 2 "Conforter et dynamiser le développement équilibré du territoire et notamment des activités économiques" (663 234€) mentionne notamment l'objectif de soutenir les investissements renforçant le maillage des équipements et des services à la population (construction ou requalification de bâtiments, acquisition d'équipements neufs et installation)

A ce stade de la programmation, les opérations programmées et prévues au sein des stratégies des GAL semblent favoriser la structuration de services en faveur d'un maintien et d'une potentielle attractivité de population. Cependant, l'évaluation des impacts sur l'emploi de ces dispositifs ne peut être réalisée à ce stade.

- **Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales.**

Les micros et petites entreprises constituent la base du tissu industriel limousin et sont également les principales pourvoyeuses d'emplois. Leur développement permet de renforcer l'attractivité des territoires en ayant un effet positif tant sur le développement de l'emploi sur le territoire que sur le renforcement de l'offre de services, facteurs d'attractivité du territoire. Ces TO mobilisés par le PDR permettent notamment de répondre au besoin 24 identifié dans le PDR : "Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois"

Le TO 0741 a pour but de promouvoir le développement dans les zones rurales et de contribuer au renforcement des résultats économiques des micro et petites entreprises, garants de leur pérennité sur le territoire. Pour ce faire ce dispositif soutient la dynamique d'installation de projets économiques (commerces, bar-restaurants,) répondant aux critères de sélection susmentionnés. Par exemple, le PDR permet le soutien à l'acquisition et à l'installation de matériel nécessaire à la poursuite ou au développement d'une activité économique structurante pour la vie économique et sociale d'un territoire rural (bar-restaurant,). En soutenant l'accès des commerçants, chefs de micro-entreprises, à de nouveaux équipements, le PDR contribue à les insérer dans une dynamique positive de développement de leurs activités, pouvant mener à la création d'emplois sur le territoire et à l'accroissement de leurs revenus. Précisons que l'évolution des résultats des entreprises soutenues n'est pas évaluable du fait de l'absence de données de réalisation à ce sujet.

Les critères de sélection des projets sur le TO 0641 mentionnent explicitement l'importance de la dimension innovante du projet soutenu, avec le double objectif d'augmenter la valeur ajoutée des entreprises mais également de participer à la diversification de leur activité économique. Pour pouvoir diversifier leurs activités, les entreprises doivent pouvoir mettre au point de nouveaux procédés innovants afin de créer de l'activité et de se maintenir face à la concurrence des autres entreprises du même secteur. L'innovation est donc à la fois un facteur de développement, de production de valeur ajoutée, et de diversification des revenus des micros et petites entreprises, l'innovation étant par définition nouvelle, elle permet le développement de l'activité et l'augmentation des revenus. Cependant, l'absence de programmation sur ce TO ne permet pas de démontrer sa contribution aux objectifs du PDR.

7.p7) Conclusions et recommandations

7.p7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

A ce stade de la programmation, les opérations prévues au sein des stratégies des GAL semblent favoriser la structuration de services en faveur d'un maintien et d'une potentielle attractivité de population. Cependant, l'évaluation des impacts sur l'emploi de ces dispositifs ne peut être analysée à ce stade.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.p7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

En contribuant à la diversification et au renforcement des activités des entreprises, le PDR semble favoriser la pérennité d'activité sur le territoire, potentiellement facteur de maintien et de développement de l'emploi en zone rurale.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.q) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?

7.q1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- TO0742. Accroître l'offre de services
- TO0743. Améliorer les services de santé sur les territoires ruraux
- TO0765. Valorisation du patrimoine culturel des territoires ruraux
- TO1671. Coopération dans le développement rural forestier
- TO1911. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement
- TO1921. Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement
- TO1931. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL
- TO1941. Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6B :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne présente de contribution secondaire à ce domaine prioritaire.

7.q2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs	R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs	R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs		Composition des comités de programmation GAL, partenariat public-privé
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de		Degré d'intégration de l'innovation dans les stratégies des GAL.

lourdeur / surcoûts significatifs		
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs		Degré de prise en compte de l'évaluation par les GAL.
Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre.); sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs		Territoire et population concernés par l'action des GAL.
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations	R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations	R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations		Adéquation entre les besoins exprimés par les habitants et les projets prévus.
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations		Typologie d'investissements prévus.
L'offre numérique et leurs usages se sont développés améliorant les services à la population		Typologie d'investissements prévus dans le développement de l'offre numérique et les usages

7.q3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : *(précisions apportées point 9 du WD)*

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Aucune réalisation n'est à noter sur ce DP. L'impact quantitatif sera donc très limité d'autant plus que la majorité des effets ne sont mesurables qu'à long terme (ex : effet LEADER sur le développement rural, les projets des GALs ne sont pas réalisés au 31/12/2016). Par conséquent, aucune méthode quantitative n'a été retenue dans le cadre du RAMO2017.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Du fait que nous nous trouvons dans les débuts de la période de programmation, l'impact quantitatif sera très limité d'autant plus que la majorité des effets ne sont mesurables qu'à long terme. (Ex : effet LEADER

sur le développement rural, les projets des GALs ne sont pas réalisés au 31/12/2016). Par ailleurs, le niveau de détail des informations sur les stratégies des GAL a permis d'affiner l'analyse en la ciblant sur les thèmes permettant de répondre aux critères de jugement.

b) Description des méthodes utilisées

La disponibilité d'informations précises, notamment sur les stratégies des GAL, a permis de valoriser des éléments qualitatifs.

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

/

7.q4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (19.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (Sous-mesure 16.7)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (19.2)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (19.3)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (19.4)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non				OSIRIS (M07)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				OSIRIS (Sous-mesure 7.4)
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non				OSIRIS (Sous-mesure 7.6)
Indicateur de réalisation commun	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	Non				OSIRIS (Sous-mesures 7.4 + 7.6)
Indicateur de réalisation commun	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	Non				OSIRIS (M19)

Indicateur de réalisation commun	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	Non				OSIRIS (M19)
Indicateur de résultat commun	R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	Non				
Indicateur de résultat commun	R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	Non				
Indicateur de résultat commun	R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	Non	0,00			
Indicateur de résultat supplémentaire	Adéquation entre les besoins exprimés par les habitants et les projets prévus.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Territoire et population concernés par l'action des GAL.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Degré d'intégration de l'innovation dans les stratégies des GAL.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Degré de prise en compte de l'évaluation par les GAL.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie d'investissements prévus dans le développement de l'offre numérique et les usages	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie d'investissements prévus.	Non				Information qualitative
Indicateur de résultat supplémentaire	Composition des comités de programmation GAL, partenariat public-privé	Non				Information qualitative
Indicateur de contexte commun	C1 - Population - totale (2012) (Inhabitants)	Non	746 230,00			PDR

7.q5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les résultats exposés dans la réponse à la question évaluative ont été calculés par l'évaluateur et non par l'Autorité de Gestion, sur un périmètre, exposé précédemment dans la méthode, qui peut donc légèrement différer avec les autres sections du RAMO. Une légère différence pourra donc exister entre les données fournies dans les autres sections du RAMO et la réponse à la question évaluative, mais cela ne devrait pas contredire les résultats obtenus. Nous rappelons ici que les analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations. Ces données permettent de donner des tendances qui devront être confirmées lors

de l'analyse des projets soutenus par le PDR FEADER après leurs réalisations.

L'ensemble des enveloppes précisées entre parenthèses au sujet des enveloppes des fiches-actions des GAL sont issues de prévisionnels, aucun paiement n'ayant été effectué.

7.q6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

TO0742.

Au 31/12/2016, 5 opérations ont été programmées pour un montant total de FEADER de 493 042,03 € soit 7,46% de la maquette. Les actions déployées dans le cadre de ce TO présentent de fortes complémentarités avec les compétences des départements, notamment en termes de maillage territorial des services publics.

L'examen de la candidature porte une attention particulière à la faisabilité du projet, à l'intérêt qu'il représente en termes d'usage et de services au public. Par ailleurs, une attention particulière est portée sur la solidité du business plan présenté, avec l'objectif de favoriser la longévité des structures soutenues.

TO0743.

Le non lancement de ce dispositif s'explique par l'indisponibilité de l'outil de paiement.

TO0765.

Aucun dossier programmé, il est prévu un lancement en 2017 en s'attachant aux patrimoines labélisés.

TO1671.

Aucun dossier programmé.

M19. LEADER

TO1911.

Les GAL ont été désignés par l'AG « organismes intermédiaires » à ce titre ils sont services instructeurs des dossiers. L'AG s'est fortement impliquée au niveau du groupe de travail national LEADER afin d'obtenir de l'ASP un modèle de convention spécifique à la configuration de la délégation de l'instruction. Le déploiement de l'outil OSIRIS a connu un retard important pour l'ensemble des PDR français, occasionnant donc un retard dans la mise en œuvre du PDR. L'AG a participé activement au groupe de travail national, afin de définir les trames nationales, en collaboration avec l'ASP, sur les sous-mesure 19.2, 19.3 et 19.4. Ce travail s'est terminé en décembre 2016, les outils seront ouverts en 2017, permettant une bonne dynamique de mise en œuvre. Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, le TO 1911 soutient les nouveaux GAL sélectionnés qui ont besoin d'un appui pour la préparation de leur candidature LEADER. L'enveloppe FEADER allouée est de 30 000 euros avec un plafond de 10 000 € par territoire. Seul deux GAL ont déposé un dossier de demande sur ce TO.

TO1921.

L'enveloppe totale consacrée à la mise en œuvre des projets des stratégies des GAL s'élève à 25,2 millions

d'euros, soit 82% de l'enveloppe totale de la M19.

Sélection des GAL : AAP lancé le 11/07/2014. Précisons que l'AAP était ouvert aux territoires de projets, Pays ou PETR, à l'exclusion des parcs naturels régionaux. Les 3 thématiques prioritaires régionales sont :

- La montée en débit.
- Le développement de la culture, des sports, des patrimoines et du tourisme (activités et équipements).
- L'approche innovation territoriale sur les thématiques privilégiées des politiques territoriales : filières du bien vieillir, économie sociale et solidaire, économie verte, etc.

Examen des candidatures : comité de sélection du 21/05/2014.

Conventionnement : du 29/07 au 14/11/2016 (intense collaboration entre l'AG et les GAL pour la contrôlabilité et l'éligibilité des conventions auprès de l'ASP). Au 31/12/2016, 11 GAL étaient conventionnés, couvrant une population de 536 987 habitants et une enveloppe FEADER attribuée à LEADER de 30,7 millions d'euros.

TO1931.

L'autorité de gestion alloue une enveloppe globale de 500 000€ FEADER pour la préparation et la mise en œuvre de coopération pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés.

TO1941.

L'autorité de gestion alloue une enveloppe globale de 5 000 000€ FEADER au soutien et à l'animation des stratégies locales de développement pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés

Aucun projet n'ayant été soldé ou programmé : le calcul de R23 et R24 est impossible. En revanche, le calcul de R22 sur données programmées a été traité dans la réponse ci-dessous.

II - Analyse par critère de jugement

L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations.

Le territoire Limousin est caractérisé par un déséquilibre est/ouest en matière d'accessibilité et d'infrastructures notamment de transport (Une plus forte structuration autour de Brive-la-Gaillarde et de Limoges, et un besoin de structuration plus fort sur le périmètre Tulle et Guéret). Les zones rurales, fortement présentes en Limousin, sont caractérisées par une population vieillissante (23,2% de la population limousine a plus de 65 ans, 17,6% au niveau national, AFOM PDR), une fragilité quant à l'accès aux services de base, dont le temps d'accès est déjà supérieur à la moyenne nationale. Dans ce contexte, le PDR Limousin soutient à la fois le développement de nouvelles offres de services ainsi que leur maintien dans des territoires fragilisés.

Le TO 0742 permet de développer ou de maintenir l'offre de services publics (enfance jeunesse, culture, sport, tourisme) dans les zones rurales, facteurs d'attractivité d'un territoire vieillissant et marqué par l'exode rural notamment des jeunes. A ce stade de la programmation, les 5 opérations programmées sont axées sur l'enfance jeunesse, mais l'AG a pour objectif de soutenir d'autres typologie de services. Il s'agit

de réhabilitation fonctionnelle des lieux en grande majorité pour améliorer les conditions de travail, le maintien des emplois et l'attractivité, accessibilité du service.

La rigoureuse sélection des opérations tend à soutenir des projets suffisamment structurants pour le territoire.

En matière de ligne de partage avec la mesure 19 (LEADER), celle-ci s'opère sur le dimensionnement des projets d'aménagement et d'infrastructures. LEADER favorise les opérations de plus petites tailles, tandis que le TO 0742 soutient les opérations de plus grande envergure.

L'attractivité des territoires est abordée au sein des stratégies des GALs par le biais du développement touristique facteur de développement de l'emploi.

La requalification des centres-bourgs ainsi que la restructuration du territoire autour de nouvelles activités économiques sont favorables à l'emploi : développement des marchés qui dynamisent les centres-bourgs et structurent l'activité agricole du territoire en fournissant des emplois non délocalisables répondant aux enjeux de perte de vitesse des centres-bourgs, de l'économie locale et de l'emploi local, et de l'accès aux services. Le déploiement des projets n'ayant pas commencé, l'évolution du chiffre d'affaires de la filière touristique ne peut être évaluée.

La question de la mobilité est fondamentale dans l'attractivité d'un territoire : plus de la moitié des GAL y font référence. Enfin, les nouvelles technologies et le numérique sont régulièrement mentionnées comme une des solutions au désenclavement et à la promotion de ces territoires.

A ce stade la programmation, il semblerait que l'attractivité des territoires ruraux soient favorisée par le soutien à la mise en place de nouvelles offres de services, portés par les dynamiques des territoires tant au sein des GAL/LEADER que par des stratégies plus communales, locales. En revanche, les effets de ces soutiens en faveur de l'attractivité de nouvelles populations ne peuvent être évalués à ce stade.

- **L'offre numérique et leurs usages se sont développés améliorant les services à la population.**

L'accès à l'internet haut débit se développe en Limousin qui a encore des zones blanches en ruralité. Dans les zones mieux desservies, les équipements doivent être adaptés aux dernières évolutions de l'offre (fibre, très haut débit). En l'état actuel, le réseau d'infrastructures numériques est insuffisant pour permettre le développement des nouveaux services (télémédecine, télétravail, e-éducation, e-santé...), facteurs d'attractivité du territoire. Les phénomènes conjugués de vieillissement de la population et de numérisation de plus en plus de services accentuent la fracture numérique générationnelle et sociale. Les stratégies des GAL contribuent à la résorption de la fracture numérique, à la fois territorialement (infrastructures) et socialement (compétences, usages, lutte contre l'isolement) et à l'amélioration de l'accès aux TIC et à leurs usages pour tous les limousins (besoin 7), favorisant la cohésion sociale (accès aux services, à la culture, ...) et la mixité, facteurs de cohésion territoriale, et d'attractivité :

- GAL Combrailles en Marche : Fiche 3 "Montée en débit et usage du numérique " (513 088€)
- GAL Vallée de la Dordogne Corrézienne : Fiche 1 "Développement des infrastructures et des usages numériques." (550 000€)
- GAL Pays du Haut Limousin Fiche 1 " Accompagner le développement des infrastructures et usages numériques". (639 891€)

Ces fiches actions précisent l'objectif d'agir sur les infrastructures numériques de proximité : extension de la montée en débit sur les Points de Raccordement Mutualisés (PRM) de l'opérateur historique, migration vers la 4G fixe pour réduire les zones blanches... L'accès à une connexion internet de qualité et à des services performants est important pour l'installation d'une entreprise par exemple. Le numérique bénéficie de l'enveloppe la plus importante du GAL pour les deux derniers GAL mentionnés.

La question de l'accès aux services numériques (leur appropriation par la population) est cruciale et conditionne la pertinence des investissements effectués dans les infrastructures numériques.. En tant que thématique prioritaire régionale, la question du développement des usages est prise en compte par l'ensemble des GAL. :

- Le GAL Monts et Barrages, fiche 1 "Faciliter l'accès au numérique : infrastructures et usage" (486 331 €) encourage le développement des usages numériques dans l'ensemble des domaines de la vie des citoyens : e-tourisme, e-inclusion, -éducation, e-administration, ...
- Le GAL du Pays Haut-Limousin, fiche 1 "Accompagner le développement des infrastructures et usages numériques" (639 891€) souhaite également favoriser les nouveaux usages du numériques dans tous les domaines et organiser des temps de sensibilisation.
- Le GAL PALOMA, fiche 1 "Accroître la couverture numérique et développer ses usages" (514 840€) souhaite développer les usages numériques et en faire des facteurs développement touristique et d'inclusion sociale.

Les actions prévues par les GAL contribuent à développer le maillage numérique des territoires ruraux, en prévoyant la construction d'infrastructures nécessaires à la montée en débit des zones rurales, ainsi qu'en prévoyant des actions de sensibilisation aux usages du numérique.

- **Les stratégies LEADER et la coopération territoriale ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre, innovation).**

La plus-value LEADER en matière de réalisation et de résultats est difficilement évaluable du fait du stade peu avancé de la période de programmation dans lequel nous nous trouvons. Cependant, des premiers éléments de réponse peuvent être apportés.

Tous les GAL mentionnent l'approche d'innovation territoriale sur les thématiques privilégiées des politiques territoriales, c'est-à-dire le développement de stratégies innovantes répondant aux besoins des territoires. L'innovation y est mentionnée pour le développement de nouveaux services, outils et équipements (innovation technologique, sociale, économique...). La volonté de renforcer la capacité d'innovation des différents acteurs du territoire est mentionnée dans plus de la moitié des GAL (synergies entre acteurs publics et privés). L'innovation y est abordée comme un objectif transversal aux actions déployées.

La coopération interterritoriale[1] et transnationale[2] sont favorisées et intégrées par l'ensemble des GAL. Les GAL agissent comme coordinateurs de la coopération fournissant un cadre méthodologique à deux ou plusieurs acteurs et favorisant les synergies et en maintenant l'orientation stratégique des actions développées dans le cadre des objectifs du GAL.

En termes de gouvernance et de pilotage, en moyenne le COPROG des GAL est composé de 19 membres, avec une moyenne de 8 membres issus du public et 11 du privé.

La question de l'évaluation est prise en compte par 45% des GAL. Tous mentionnent l'évaluation en tant que prérequis réglementaire mais seulement 3 précisent les questions évaluatives. Chaque GAL Limousin s'appuie sur un socle d'indicateurs communs : l'emploi, les dépenses et le numérique. L'ensemble des GAL prévoient des actions de communication en soutien aux actions déployées dans le cadre des fiches actions de la sous-mesure 19.2, mais également au sein de la sous-mesure 19.4 (communication autour du programme et publicité de ses actions).

Enfin pour le calcul de l'indicateur R22-T21, la population rurale totale prise en compte est de 746 230[3] habitants. La population totale concernée par les GAL étant de 536 987 habitants, 71.9%* de la population rurale est concernée par les stratégies de développement local. De plus, 99.37%* de l'indicateur cible « Population rurale concernée par les stratégies de développement local », avec 536 987 habitants concernés par les stratégies sur les 537 120 fixés pour 2023, sont atteints.

La phase de déploiement des stratégies dans laquelle nous nous trouvons ne nous permet pas de pouvoir renseigner les indicateurs R23_T22 et R24-T23.

La gouvernance des GAL ainsi que leurs stratégies permettent de créer un cadre favorable aux actions de coopération et favorisent le développement de l'innovation.

[1] Coopération interterritoriale : entre territoires au sein d'un même Etat-membre

[2] Coopération transnationale : entre territoires relevant de plusieurs Etats-membres (Définition fournie par la convention GAL)

[3] Source : PDR.

7.q7) Conclusions et recommandations

7.q7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 A ce stade la programmation, il semblerait que l'attractivité des territoires ruraux soit favorisée par le soutien à la mise en place de nouvelles offres de services, portés par les dynamiques des territoires tant au sein des GAL/LEADER que par des stratégies plus communales, locales. En revanche, les effets de ces soutiens en faveur de l'attractivité de nouvelles populations ne peuvent être évalués à ce stade.

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.q7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 Les actions prévues par les GAL contribuent à développer le maillage numérique des territoires ruraux, en prévoyant la construction d'infrastructures nécessaires à la montée en débit des zones rurales, ainsi qu'en prévoyant des actions de sensibilisation aux usages du numérique.

Recommandation:

R.2 : Pas de recommandations particulières

7.q7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C3 : La gouvernance des GAL ainsi que leurs stratégies permettent de créer un cadre favorable aux actions de coopération et favorisent le développement de l'innovation.

Recommandation:

R.3 : Pas de recommandations particulières

7.r) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?

7.r1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

- Aucune mesure ou sous-mesure ne contribue de façon principale à de domaine prioritaire.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 6C :

- M19. LEADER

7.r2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a participé à l'amélioration de l'accessibilité, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.	R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	
Le PDR a participé à l'amélioration de l'accessibilité, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.		Montant FEADER affecté aux fiches actions numériques (€)

7.r3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

La mesure 19 n'a fait l'objet d'aucune programmation. Aucune méthode quantitative n'a pu être mise en œuvre

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du ratio T24-R25

Calcul du ratio (en %) suivant = $Y/X * 100$

Y : population directement bénéficiaire de l'action

X : population totale du territoire du PDR

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La mesure 19 n'a fait l'objet d'aucune programmation. La non disponibilité de la donnée d'opérations achevées et payées sur ce TO ne permet pas de calculer la valeur de cet indicateur

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu des retards de paiement et de l'indisponibilité des données, les analyses portent sur des éléments qualitatifs.

b) Description des méthodes utilisées

Analyse des conventions des 11 GAL sélectionnés au titre de la M19, des stratégies et fiches actions en faveur du déploiement des infrastructures numériques et des usages

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone : Des entretiens ont été réalisés avec les référents LEADER du PDR Limousin

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.r4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de résultat commun	R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Montant FEADER affecté aux fiches actions numériques (€)	Non	6 334 145,00			

7.r5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.r6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre

O1911. Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement

Les GAL ont été désignés par l'AG « organismes intermédiaires » à ce titre ils sont services instructeurs des dossiers. L'AG s'est fortement impliquée au niveau du groupe de travail national LEADER afin d'obtenir de l'ASP un modèle de convention spécifique à la configuration de la délégation de l'instruction. Le déploiement de l'outil OSIRIS a connu un retard important pour l'ensemble des PDR français, occasionnant donc un retard dans la mise en œuvre du PDR. L'AG a participé activement au groupe de travail national, afin de définir les trames nationales, en collaboration avec l'ASP, sur les sous-mesures 19.2, 19.3 et 19.4. Ce travail s'est terminé en décembre 2016, les outils seront ouverts en 2017, permettant une bonne dynamique de mise en œuvre.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, le TO 1911 soutient les nouveaux GAL sélectionnés qui ont besoin d'un appui pour la préparation de leur candidature LEADER. L'enveloppe FEADER allouée est de 30 000 euros avec un plafond de 10 000 € par territoire. Seul deux GAL ont déposé un dossier de demande sur ce TO.

O1921. Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement

L'enveloppe totale consacrée à la mise en œuvre des projets des stratégies des GAL s'élève à 25,2 millions d'euros, soit 82% de l'enveloppe totale de la M19. Sélection des GAL : AAP lancé le 11/07/2014. Précisons que l'AAP était ouvert aux territoires de projets, Pays ou PETR, à l'exclusion des parcs naturels régionaux. Les 3 thématiques prioritaires régionales sont :

- La montée en débit.
- Le développement de la culture, des sports, des patrimoines et du tourisme (activités et équipements).
- L'approche innovation territoriale sur les thématiques privilégiées des politiques territoriales : filières du bien vieillir, économie sociale et solidaire, économie verte, etc.

Examen des candidatures : comité de sélection du 21/05/2014.

Conventionnement : du 29/07 au 14/11 2016 (intense collaboration entre l'AG et les GAL pour la contrôlabilité et l'éligibilité des conventions auprès de l'ASP). Au 31/12/2016, les 11 GAL étaient conventionnés, couvrant une population de 536 987 habitants et une enveloppe FEADER attribuée à LEADER de 30,7 millions d'euros.

O1931. Préparation et mise en œuvre de coopération par les GAL

L'autorité de gestion alloue une enveloppe globale de 500 000€ FEADER pour la préparation et la mise en œuvre de coopération pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés

O1941. Soutien au fonctionnement et à l'animation des stratégies locales de développement

L'autorité de gestion alloue une enveloppe globale de 5 000 000€ FEADER au soutien et à l'animation des stratégies locales de développement pour l'ensemble des 11 GAL limousins sélectionnés

II - Analyse par critères de jugement

Le PDR a participé à l'amélioration de l'accessibilité, de l'utilisation et de la qualité des TIC dans les zones rurales.

L'accès à l'internet haut débit se développe en Limousin, avec des zones blanches en ruralité. Dans les zones mieux desservies, les équipements doivent être adaptés aux dernières évolutions de l'offre (fibre, très haut débit). En l'état actuel, le réseau d'infrastructures numériques est insuffisant pour permettre le développement des nouveaux services (télémédecine, télétravail, e-éducation, e-santé...), facteurs d'attractivité du territoire. Les phénomènes conjugués de vieillissement de la population et de numérisation de plus en plus de services accentuent la fracture numérique générationnelle et sociale. Les stratégies des GAL contribuent à la résorption de la fracture numérique, à la fois territorialement (infrastructures) et socialement (compétences, usages, lutte contre l'isolement) et à l'amélioration de l'accès aux TIC et à leurs usages pour tous les limousins (besoin 7), favorisant la cohésion sociale (accès aux services, à la culture, ...) et la mixité, facteurs de cohésion territoriale, et d'attractivité. GAL Combrailles en Marche : Fiche 3 "Montée en débit et usage du numérique" (513 088€)

- GAL Vallée de la Dordogne Corrézienne : Fiche 1 "Développement des infrastructures et des usages numériques." (550 000€)
- GAL Pays du Haut Limousin Fiche 1 " Accompagner le développement des infrastructures et usages numériques". (639 891€)

Ces fiches actions précisent l'objectif d'agir sur les infrastructures numériques de proximité : extension de la montée en débit sur les Points de Raccordement Mutualisés (PRM) de l'opérateur historique, migration vers la 4G fixe pour réduire les zones blanches... L'accès à une connexion internet de qualité et à des services performants est important pour l'installation d'une entreprise par exemple. Le numérique bénéficie de l'enveloppe la plus importante du GAL pour les deux derniers GAL mentionnés.

La question de l'accès aux services numériques (leur appropriation par la population) est cruciale et conditionne la pertinence des investissements effectués dans les infrastructures numériques.

En tant que thématique prioritaire régionale, la question du développement des usages est prise en compte par l'ensemble des GAL. :

- Le GAL Monts et Barrages, fiche 1 "Faciliter l'accès au numérique : infrastructures et usage" (486 331 €) encourage le développement des usages numériques dans l'ensemble des domaines de la vie des citoyens : e-tourisme, e-inclusion, -éducation, e-administration, ...
- Le GAL du Pays Haut-Limousin, fiche 1 "Accompagner le développement des infrastructures et usages numériques" (639 891€) souhaite également favoriser les nouveaux usages du numériques dans tous les domaines et organiser des temps de sensibilisation.
- Le GAL PALOMA, fiche 1 "Accroître la couverture numérique et développer ses usages" (514 840€) souhaite développer les usages numériques et en faire des facteurs développement touristique et d'inclusion sociale.

Au total l'ensemble des fiches actions numériques représentent un total de 6 334 145€ de FEADER, soit une moyenne par GAL une moyenne de 575 831€ de FEADER.

7.r7) Conclusions et recommandations

7.r7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. En ayant intégré la thématique du développement des infrastructures numériques et des usages dans l'appel à projet LEADER, le PDR Limousin va soutenir des projets en faveur du numérique. La non programmation des projets par les GALs ne permet pas d'évaluer les effets en matière d'accessibilité, d'utilisation et de la qualité des TIC

Recommandation:

R.1 : Pas de recommandations particulières

7.s) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

7.s1) Synergies du programme et effet transversal

Les matrices en annexes présentent les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) et les synergies entre domaines prioritaires du PDR de la région Limousin (annexe 2).

Les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) montrent que :

- Les mesures 1 et 2 qui ont pour objectif le transfert de connaissances, des actions d'informations et des services de conseil, sont transversales et sont donc ciblées sur plusieurs domaines prioritaires 1A, 2A, 2B, 4B et 5E
- La mesure 4 comprend plusieurs sous-mesures qui contribuent principalement au DP 2A, (3 sous-mesures en contribution principale), et 5B (1 sous-mesure en contribution principale). Elle contribue de manière secondaire aux DP 4A, 5A et 5B.
- Les mesures 10 (MAEC), 11 (Agriculture Biologique), 12 (Natura 2000) et 13 (ICHN) contribuent uniquement à l'ensemble de la priorité 4 de manière prioritaire, excepté pour le DP 4C pour lequel la M10 est fléchée en secondaire. Au-delà de ces mesures, peu de mesures contribuent à plusieurs DP de manière prioritaire. Les DP 4C et 5E sont les seuls DP auxquels contribue la mesure 8 : de manière secondaire pour le 4C, de manière prioritaire pour le 5E.
- La mesure 16 (T.O 16.71) contribue de manière prioritaire aux DP 1A, 1B, et 6B.
- Seule la mesure 19 contribue, de manière secondaire, au DP 6C et intégralement de manière prioritaire au 6B.

La matrice des synergies entre domaines prioritaires du PDR (annexe 2) nous permet de souligner les synergies fortes entre :

- La priorité 1 et les DP 2A, 4B, 4C et 5E
- Les domaines prioritaires 2A et 2B
- Les domaines prioritaires 2A et 3A
- Les domaines prioritaires 2A et 5A
- Les domaines prioritaires 4A et 5A
- Les domaines prioritaires 3A et 4B
- Les domaines prioritaires 6B et 6C

Aucune synergie négative n'est observée.

7.s2) Méthodes appliquées

L'analyse est basée sur une approche qualitative. Les éléments mobilisés sont :

- L'analyse de la logique d'intervention du PDR (annexe 1 : contributions principale et secondaire des mesures par Domaine Prioritaire) ;
- Des matrices de cohérence (annexe 2 : Synergies entre domaines prioritaires du PDR Limousin) ;
- Les réponses aux autres questions évaluatives.

7.s3) Résultats quantitatifs basés sur le calcul des contributions secondaires des opérations aux domaines prioritaires

En raison du faible niveau de paiements des opérations et de la difficulté à quantifier les contributions secondaires des mesures aux différents DP, nous focalisons l'analyse sur une approche qualitative.

7.s4) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

A ce stade, il n'est pas possible de mesurer les effets finaux des différents dispositifs, en raison du faible niveau d'avancement des projets et, pour les projets déjà réalisés, en raison du délai entre la mise en œuvre et les impacts potentiels qui ne pourront être visibles qu'après plusieurs années (biodiversité, qualité de l'eau). Ces impacts pourront donc être analysés dans une logique d'évaluation ex-post.

7.s5) Réponse à la question d'évaluation

Nous présentons ici les principales synergies entre mesures et priorités.

Priorité 1

Les mesures 1 (Transfert de connaissances et actions d'information) et 2 (Service de conseil) visent à permettre aux acteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'agro-alimentaire d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis notamment en matière de développement durable. La mesure 16 vise à permettre le développement d'actions de coopération favorisant l'émergence de projets de recherche et de développement, axés sur la coopération pour le développement de circuits courts ou de proximité ou sur la problématique de l'adaptation au changement climatique.

Ces mesures contribuent donc à la priorité 1 visant à favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales.

Selon les thématiques visées par ces mesures, plusieurs domaines prioritaires sont concernés :

Synergies entre la P1 et les DP 2A, 4B, 4C, 5E :

Les appels à projets émis sur la mesure 1 permettent d'identifier des synergies avec les DP 2A, 4B, 4C et 5E. En effet, les actions d'information et de démonstration ciblent 2 secteurs que sont la forêt et l'agriculture, et portent sur des thématiques compétitivité des exploitations agricoles (2A), performance environnementale (4B et 4C), filière Bio (4B), et gestion durable des forêts (5E).

Synergies entre la DP 2A et 2B

La mesure "Investissements physiques" soutient notamment les actions de modernisation des exploitations ou d'investissements matériels collectifs. Le cahier des charges PCAE précise que les objectifs de la mesure 4 (DP 2A) sont de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et donc de favoriser le renouvellement des générations, en synergie avec les objectifs du DP 2B, notamment du dispositif DJA. Une majoration de l'investissement est d'ailleurs effectuée pour les jeunes agriculteurs bénéficiaires de la DJA.

Synergies entre la DP 2A et 3A

Le cahier des charges PCAE de soutien aux investissements productifs favorise et contribue fortement à la diversification agricole via notamment la mise en place de production et transformation à la ferme. De fait, les producteurs primaires améliorent leur compétitivité grâce à une meilleure intégration sur les marchés locaux.

Synergies DP 2A et 5A

Le dispositif 4.3.2 "Infrastructures d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource eau", contribuant de manière prioritaire au DP 2A permet de mettre en évidence des synergies avec le DP 5A, dont l'objectif est le développement de l'usage efficace de l'eau dans l'agriculture, répondant à un des principes de l'agroécologie. Le T.O 16.2.1 « Coopération pour l'innovation, la recherche et le développement » vise à encourager les initiatives de coopération dans le domaine de la recherche et du développement. A ce titre peuvent être envisagées des actions de coopération et d'innovation axées sur des procédés d'utilisation efficaces de l'eau en agriculture sous un volet compétitivité, autonomie en eau et de fait contribuer au DP 5A.

Synergies DP 4A et 5A

Au travers du dispositif 7.6.2 "Restaurer et préserver le bon état écologique des cours d'eau, des zones humides et des zones naturelles remarquables » fléché en contribution prioritaire, le DP 4B contribue aux thèmes du DP 5A sur l'usage efficace de l'eau. La M10 (Agroenvironnement-climat), est également fléchée en contribution prioritaire sur le DP 4A. Sa dimension environnementale par la réduction des intrants favorisant ainsi la qualité de l'eau et sa préservation, permet de mettre en évidence une synergie entre le DP 4A et le DP5A. Par ailleurs, le T.O 7.1.1 « Elaboration et révision des DOCOB Natura 2000 », contribuant de manière prioritaire du DP 4A, permet également de contribuer au DP 5A, notamment concernant les critères d'usage et de protection de la ressource « eau » qu'ils impliquent pour les territoires concernés.

Synergies 3A et 4B

Le DP 3A mobilise le T.O 3.1.1 « Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ». Une utilisation plus sobre des ressources énergétiques, des intrants ou engrais, qui sont des évolutions nécessaires pour pouvoir participer à des systèmes qualité, contribuent également au DP 4B en contribuant à diminuer l'utilisation d'intrants et de pesticides, contribuant à une meilleure gestion de l'eau. Précisons que la synergie est cependant moins forte que pour les autres DP.

Synergies 6B/6C

Au travers des GAL mis en place par le biais de la mesure 19 (LEADER), le DP 6B permet la mise en œuvre d'actions permettant de mettre en évidence une synergie avec le DP 6C consacré aux TIC en zones rurales. En effet, le développement des infrastructures et des usages du numérique est largement soutenu dans les stratégies des GAL, contribuant donc aux objectifs du DP 6C.

Priorité de l'Union		Priorité 1			Priorité 2		Priorité 3		Priorité 4			Priorité 5					Priorité 6		
Domaine Prioritaire		1A	1B	1C	2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A	6B	6C
M01 Transfert de connaissances et actions d'information																			
0.121	Soutien aux projets de démonstration et actions d'information																		
M02 Services de conseil																			
2.1	Aide à l'obtention de services de conseil																		
M03 Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires																			
0.311	Participation des agriculteurs à des systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires																		
0.321	Soutenir la promotion des signes officiels de qualité																		
M04 Investissements physiques																			
4.1	Aide aux investissements dans les exploitations agricoles																		
0.411	Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles																		
0.412	Maîtrise de l'énergie																		
0.413	Investissements matériels collectifs																		
0.414	Instruments financiers destinés aux investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles																		
4.2	Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles																		
0.421	Investissements des IAA																		
4.3	Aide aux investissements dans les infrastructures liées au développement, à la modernisation ou à l'adaptation du secteur agricole et de la foresterie																		
0.431	Descentes forestières																		
0.432	Infrastructure d'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau																		
4.4	Aide aux investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs agroenvironnementaux et climatiques																		
0.441	Investissements non productifs agroenvironnementaux et climatiques																		
M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises																			
6.1	Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs																		
0.611	Dotations aux jeunes agriculteurs DJA																		
0.612	Prêts bonifiés																		
6.4	Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles																		
0.641	Investissements dans la mise en place et le développement des activités non agricoles																		
0.642	Développement de la méthanisation à la ferme																		
M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales																			
7.1	Aide à l'établissement et à la mise à jour des plans de développement des communes et des villages dans les zones rurales et leurs services de base ainsi que des plans de protection et de gestion liés aux sites Natura 2000 et à d'autres zones à haute valeur naturelle																		
0.711	Elaboration et révision des DOCOB Natura 2000																		

ANNEXE QUESTION 19

	DP1A	DP1B	DP1C	DP2A	DP2B	DP3A	DP4A	DP4B	DP4C	DP5A	DP5B	DP5C	DP5D	DP5E	DP6A	DP6B	DP6C
DP 1A																	
DP 1B																	
DP 1C																	
DP 2A																	
DP 2B																	
DP 3A																	
DP 3B																	
DP 4A																	
DP 4B																	
DP 4C																	
DP 5A																	
DP 5B																	
DP 5C																	
DP 5D																	
DP 5E																	
DP 6A																	
DP 6B																	
DP 6C																	
Légende																	

ANNE QUESTION 19-4

7.s6) Conclusions et recommandations

7.s6.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les synergies entre les domaines prioritaires existent au sein du PDR Limousin. Elles se retrouvent notamment :

- Du fait des thématiques d'action d'information et de démonstrations déployées qui touchent aux thèmes d'un certain nombre de DP.
- Du fait de la prise en compte des jeunes agriculteurs dans les investissements du PCAE.
- Du fait de l'importance des mesures environnementales notamment eau au sein de la priorité 4.

Du fait de l'importance de la thématique numérique au sein des stratégies des GAL.

Recommandation:

Mettre en place un suivi des synergies effectivement réalisées, par le suivi des bénéficiaires souscrivant à différentes mesures du PDR.

7.t) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.u) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.v) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.w) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.x) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.y) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.z) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.aa) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.bb) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.cc) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.dd) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.ee) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]

La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination sont des principes généraux applicables à tous les FESI. Dans le cadre du PDR, toutes les opérations sont accessibles à l'ensemble des bénéficiaires éligibles sans faire de discrimination.

La mise en accessibilité des bâtiments (construction ou réhabilitation) financée dans le cadre des opérations du PDR est une obligation réglementaire qui participe à la non-discrimination.

8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]

Pour tenir compte de l'exigence de prise en compte du développement durable, celle-ci figure dans de nombreux critères de sélection des mesures du PDR. De plus, cette exigence est également formalisée dans des critères spécifiés dans les appels à projets.

Chaque porteur de projet est donc invité à réfléchir au positionnement de son projet dans le cadre de cette problématique de développement durable.

8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme

Conformément au PDR (section 16), l'Autorité de gestion a pris des mesures pour associer les partenaires à la réalisation, au suivi et à l'évaluation du programme notamment dans le cadre des instances et des modalités permettant l'intervention des fonds européens.

Devenue Autorité de gestion en 2016 pour 6 programmes, la Région Nouvelle-Aquitaine a mis en place un Comité de suivi interfonds auquel participent des représentants du niveau communautaire, national et régional qui réunit au total près de 250 organismes pour les trois anciennes régions. Le Comité se réunit au minimum une fois par an et des consultations écrites peuvent être organisées en complément.

Avec la constitution de la grande Région, la procédure d'instance de sélection dématérialisée permettant de consulter les partenaires sur une durée de 10 jours, a été généralisée et a été renommée instance de consultation partenariale (ICP). Sa fréquence est mensuelle pour le FEADER. L'ICP est constituée des principaux partenaires financiers et stratégiques : les conseils départementaux, les agglomérations (organismes intermédiaires ou pas), les services ou établissements de l'Etat (SGAR, Préfets de département, Directeurs régionaux des services déconcentrés, l'Autorité de certification, ASP, agences de l'eau ou ADEME, BPI, CDC, Banque de France), les organismes consulaires, les organismes intermédiaires du PO nationale FSE, et les GAL.

En amont de ces Instances de Consultation des Partenaires, des réunions techniques se tiennent régulièrement en fonction du rythme calendaire des Appels à projets, Appels à candidatures ou bien du

dépôt des dossiers gérés au fil de l'eau. Elles réunissent les partenaires par thématique et permettent de faire un point sur les dossiers présentés à la programmation.

Afin d'approfondir la concertation menée avec les partenaires dans le cadre du comité de suivi, un comité d'animation inter-fonds a été mis en place. Il est le lieu d'un débat stratégique sur l'avancement des programmes dans l'ensemble des composantes de leur gestion et permet d'assurer une bonne information et communication, dans le respect des principes de transparence et de partenariat promus par le code européen de bonne conduite du partenariat. Il est constitué des mêmes membres que l'instance de consultation partenariale (des experts extérieurs ou des représentants de la Commission européenne peuvent y participer en fonction des points inscrits à l'ordre du jour) et la Commission y est invitée.

Par ailleurs, la mise œuvre du plan de communication associe les partenaires notamment au travers d'actions ciblées (comme par exemple les événements du joli mois de l'Europe) ou spécifiques pour la promotion du programme (actions accompagnant les Comités de suivi ou autres instances du programme). Les partenaires sont également associés par l'intermédiaire d'un réseau Europe des chargés de communication et référents des institutions concernées.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Non
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	-
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Non
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2016					1,40
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2016					133,00
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2016					0,00
		2014-2015					
	Nombre d'opérations aidées au titre du transfert de connaissances (O0121) (Nombre d'opérations)	2014-2016					105,00
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2016	0,73	8,93	0,73	8,93	8,18
		2014-2015	3,35	40,97	0,48	5,87	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	36 820 164,34	53,51	2 101 061,46	3,05	68 809 594,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	80 000,00	2,00	0,00	0,00	4 000 000,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	36 740 164,34	57,40	2 101 061,46	3,28	64 012 794,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			7 817 947,15	5,32	146 856 466,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			2 101 061,46	3,37	62 396 859,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			107,00	8,94	1 197,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	796 800,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2016	1,89	23,25	1,89	23,25	8,13
		2014-2015	8,50	104,57	0,92	11,32	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	14 223 054,12	30,67	3 300 228,63	7,12	46 379 828,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	3 067 200,00
M02.1	O13 - Nombre de bénéficiaires conseillés	2014-2016			0,00	0,00	639,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	14 223 054,12	32,84	3 300 228,63	7,62	43 312 628,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2016			53 003 676,00	122,37	43 312 628,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			3 300 228,63	7,62	43 312 628,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			276,00	23,19	1 190,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2016	1,80	39,57			4,55
		2014-2015	1,80	39,57	1,80	39,57	
	% d'entreprises agroalimentaires bénéficiant d'un soutien au titre du programme pour des investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles (%)	2014-2016					9,00
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 394 919,12	7,92	96 102,87	0,55	17 606 683,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	139 555,84	2,28	96 102,87	1,57	6 131 913,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			0,00	0,00	576,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 255 363,28	11,76	0,00	0,00	10 678 427,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	42 713 708,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	25,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	796 343,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2016			0,00	0,00	90,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2016					2,89
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2016			0,61	11,03	5,53
		2014-2015			0,61	11,03	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2016			0,37	7,04	5,25
		2014-2015			26,54	505,17	
	Nombre de contrats Natura 2000 forestiers (Nombre de contrats)	2014-2016					30,00
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	147 532 325,42	27,01	146 832 182,91	26,88	546 237 010,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	101 903,61	8,46	4 419,22	0,37	1 204 450,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			2 438,03	0,16	1 505 562,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			2,00	1,19	168,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 229 103,35	8,30	0,00	0,00	14 815 691,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	4,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	18 488 111,99	49,19	19 114 557,22	50,86	37 586 204,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	34 435,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	17 373 904,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	14 770,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	13 630,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	127 713 206,47	26,93	127 713 206,47	26,93	474 217 507,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			191 524,22	125,62	152 460,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			360 792,20	110,28	327 168,00

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2016			887 524,53	20,46	4 338 399,00
		2014-2015	37,00	0,00	834 074,59	19,23	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	423 231,85	21,68	185 892,15	9,52	1 952 279,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	423 231,85	21,68	185 892,15	9,52	1 952 279,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			887 524,53	20,46	4 338 399,00
M04.1 M04.2 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			21,00	12,73	165,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2016					16 400 000,00
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	4 920 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	16 400 000,00
M06	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	16,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			0,00	0,00	13,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2016					4,38
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 931 369,34	6,23	447 094,46	1,44	30 988 900,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	113 870,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	718 869,34	14,92	159 594,46	3,31	4 816 724,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			290 510,78	3,92	7 410 344,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 212 500,00	21,84	287 500,00	5,18	5 552 306,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	400 000,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	500,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	160 000,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	80 000,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	639 776,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	98,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			287 500,00	6,73	4 272 530,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	20 506 000,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	62 551,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2016					39,00
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 378 510,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 500,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	5 325 000,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			0,00	0,00	36,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	11 781 010,00
M07.1 M07.2 M07.3 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	109,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2016					24,00
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2016					87,44
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2016			71,96	99,98	71,98
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	117 432,74	0,17	0,00	0,00	67 507 060,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	24 713 810,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2016			0,00	0,00	652 500,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	65,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	22,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 000,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	117 432,74	0,28	0,00	0,00	41 521 250,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2016			536 987,00	99,98	537 120,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2016			11,00	100,00	11,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	37 500,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	34 608 750,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	625 000,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	6 250 000,00

Annexe III

Tableau synoptique des résultats quantifiés

Nom et unité de l'indicateur de résultat (1)	Valeur cible (2)	Valeur principale (3)	Contribution secondaire (4)	Contribution du Leader/DLAL (5)	Total PDR (6)=3+4+5
R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	8,18	0,73	Sans objet	0,00	0,73
R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Sans objet				
R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	8,13	1,89	Sans objet	0,00	1,89
R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	4,55	0,00	Sans objet	0,00	0,00
R5 / T7: pourcentage d'exploitations participant aux programmes de gestion des risques (domaine prioritaire 3B)			Sans objet	0,00	0,00
R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)		0,00	Sans objet	0,00	0,00
R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	5,25	0,37	Sans objet	0,00	0,37
R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	5,53	0,61	Sans objet	0,00	0,61
R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		0,00	Sans objet	0,00	0,00
R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2,89	0,00	Sans objet	0,00	0,00
R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		0,00	Sans objet	0,00	0,00
R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)			Sans objet	0,00	0,00
R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le	Sans objet				

PDR (domaine prioritaire 5A)*					
R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)*	Sans objet				
R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	Sans objet				
R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)			Sans objet	0,00	0,00
R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)		0,00	Sans objet	0,00	0,00
R18: réduction des émissions de méthane et d'oxyde nitreux (domaine prioritaire 5D)*	Sans objet				
R19: réduction des émissions d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)*	Sans objet				
R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	4,38	0,00	Sans objet	0,00	0,00
R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	39,00	0,00	Sans objet	0,00	0,00
R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	71,98	71,96	Sans objet		71,96
R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	87,44	0,00	Sans objet	0,00	0,00
R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	24,00	0,00	Sans objet		0,00
R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)		0,00	Sans objet	0,00	0,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP074	Annexe financière (systèmes)	08-12-2017		Ares(2017)6369155	85009448	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP074_fr.pdf	26-12-2017	nazouzfa
Résumé citoyen RAMO 2017 pour le PDR Limousin	Résumé à l'intention des citoyens	29-06-2017		Ares(2017)6369155	2383515287	Résumé citoyen RAMO 2017 pour le PDR Limousin	26-12-2017	nazouzfa

